

*Travailleurs de tous les pays, construisons la IVe Internationale !*

# Le CRI des travailleurs

Journal du Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste)

N° 18. Mai-juin 2005. Prix : 1 €. Prix de soutien : 1,50 €.

**POUR UN « MAI-JUIN » DE VICTOIRES  
PAR LA GRÈVE, LA RUE ET LES URNES !**

# NON

**NON** À la constitution le 29 mai !  
**NON** à l' « europe » des patrons !  
**NON** à Chirac-Hollande-Seillière !  
**NON** à la casse de nos acquis !  
**NON** à l'impérialisme français !

**OUI** à la lutte de classe !  
**OUI** À un gouvernement  
des travailleurs eux-mêmes !  
**OUI** à une Europe communiste  
révolutionnaire !

## Qui sommes-nous ?

Le Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste), constitué sur la base du « *Projet de programme CRI* » (cf. notre site <http://groupecri.free.fr>), entend être **une organisation de combat pratique et théorique, intervenant dans la lutte des classes** pour aider à la mobilisation et à l'organisation politiques du prolétariat, de la jeunesse révoltée et de tous les opprimés, et pour contribuer à la reconstitution de leur conscience communiste révolutionnaire internationaliste.

Il entend aider à cette lutte de classe dans la mesure de ses moyens, en montrant, à chaque étape, que la satisfaction des revendications ouvrières et populaires, l'aspiration des masses à vivre dans des conditions décentes, leur aspiration à la dignité, au bien-être et au bonheur, se heurtent constamment à la logique même d'un mode de production barbare, **le mode de production capitaliste, qu'il ne s'agit pas de réformer ou d'« humaniser », mais de détruire.** Car celui-ci, avec ses firmes multinationales assoiffées de profit et ses États impérialistes et oppresseurs, réduit des masses toujours plus nombreuses à la guerre, à la misère, au chômage, aux épidémies et à la déchéance, condamne la plupart des hommes et des femmes à l'exploitation, à l'oppression, à l'aliénation, au dénuement et à l'ignorance, et menace l'avenir même de notre planète. Pourtant, grâce aux progrès de la productivité, de la technique, de la science et de la connaissance en général, **un autre monde est plus que jamais possible**, un monde où tous ces maux soient à jamais éradiqués, un monde où les êtres humains ne subiront plus le joug d'un mode de production fondé sur le profit, où ils ne subiront pas davantage la monstrueuse dictature stalinienne des pays so-disant « socialistes » du XXe siècle, mais où ils deviendront maîtres de leur propre destin, après s'être approprié collectivement les moyens de production et d'échange, qu'ils géreront eux-mêmes dans le cadre de leurs conseils et dans le but de la satisfaction des besoins de tous.

Dans l'objectif de **l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes**, le Groupe CRI cherche, à tout moment, à aider le prolétariat, la jeunesse révoltée et tous les opprimés à définir leurs revendications et leurs aspirations sociales et politiques de la manière la plus claire possible, afin de les aider à ne compter que sur eux-mêmes, donc sur l'unité de leurs rangs et sur leur propre organisation politique indépendante, et non sur les patrons, les gouvernements, les États, les institutions internationales impérialistes (en particulier l'ONU) les démagogues et les bureaucrates de tout poil. Il entend les aider à trouver par leur propre expérience pratique le chemin vers le programme de la révolution communiste.

Un tel combat exige la **construction d'une Internationale communiste révolutionnaire, la IVe Internationale**, assurant théoriquement et pratiquement la continuité du communisme révolutionnaire qui s'est développé au sein de la Ière Internationale, animée notamment par Marx et Engels, au sein de la IIe Internationale avant sa dégénérescence réformiste, ses trahisons contre-révolutionnaires et sa transformation en appareil bourgeois, et au sein de la IIIe Internationale, l'Internationale communiste fondée notamment par Lénine et Trotsky, avant sa dégénérescence stalinienne contre-révolutionnaire.

Le Groupe CRI est né du constat que la IVe Internationale, fondée par Léon Trotsky en 1938, n'avait jamais été construite, bien que, depuis lors, dans des dizaines de pays, des centaines de groupes et d'organisations et des dizaines de milliers de militants s'y soient employés, méritant comme tels tout notre respect, quelles que soient les erreurs, les faiblesses et les fautes plus ou moins graves qu'on peut leur reprocher. Au-delà des circonstances objectives, notamment la toute-puissance despotique des règnes stalinien et social-démocrate sur le mouvement ouvrier pendant des décennies, **toutes les organisations qui se sont réclamées du combat pour la IVe Internationale ont été incapables de la construire.**

Qui plus est, les principales organisations internationales qui se réclament aujourd'hui de la IVe Internationale, dirigées et encadrées par la génération des « soixante-huitards », parfois sous l'autorité étouffante d'un « patriarche » devenu trotskyste dans les années 1930-1940, sont devenues au fil des ans des **organisations de plus en plus centristes** — ni révolutionnaires, ni exactement réformistes, mais toujours davantage opportunistes à l'égard des appareils petits-bourgeois, sociaux-démocrates et/ou staliniens, leurs directions respectives s'étant cristallisées en micro-appareils bureaucratiques, persuadés d'être les seuls détenteurs de la vérité, souvent despotiques en interne et aujourd'hui sclérosés de manière manifestement irréversible. Tel est le cas en particulier, pour nous en tenir aux organisations les plus connues en France, de la **LCR, dont la direction est centriste-droitière**, constamment opportuniste à l'égard du réformisme en général, de l'« altermondialisme » en particulier, voire de l'ONU, sans parler de son appel à voter Chirac en 2002 ; du **CCI « lambertiste »** auquel se réduit pratiquement le **PT, et dont la direction est centriste-trade-unioniste** (parasyndicale), constamment opportuniste à l'égard de la *bureaucratie syndicale* (notamment de FO) et de plus en plus *nationaliste* ; et de **LO, dont la direction est centriste-attentiste**, économiste (sans perspective politique concrète), parfois *gauchiste*, toujours *électorale* et finalement *incapable de rompre avec une sorte de culte paralysant du PCF* considéré comme « le parti de la classe ouvrière ».

C'est pourquoi, sans se tromper d'ennemi (l'ennemi principal est la bourgeoisie, ses États et ses partis de droite comme de gauche, à commencer par les partis soi-disant « socialistes » et « communistes »), le Groupe CRI **considère les différentes directions centristes comme des obstacles à la construction de l'Internationale communiste révolutionnaire**, il lutte contre elles politiquement à l'intérieur même du camp prolétarien, dans le respect des principes intangibles de la libre discussion et de la démocratie ouvrière, et tout en œuvrant de toutes ses forces — contrairement à ces mêmes directions centristes — au combat unitaire des organisations ouvrières dès que c'est possible (front unique ouvrier). Conscient que les centaines de militants communistes révolutionnaires authentiques de ces organisations centristes ne sauraient être identifiés avec les micro-appareils qui les dirigent, et qu'ils seront tout au contraire nombreux à participer tôt ou tard à la recomposition inévitable des forces qui construiront la IVe Internationale, le Groupe CRI entend ainsi aider ces militants, comme les travailleurs en général et en particulier les jeunes, à comprendre la nature des vieux appareils centristes cristallisés, afin de contribuer dans la mesure de ses moyens à la construction du parti communiste révolutionnaire internationaliste dont nous avons tous plus que jamais besoin pour notre lutte de classe.

Le CRI des travailleurs est le journal du Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste). N° ISSN : 1763-8305.

**Tirage du n° 17 (mars-avril 2005) :** 220 exemplaires (le prix de vente est le prix coûtant). En outre, plus de 450 personnes et groupes (français et étrangers) reçoivent ce journal par internet. — *Pour s'abonner, nous contacter.*

**Contacts :** 06 64 91 49 63 ou [groupecri@free.fr](mailto:groupecri@free.fr) — **Site internet :** <http://groupecri.free.fr>

**Comité de rédaction :** Marius Barberousse, Laura Fonteyn, Paul Lanvin, Antoni Mivani, Nina Pradier, Frédéric Traille et Ludovic Wolfgang (responsable légal). Sauf indication contraire (tribunes libres), les articles rédigés et signés par un membre du comité de rédaction sont le produit d'une élaboration collective et expriment la position de l'ensemble du comité de rédaction.

## Deux ans après la défaite de 2003, prenons notre revanche : POUR UN « MAI-JUIN » DE VICTOIRES CONTRE CHIRAC-SEILLIÈRE- HOLLANDE, PAR LA GRÈVE, LA RUE ET LES URNES !

*Les deux mois qui se sont écoulés depuis notre précédent numéro ont confirmé à la fois le regain des luttes que nous saluons et le poids des obstacles qui les ont empêchées, jusqu'à présent, de se développer en une mobilisation générale des travailleurs.*

*Ces obstacles, ce sont avant tout les bureaucrates qui dirigent le mouvement ouvrier (souvent aidés objectivement par leurs flancs-gardes d'« extrême gauche ») : ils empêchent ou brident la lutte de classe, sous prétexte de « négociations » avec le gouvernement. Ils protègent ainsi, en réalité, le pouvoir bourgeois.*

*À cause de cette situation, la colère des travailleurs et des jeunes ne se réalise pour le moment dans la lutte de classe directe que de manière encore limitée et dispersée. Elle ne s'exprime à une échelle nationale qu'à travers le prisme des sondages, qui donnent le Non majoritaire dans la population et parmi les électeurs de « gauche » en particulier; le créditant même de 58 % des intentions de vote chez les salariés du public, de 71 % chez les travailleurs à « bas salaires » et de 76 % chez les ouvriers.*

*Pour sa part, le Groupe CRI intervient politiquement dans la lutte de classe à la mesure de ses modestes moyens militants, tout en faisant*

*campagne, en alliance avec l'ARS-Combat et les Amis de l'égalité (Blois), pour la victoire du Non et pour un Non de classe communiste révolutionnaire au référendum du 29 mai.*

*Nous participons ainsi concrètement, conformément à notre programme marxiste, au combat à la fois pratique et idéologique pour aider les militants, les syndicalistes combattifs, les travailleurs, les jeunes révoltés... à s'organiser et à se doter des armes politiques nécessaires pour infliger des défaites au patronat, au gouvernement Chirac-UMP et à ses clones qui dirigent le PS : par la grève, la rue et les urnes !*

### La lutte de classe reprend... mais les bureaucrates syndicaux protègent le patronat et le gouvernement !

#### Tout prouve que les travailleurs sont prêts au combat...

Après les succès enregistrés lors des premières « journées d'action » appelées par les dirigeants syndicaux en janvier et le 5 février, celle du 10 mars a connu un succès franc et massif : avec plus d'un million de personnes dans la rue, ce furent les manifestations les plus importantes depuis mai-juin 2003. Elles ont donc confirmé qu'est désormais révolue la période de quasi-léthargie dans laquelle la lutte de classe s'était trouvée plongée pendant dix-huit mois, après la trahison de la montée vers la grève générale par les bureaucrates syndicaux il y a deux ans. En effet, la disponibilité d'une fraction significative des travailleurs pour le combat a été prouvée à une échelle de masse, avec non seulement une mobilisation du secteur public, mais aussi — fait nouveau et très important — une forte présence du privé.

La multiplication des grèves depuis quelques mois, y compris dans le privé, confirme ce renouvellement de la volonté combative : elles ont été nombreuses, parfois puissantes, malgré leur caractère local ou sectoriel, et quelquefois victorieuses, ce qui là encore est nouveau. La liste exhaustive de ces grèves, souvent spontanées, serait longue, avec notamment :

- grève chez H&M ;
- grève dans les centres d'appel ;
- grève spontanée des contrôleurs SNCF en janvier ;
- grève victorieuse des cheminots de Paris-Est contre la notation au mérite (dans le cadre de la « révolution managériale » de la SNCF : on veut faire croire aux salariés qu'ils peuvent obtenir des hausses de salaires non plus collectivement mais individuellement, à condition qu'ils se tiennent bien tranquilles, qu'ils soient flexibles, et même qu'à l'occasion ils aillent remplacer les grévistes !) ;
- grève victorieuse pour les salaires chez Airbus à Saint-Nazaire, début février ;
- grève pour les salaires à SKF à Saint-Cyr, dans le Loir-et-Cher, en février ;
- grève des agents de piste d'Orly suite à l'accident mortel d'une hôtesse de l'air, dont un employé a été immédiatement désigné comme bouc émissaire par la direction ;
- grève largement auto-organisée pendant dix jours, et finalement victorieuse malgré les capitulations de certains syndicats, de plusieurs centaines de jeunes ouvriers chez PSA-Citroën à Aulnay, contre la baisse des salaires que voulait imposer la direction sous prétexte de chômage technique (grève sans précédent dans cette usine depuis 1984) ;

- grève victorieuse des personnels ouvriers, techniques et administratifs de Radio-France ;
- grève générale des médecins dans les services d'urgence des hôpitaux publics pendant près de deux semaines, avec des résultats à la clé ;
- grève chez STMicroelectronics contre les licenciements ;
- grève puissante chez Conforama et surtout chez Carrefour fin mars, d'une ampleur sans précédent dans cette entreprise ;
- grève aux ciments Lafarge ;
- large boycott du lundi de Pâques que certains départements voulaient faire travailler au nom de la journée annuelle de « solidarité » avec les personnages âgés ;
- grève pour les salaires chez les éboueurs de la société Nicollin, dans les Yvelines ;
- mouvement social au siège du PS, contre les bas salaires des employés (selon la CGT, le rapport entre le plus bas et le plus élevé des salaires est de 1 à 7 alors qu'il était de 1 à 3,5 il y a 7 ans ; le secrétaire administratif touche près de 12 000 euros par mois !) ;
- grèves locales, étendues ensuite à l'échelle nationale, dans les magasins Virgin ;
- sans oublier, bien sûr, la puissante mobilisation nationale des lycéens (sur ce point, cf. notre article spécial ci-dessous).

### ... mais les bureaucrates syndicaux préfèrent aller « négocier »...

Or, malgré ce regain évident de la lutte de classe et malgré notamment le succès massif et croissant des « journées d'action » qu'ils avaient eux-mêmes convoquées en janvier, février et mars, les dirigeants des appareils syndicaux (CGT, FO, FSU... , sans parler de la CFDT ou de l'UNSA...) ont refusé de donner une quelconque suite à ces grèves et manifestations ponctuelles et sans lendemain. Même à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai, ils n'ont rien fait pour mobiliser réellement les travailleurs (on n'a pas dénombré plus de 30 000 manifestants dans tout le pays, avec une totale division syndicale) : manifestement, ils ont craint que ceux-ci ne se s'en saisissent comme d'une sorte de « répétition générale » avant l'échéance du lundi de Pentecôte et le référendum du 29 mai...

Ces chefs syndicaux préfèrent continuer de collaborer avec le patronat et le gouvernement sous prétexte de « négociations », au lieu d'engager le combat pour créer un véritable rapport de forces et leur infliger ainsi des défaites. C'est ce que constatait lucidement l'éditorial du journal *Le Monde* lui-même, dans son édition datée du 12 mars : « *Alors que le malaise social, dans un pays taraudé par le chômage, l'exclusion et les inégalités, va bien au-delà des cortèges syndicaux, le gouvernement a la "chance" d'avoir en face de lui des organisations syndicales responsables. La CGT, la CFDT, FO, la CFTC, l'UNSA et la FSU ont parfaitement maîtrisé la grogne sociale à travers une journée d'actions interprofessionnelles sur laquelle elles ont plus de prise que sur des grèves "spontanées" et "sauvages" (...). Au soir de leur succès du 10 mars, ils se sont tous montrés très prudents, évoquant des "suites", comme il est de tradition de le faire, mais en les subordonnant aux réponses attendues du gouvernement et du patronat.* »

Ce comportement des bureaucrates syndicaux est d'autant plus scandaleux qu'il n'y a évidemment rien à attendre de « négociations » avec ce gouvernement : n'a-t-il pas fait passer en force les contre-réformes des retraites et de la « décentralisation » en 2003, de la Sécurité sociale et d'EDF-GDF en 2004, l'augmentation du temps de travail et la loi Fillon les 22 et 24 mars derniers, etc. ? Et, pour essayer d'acheter la paix sociale avant le référendum, a-t-il lâché autre chose

que des miettes méprisantes ? Dans le secteur privé, notamment, le gouvernement s'est contenté d'inciter les patrons à verser une « prime d'intéressement » de 200 euros en 2005... sachant que ceux qui la verseront en seront remboursés par des allègements d'impôts, c'est-à-dire avant tout par les travailleurs eux-mêmes en tant que contribuables ! Quant aux négociations sur les minima de branches, elles ne doivent pas se tenir avant le 10 juin, et les syndicats ont la ferme intention de ne rien faire pour mobiliser les prolétaires d'ici là<sup>1</sup>... La situation est à peine différente en ce qui concerne les fonctionnaires, très fortement mobilisés pour les « journées d'action » syndicales : le gouvernement a obtenu la capitulation sans combat des bureaucrates en octroyant au lendemain du 10 mars, en plus des 0,54 % sur l'année déjà annoncés, une aumône de 0,5 % au 1<sup>er</sup> juillet et de 0,3 % au 1<sup>er</sup> novembre. Cela représente une augmentation supplémentaire de 0,3 % sur l'année 2005, soit, pour un salarié touchant 1000 euros par mois, à peine plus de 8 euros mensuels<sup>2</sup>... En échange de cette

<sup>1</sup> Rappelons que, dans 60 % des branches, les salaires les plus bas sont inférieurs au SMIC, que 4,5 millions de salariés à temps complet ne gagnent pas plus de 1000 euros par mois et que le salaire net moyen a reculé dans le privé de 0,3 % en 2003. Chiffres qui s'ajoutent aux 4 millions de chômeurs réels, au 1,3 million de salariés en sous-emploi et à l'explosion du travail précaire (+ 13 % en 2004). Rappelons enfin que, pendant ce temps-là, les grandes entreprises françaises cotées au CAC 40, ont réalisé 57 milliards d'euros de profit en 2004 (+ 64 % par rapport à 2003), dont 22 milliards ont été redistribués en dividendes aux actionnaires...

<sup>2</sup> Le gouvernement prétend n'avoir pas d'argent pour augmenter les salaires des fonctionnaires... mais, pour les Jeux olympiques, il promet une enveloppe de 26,5 milliards d'euros ! De même, la Ville de Paris dirigée par la gauche plurielle n'a pas d'argent pour loger de manière décente les familles pauvres (comme l'a montré le tragique incendie de l'hôtel Opéra, dans lequel 23 personnes ont péri)... mais elle promet 2 milliards d'euros (la région Ile-de-France promettant quant à elle un milliard d'euros en plus). D'ores et déjà, 24 millions d'euros ont été dépensés pour accueillir la délégation du CIO en mars, donc avant tout pour loger, restaurer et divertir ces messieurs-dames... — C'est pour nous une raison de plus pour dire : à bas les JO impérialistes, à bas le sport bourgeois ! Et, par conséquent : non à l'organisation des JO de 2012 à Paris ou ailleurs ! (Sur ce point, on lira notre article dans *Le CRI des travailleurs* n° 14, septembre-octobre 2004 ; cf. aussi le site du Comité Anti-JO : [www.parisjo2012.tk](http://www.parisjo2012.tk))

misérable « revalorisation » des traitements, le gouvernement demande aux directions syndicales (qui pour le moment « réservent leur réponse ») de s'associer à une « feuille de route » établissant un calendrier de « négociations » donc le but est de « moderniser la fonction publique », notamment en instaurant la « mobilité » d'un métier à l'autre et d'une administration à l'autre, avec aussi la mise en place de « cellules de suivi individualisé des agents » (équivalant aux cellules de reclassement dans le privé)<sup>3</sup>.

### ... les syndicats n'ont même pas appelé clairement à la grève contre le lundi de corvée (Pentecôte) !

Contre cette stratégie de capitulation des dirigeants syndicaux, *il faut défendre haut et fort l'exigence d'un mouvement d'ensemble des travailleurs, avec comme objectif la grève générale* : il faut expliquer sans relâche que c'est la seule solution pour imposer l'augmentation générale des bas et moyens salaires, empêcher l'augmentation du temps de travail, faire échec aux plans de licenciements, faire reculer la précarité et le temps partiel imposé, stopper le rouleau compresseur des contre-réformes et ouvrir une situation politique nouvelle, rendant possible une contre-offensive générale des travailleurs.

C'est dans cette perspective qu'il aurait fallu un véritable appel à la grève générale dès le lundi de Pentecôte : cette grève aurait pu être une première défaite pour Chirac-Raffarin ! Or, une fois de plus, sans parler de la CFDT (qui claironne sur tous les toits que la grève ce jour-là dans la Fonction publique serait anticonstitutionnelle à moins de deux semaines du référendum...), les bureaucrates syndicaux de la CGT, de FO, de la FSU, etc., au lieu d'engager un combat pour en découdre avec le patronat et le gouvernement, se contentent d'appeler à une énième « journée d'action » sans consistance et sans lendemain.

La CGT se donne comme principal objectif d'obtenir des « négociations » à froid et entreprise par entreprise : « *Nous voulons obtenir du gouvernement qu'il renonce à cette mesure et des entreprises qu'elles négocient pour ne pas imposer de temps de travail gratuit aux salariés, pas plus le lundi de Pentecôte qu'un*

<sup>3</sup> Cf. *Informations ouvrières* (journal du PT), articles dans les n° 685 (31 mars) à 691 (12 mai).

autre jour. Déjà, des accords d'entreprises ont permis aux salariés d'imposer que leurs employeurs versent la contribution de solidarité sans contrepartie sur leur temps de travail ou sur leur rémunération. La CGT propose de faire du lundi de Pentecôte une journée de mobilisation unitaire avec arrêts de travail pour les salariés, l'emploi, la réduction du temps de travail, la protection sociale et les retraites. »

• De son côté, FO donne comme objectif à la « journée d'action » de... faire pression sur le Parlement : « Face à un tel entêtement [du gouvernement] et afin que l'évaluation parlementaire du lundi de Pentecôte (qui devrait se faire en juin) porte sur des bonnes bases, il est indispensable que les salariés ne travaillent pas, en ayant recours, si nécessaire, à la grève ou aux arrêts de travail. » (Éditorial de FO-Hebdo du 11 mai ; nous soulignons.)

• Dans la Fonction publique, les principales fédérations (CGT, FSU, FO...) refusent d'appeler clairement à la grève générale contre le gouvernement, se contenant là encore d'une « journée de mobilisation et d'action sous les formes les plus diverses, y compris la grève ». Quant aux fédérations de cheminots, elles ont accepté un accord avec la direction qui prévoit l'annualisation des sept heures de travail forcé imposées par le gouvernement, et elles appellent par ailleurs à une grève isolée le... 2 juin !

Or, comment les travailleurs du privé et les moins payés du public se mettraient-ils en grève par millions le 16 mai, en l'absence d'un appel clair des organisations syndicales et d'une véritable préparation de la grève ? En fait, les bureaucrates syndicaux laissent une fois de plus les travailleurs atomisés et impuissants, gâchant ainsi la belle occasion qui était offerte pour lancer enfin un mouvement d'ensemble capable d'emporter des victoires contre Chirac et Seillière.

Quant au PS, il prétend qu'il rétablira le lundi de Pentecôte férié s'il revient au pouvoir en 2007... mais, en attendant, il se garde bien de le donner aux fonctionnaires territoriaux dans la plupart des départements et des régions qu'il dirige. Ségolène Royal, présidente de la région Poitou-Charentes (région symbolique s'il en est de la victoire écrasante du PS aux élections régionales de 2004, puisqu'elle était auparavant dirigée par Raffarin lui-même), s'en est expliquée sur Europé 1 en affirmant : « Je suis respectueuse de la loi. » En fait, le PS

est non seulement « respectueux » de l'État bourgeois, mais aussi de Chirac et de l'UMP, avec qui il fait pour ainsi dire une campagne commune pour le référendum du 29 mai (nous allons y revenir) ; c'est pour cela qu'il cherche plus que jamais (ce qui n'est pas peu dire) à éviter toute mobilisation des travailleurs.

### Et l' « extrême gauche » ?

Si la position du PS n'a évidemment rien de surprenant, quand on sait qu'il est maintenant un parti purement et simplement bourgeois qui ne fait même plus semblant de défendre les intérêts spécifiques des travailleurs, on pourrait en revanche s'étonner de l'attitude des principales organisations d'extrême gauche. En effet, force est de constater une fois de plus qu'on ne peut décidément pas compter sur elles pour combattre les bureaucrates syndicaux et mobiliser les travailleurs.

Le PT, en particulier, non seulement n'exige pas un appel des syndicats à la grève le 16 mai, mais encore il n'a absolument rien à dire aux travailleurs au sujet de ce jour de travail forcé non payé ! *Informations ouvrières* du 12 mai n'en parle pas, et le précédent numéro l'évoquait à peine dans un article de bas de page, sans proposer quoi que ce soit !

De son côté, LO proteste, mais elle ne fait pas de cette question un cheval de bataille : dans son bulletin d'entreprises du 2 mai (repris comme éditorial de *Lutte ouvrière* du 6 mai), ce jour de corvée est certes dénoncé, ainsi que l'hypocrisie de la « solidarité » invoquée par le gouvernement<sup>1</sup> ; mais A. Laguiller ne propose rien, elle ne parle même pas de faire grève ce jour-là ! Dans les pages intérieures du journal, l'idée de grève est certes évoquée, mais de manière indirecte, et il n'y a aucune exigence que les directions syndicales appellent à la grève générale : LO se contente de constater que « des appels [à la grève] de différents syndicats et dans différentes corporations ont déjà été lancés, d'autres devraient se multiplier qui vont dans le même sens »... sans dénoncer le fait majeur que les confédérations et la plupart des

<sup>1</sup> Le journal *Lutte ouvrière* du 6 mai nous apprend d'ailleurs à ce sujet qu'une bonne partie de l'argent récolté le 16 mai par le gouvernement ne sera pas immédiatement reversé aux personnes âgées, mais placé sur les marchés financiers sous prétexte de « faire des réserves » pour les années suivantes !

syndicats refusent justement d'appeler réellement à la grève ! Et l'article se conclut en disant seulement que « le bon droit, la justice, la vraie solidarité entre les générations, est du côté de ceux qui entendent s'opposer au diktat de Chirac, Raffarin, Douste-Blazy et consorts »... Ce n'est que dans un petit encadré de la même page, destiné à informer que le groupe UMP du Conseil de Paris a déplacé sa réunion hebdomadaire du lundi pour préserver la Pentecôte, que LO écrit : « Suivons leur exemple. Refuser de travailler le lundi de Pentecôte, ce sera un peu leur faire leur fête. » Tout cela reste tout de même loin, très loin d'un véritable appel à la mobilisation et à l'organisation des travailleurs pour imposer la grève !

En revanche, il faut souligner que la Fraction de LO met l'exigence de la grève générale le 16 mai au centre de son orientation et dénonce l'inaction des syndicats (cf. *Lutte Ouvrière* du 6 mai, p. 6) ; mais c'est aussi pour mieux s'attaquer une fois de plus aux syndicalistes et à tous ceux qui se battent pour la victoire du Non : la Fraction de LO soutient une position abstentionniste pour le référendum, auquel elle oppose formellement l'« action », et elle a fait depuis plusieurs semaines des partisans du Non dans le mouvement ouvrier les cibles privilégiées de sa hargne gauchiste et dépolitisée...

Enfin, si l'on s'en tenait à *Rouge* du 5 mai, il semblerait que la LCR défende une position presque correcte : « Presque toutes les conditions, lit-on dans l'éditorial, sont réunies pour faire du 16 mai décrétée journée de travail obligatoire, une grande grève générale contre Raffarin et Chirac. Les sondages montrent un rejet à 75 % de la mesure gouvernementale. Il ne manque qu'un appel net et sans bavure des directions syndicales confédérales, qui semblent attendre que leur base fasse le travail à leur place. » Mais l'article ne dénonce pas assez clairement la tactique systématique des « journées d'action » convoquées par les directions syndicales, leurs « négociations » avec le gouvernement et les raisons politiques de leur refus d'appeler à la grève générale le 16 mai. Et surtout, dans le numéro suivant de *Rouge*, paru pourtant le 12 mai, et qui titre d'ailleurs : « Lundi 16 mai. Non à l'impôt par le travail obligatoire », on ne trouve plus rien sur la nécessité de la grève générale et sur la responsabilité des directions syndicales qui refusent d'y appeler !

La seule évocation de la grève se trouve au détour d'un article dont tout l'axe n'est pas le combat *immédiat* pour infliger une défaite au patronat et au gouvernement, mais la mise en avant d'une « autre solution » pour financer la solidarité avec les personnes âgées : « *En faisant grève le 16 mai, contre la "journée de solidarité", le mouvement ouvrier doit être porteur de propositions*

*alternatives.* » De plus, dans la pratique, la LCR n'a jamais proposé la moindre initiative permettant de regrouper les travailleurs dans les entreprises et les établissements, pour qu'ils exigent et imposent la grève générale dès le 16 mai. Quant à la question de savoir si, à l'intérieur même des syndicats, la ligne de la LCR est d'aller à l'affrontement direct avec les bureaucrates pour imposer

l'appel à la grève le 16 mai, on peut en douter, lorsqu'on sait que, par exemple, les dirigeants de la LCR qui participent à la direction de la FSU, se contentent de couvrir les bureaucrates sur la gauche, comme l'a prouvé tout particulièrement leur attitude tout au long du mouvement lycéen (sur ce point, cf. notre article ci-après).

## Référendum du 29 mai : voter Non pour infliger une défaite à l'Union européenne et à Chirac-Seillière-Hollande

*À travers la montée et l'avance du Non dans les sondages (l'écrasante majorité des Non étant « de gauche ») s'exprime de manière partielle la colère des travailleurs qui cherche, comme nous l'avons vu, à se réaliser sur le terrain de la lutte de classe directe, où elle se heurte cependant à des obstacles bureaucratiques considérables. Or ce Non majoritaire dans les sondages depuis mars a suffi à provoquer une véritable panique parmi les politiciens et les médias de la bourgeoisie, qui depuis lors se sont engagés dans une campagne débridée pour faire remonter le Oui, n'hésitant pas à utiliser tous les moyens que leur confèrent leur pouvoir et leurs positions institutionnelles. Cela montre concrètement à quel point la victoire du Non serait pour la bourgeoisie une défaite politique cinglante.*

### **Pour les partisans du Oui, tous les moyens sont bons !**

#### *Prudence du gouvernement...*

Pour tenter de désamorcer la bombe de la montée Non, le gouvernement a prudemment reporté l'application de plusieurs de ses contre-réformes initialement prévues pour avant le référendum : c'est le cas notamment pour la mise en bourse de GDF, le quotidien patronal *La Tribune* ayant noté à ce sujet (28/01) : « *Les pouvoirs publics ont eu peur que la mise sur le marché de GDF ne suscite de larges mouvements sociaux et que cette contestation n'alimente les arguments des opposants à la Constitution.* » De même, dans le cadre de l'ouverture progressive des transports ferroviaires à la concurrence (sur injonction de l'Union européenne et sur décision de Jean-Claude Gayssot, ministre PCF dans le gouvernement Jospin...), la mise en circulation du premier train privé était prévue initialement pour avril, en

Lorraine ; or elle a été reportée une première fois à mai, puis finalement à juin, après le référendum...

#### *Union sacrée des forces bourgeoises*

Mais c'est surtout sur l'union sacrée de ses principales forces politiques (UMP, UDF, PS et Verts) que compte la bourgeoisie. Tout en s'accouplant symboliquement avec Hollande à la « une » de Paris-Match, Sarkozy se justifiait en disant : « *Oui, je fais campagne pour le oui et François Hollande fait campagne pour le oui. Que les deux grandes formations démocratiques d'un pays se disent : il faut voter oui à l'Europe, ça devrait plutôt rassurer le pays que l'inquiéter.* » De son côté, commentant l'annonce de l'entrée en campagne de Chirac, Julien Dray, porte-parole du PS, a déclaré : « *Le président de la République a raison : il fait son travail.* » Quant à François Bayrou, il met pour un temps en veilleuse les attaques contre le gouvernement auxquelles il nous avait habitués : « *Je suis pour faire campagne commune avec qui défendra le oui* », dit-il, car il faut « *montrer qu'au-delà des différences démocratiques et légitimes, les responsables français sont capables de défendre en commun les grandes raisons d'un choix historique.* »

#### *Mensonges et propagande...*

L'union sacrée s'accompagne d'un véritable déluge de propagande bourgeoise, de mensonges et de mauvaise foi. On a eu d'abord la vraie-fausse affaire de la directive Bolkenstein, que Chirac, suivi par tous ses ministres et le PS, est allé dénicher pour se présenter en défenseur des services publics contre l'ultra-libéralisme... Le mensonge est d'autant plus éhonté lorsqu'il est repris par le ministre des affaires étrangères, Michel Barnier, qui était commissaire

européen au moment de l'élaboration et de l'adoption de cette directive par la Commission européenne, et qui avait à ce moment-là voté *pour* sans le moindre état d'âme !... Aujourd'hui, ce même Barnier va jusqu'à déclarer que « *les grands gagnants du non seraient les chantres de l'Europe libérale à l'anglo-saxonne* ». Mais lorsque Chirac et ses ministres font croire que la Constitution européenne protégerait de ce genre d'« excès » que constituerait la directive Bolkenstein, Jean-Claude Juncker, président en exercice de la Commission européenne, rétablit les choses en indiquant qu'il ne saurait être question d'abroger cette directive : « *Si la directive était retirée, nous donnerions l'impression que l'ouverture des services aurait disparu de l'agenda européen. Elle doit rester sur l'agenda européen puisque la stratégie de Lisbonne implique que nous ouvrons le marché des services.* »

On a eu aussi les déclarations sur le caractère prétendument « social » du projet de traité constitutionnel, sous prétexte qu'il parle (une fois !) d'une « *économie sociale de marché* ». « *L'Europe apporte des sécurités sur le statut social* », a déclaré Raffarin, tandis que Villepin allait jusqu'à prétendre carrément, dans *Le Parisien*, que « *le traité impose une clause sociale dans tous les domaines et pour tous les pays* ». En fait, il suffit de lire le texte pour s'apercevoir que, comme nous l'écrivions dans un tract commun pour le 1<sup>er</sup> mai avec les camarades des *Amis de l'égalité*, « *cette "Constitution" n'est rien d'autre qu'une arme de destruction massive, une arme juridique et politique très efficace, destinée à généraliser la « concurrence libre et non faussée », c'est-à-dire la baisse du « coût du travail » (salaires, retraites, prestations sociales...), les privatisations, la destruction des services publics, la liquidation des*

acquis sociaux, ainsi que l'augmentation des dépenses d'armement dans le cadre de l'OTAN — sans parler de son refus de reconnaître le droit au travail, la laïcité, le droit à l'avortement, etc... »<sup>1</sup>

On a eu également, de la part du PS, le chantage fait aux électeurs de gauche en brandissant la menace d'un « nouveau 21 avril ». Hollande, notamment, est allé jusqu'à déclarer : « *Le Pen n'a pas besoin de faire campagne puisque les partisans du "Non" le font pour lui.* » Amalgame ignoble, qui suffirait à lui seul à voter contre Hollande et le PS !

On a eu en outre l'expression explicite du mépris de la bourgeoisie pour les classes populaires, tel dirigeant du PS parlant des partisans du Non comme de « *la France moisie* », ou le député UMP Lelouche déclarant : « *Votent non ceux qui en veulent à quelqu'un à l'Europe, au gouvernement, à leur patron, à leur femme.* » Mais ici, le mépris n'est que l'expression de la peur : il est indéniable que des millions de travailleurs vont utiliser le bulletin de vote pour sanctionner et tenter d'affaiblir le gouvernement et le patronat, et ils font preuve ici d'un sens très intelligent de l'utilisation tactique des élections bourgeoises !

On a eu bien sûr, et on a, innombrables, les « arguments » catastrophistes : on agite les épouvantails d'une « *crise de l'Europe* » et de l'« *isolement de la France* ». Selon Raffarin, par exemple, « *le non porte le désordre* ». En somme, on présente comme une catastrophe le fait d'en rester à la situation actuelle, régie par les traités de Rome, d'Amsterdam, de Maastricht et de Nice, pourtant tous présentés chacun en leur temps comme de magnifiques progrès sur la voie de l'« *Europe unie* » ! En fait, pour les travailleurs, il faut justement souhaiter que la victoire du Non déstabilise les forces politiques bourgeoises, qu'elle ouvre le « *désordre* » politique au sein de la bourgeoisie et devienne le coup d'envoi électoral d'une riposte d'ensemble sur le terrain de la lutte de classe directe !

On a eu aussi bien d'autres « arguments » faussement sérieux, comme celui de l'Airbus A380, Chirac déclarant notamment, au moment du premier vol d'essai, en mars : « *C'est un magnifique résultat pour la*

*coopération industrielle européenne et un encouragement à poursuivre dans cette voie de la construction d'une Europe de l'innovation et du progrès.* » Certes, cet avion est le produit de la coopération entre la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, et peut déjà faire concurrence aux appareils du géant américain Boeing : cela symbolise d'ailleurs assez bien une « Europe » du capital qui est avant tout un instrument pour la compétitivité capitaliste, et qui se trouve donc en fait entre les mains des principales puissances impérialistes, loin de placer tous les pays de l'UE sur un pied d'égalité... Mais cette belle réalisation technique et industrielle qu'aucun des États associés n'aurait pu accomplir tout seul, est aussi... un très mauvais argument pour soutenir le projet de traité constitutionnel : loin des règles de la « *concurrence libre et non faussée* » et de l'interdiction formelle faite aux États d'intervenir dans le financement des entreprises, la construction de l'A380 a nécessité beaucoup de fonds publics et de subventions de la part des États... ce que Boeing n'a pas manqué de dénoncer à cors et à cris !<sup>2</sup>

On a eu aussi, ne l'oublions pas, la mort du pape : le Vatican et les évêques de France n'ont pas manqué de faire savoir à cette occasion qu'ils sont de chauds partisans de l'Union européenne en général et de la Constitution en particulier, qui ne reconnaît ni la laïcité, ni le droit au divorce, ni le droit à l'avortement, mais qui se réfère à « *l'héritage religieux de l'Europe* » et prévoit des relations institutionnelles privilégiées avec « les Églises ». De fait, comme l'a constaté Jean-Christophe Cambadélis, dirigeant du PS, pour s'en réjouir : « *Grâce à la mort du pape, le déluge médiatique en faveur du Non [c'est-à-dire l'information que le Non ne cessait de monter dans les sondages, NdlR] a été cassé.* »

Enfin on a eu, après que l'effet médiatique de la mort du pape se fut émoussé, le retour à la vie politique de quelques autres reliques, là aussi avec tambours et trompettes médiatiques. Jospin, notamment, est revenu sur le devant de la scène, tout en protestant qu'il n'avait aucune ambition personnelle... Il a au moins eu le mérite de reconnaître devant des millions de téléspectateurs que le prétendu « *oui de gauche* » et le « *oui de droite* » ne différaient pas

d'avantage que le blanc bonnet du bonnet blanc. On a revu aussi Delors, incarnation du « tournant de la rigueur » du premier gouvernement Mitterrand en 1983 et « père » de l'Europe de Maastricht. Et on a retrouvé la « sage » Simone Veil, se mettant, pour la bonne cause, en congé du Conseil constitutionnel : les médias lui ont fait un accueil triomphal, non pour rappeler qu'elle fut ministre de Balladur et responsable notamment de l'augmentation de la durée de cotisation pour les retraites du privé de 37,5 à 40 annuités, mais pour utiliser son statut de rescapée d'Auschwitz en suggérant que la Constitution serait le meilleur rempart pour éviter que de tels drames se reproduisent en Europe. D'autre part, tout en lui attribuant abusivement la maternité de la loi autorisant l'IVG en 1975 (loi qui fut conquise en réalité par les luttes de centaines de milliers de femmes et d'hommes pendant près de quinze ans), on oubliait en revanche de rappeler que le droit à l'avortement est justement absent du projet de traité constitutionnel européen...

#### *Déni de démocratie*

Mais tous ces recours aux politiciens et politiciennes les plus en vue de la bourgeoisie n'auraient pas pu suffire, notamment parce que tous ces gens-là sont peu écoutés et peu estimés par les masses populaires. C'est pourquoi le gouvernement utilise en outre l'appareil d'État pour adresser directement au domicile de plus de quarante millions d'électeurs non seulement le texte du traité (lourd pavé écrit en petits caractères et peu compréhensible pour le commun des mortels), mais surtout un texte d'accompagnement, qui ne fait quant à lui que sept pages et est écrit en gros caractères, avec même des sous-titres bleus et des passages gentiment mis en gras pour les lecteurs superficiels... Or ce texte d'accompagnement est une véritable arme de propagande massive, sous prétexte de porter à la connaissance des citoyens la loi qui « *autorise la ratification du traité* », qui tient elle-même en moins de trois lignes... mais qui est précédée d'un long « *exposé des motifs* » aussi démagogique que mensonger, parant l'Union européenne et le projet de Constitution en particulier de toutes les vertus possibles et imaginables.

Mais cette manipulation et cette escroquerie ne suffisaient pas encore. Les forces politiques et médiatiques de la bourgeoisie organisent en outre un

<sup>1</sup> Pour le détail de notre analyse du projet de Constitution et les citations, cf. Le CRI des travailleurs n° 8 (octobre 2003) et n° 15 (novembre-décembre 2004).

<sup>2</sup> Sur ce point, cf. l'article de Galia Trépère dans *Rouge* du 5 mai, p. 6.

large boycott du Non dans les médias, et notamment du « Non de gauche ». Avant même le début de la campagne officielle, l'inégalité de traitement entre les partisans du Oui et ceux du Non a été telle qu'elle a conduit plusieurs dizaines de journalistes et de travailleurs de l'audiovisuel public à faire circuler une pétition remarquable, intitulée « *Le NON censuré dans les médias, ça suffit !* », texte percutant et courageux qui sauve l'honneur de leur profession (cf. le site <http://www.appel-info-impartiale.ras.eu.org/petitions/>).

Encore ne s'agissait-il alors que de la campagne non-officielle. Pour la campagne audiovisuelle officielle (seule autorisée dans les trois dernières semaines précédant le scrutin), c'est encore bien pire : le gouvernement a procédé à un tripatouillage particulièrement pervers pour décréter que seules les huit formations politiques ayant au moins cinq élus nationaux ou ayant dépassé la barre des 5 % aux dernières élections européennes, seraient autorisées à s'exprimer ! Autrement dit, sont purement et simplement éliminés le MRC de Chevènement, les Alternatifs et l'extrême gauche (LO, LCR et PT, notamment). Seul le PC aura donc le droit de défendre le « Non de gauche ». En tout, les partisans du oui (UMP, UDF, PS et Verts) disposeront de 90 minutes, les tenants du Non de droite et d'extrême droite (Pasqua, de Villiers, Le Pen...) de 37 minutes et les militants du Non de gauche (le PC et les formations alliées auxquelles il choisira de donner une partie de son temps de parole) de... 13 minutes seulement, soit à peine un huitième du temps de parole total...

Mais ce n'est pas tout : non content de bâillonner ses opposants sur les ondes, le gouvernement a décidé en outre de leur interdire purement et simplement de coller des affiches ailleurs que sur les emplacements prévus pour la campagne officielle ; or ces emplacements sont réservés aux seules huit formations politiques en question !

### **Les bureaucrates syndicaux refusent d'appeler à voter Non**

Face à cette campagne référendaire presque digne d'une dictature, on aurait aimé pouvoir compter sur les organisations du mouvement ouvrier pour organiser une contre-campagne en faveur du Non de classe, tout aussi déterminée et énergique que celle des forces de la bourgeoisie. Malheureusement, en ce qui concerne

le référendum du 29 mai, les directions syndicales se comportent tout autant en capitulateurs que sur le terrain de la lutte de classe directe<sup>2</sup>.

Dans notre dernier numéro, nous avons longuement analysé la signification du vote du Comité confédéral national de la CGT se prononçant, le 3 février dernier, pour le « rejet » du Traité constitutionnel, contre la ligne de Thibault. Mais nous soulignons en même temps que le CCN de la CGT n'appelait pas pour autant explicitement à voter Non, et que surtout la direction ferait tout pour que la prise de position formelle du CCN reste lettre morte.

Depuis lors, les principales organisations du mouvement ouvrier se sont alignées sur la CGT : sans parler ici de l'UNSA, dont le congrès réuni à la mi-mars s'est prononcé pour un *soutien* explicite au traité constitutionnel (avec cependant le vote contre d'un tiers des délégués), il faut souligner que le CCN de FO a lui aussi refusé d'appeler à voter Non : la résolution adoptée se contente de critiquer le Traité constitutionnel, mais la direction et le secrétaire général Jean-Claude Mailly ne cessent d'expliquer que l'« indépendance syndicale » interdirait à la confédération d'appeler à voter Non, sous prétexte qu'elle n'aurait pas à jouer le rôle d'un « directeur de conscience » ! Sur le fond, l'analyse que nous avons faite dans notre dernier numéro des arguments de Thibault lors du fameux CCN de la CGT du 3 février vaut pour Mailly et la direction de FO : orientation social-capitaliste, couverture éhontée de la bourgeoisie, de Chirac et du PS, distinction frauduleuse du travailleur et du « citoyen », etc.<sup>3</sup>

De son côté, le congrès du SNES-FSU (le puissant syndicat majoritaire des enseignants du secondaire), qui s'est tenu en avril, a lui aussi refusé d'appeler à voter Non, sur la base des mêmes arguments que la CGT et FO (l'amendement qui se prononçait en ce

<sup>2</sup> Nous nous en tenons ici aux positions des bureaucraties syndicales, sans revenir sur l'analyse et la critique des différentes variantes du « Non de gauche » et d'extrême gauche, déjà présentées en détail dans *Le CRI des travailleurs* n° 15 de novembre-décembre 2004.

<sup>3</sup> À noter que la résolution finale du CCN a été adoptée à l'unanimité moins 17 abstentions. Autrement dit, les dirigeants du PT qui sont par ailleurs membres du CCN de FO ne sont pas « contre » Mailly et sa résolution social-capitaliste et abstentionniste ! Mais il est vrai que le contraire nous eût étonnés !

sens n'a obtenu que 25 % des voix ; il était soutenu par les courants École émancipée [dirigée par la LCR], Front unique [dirigé par CPS] et PSRI [dirigé par le PT]). Par contre, le congrès du SNESup-FSU (syndicat de l'enseignement supérieur) a quant à lui appelé explicitement à voter Non (à la quasi-unanimité), ce qui est un point d'appui important, mais dont la portée est évidemment très limitée.

Dans tous les cas, l'« indépendance syndicale » a bon dos : toutes ces organisations reconnaissent que le projet de traité constitutionnel soumis à référendum est un texte réactionnaire, une arme juridique et politique pour détruire les services publics et les acquis des travailleurs. Dès lors, leur refus de se battre pour que le Non l'emporte ne peut être compris, au-delà des arguties avancées, que comme une nouvelle capitulation devant l'Union européenne, le gouvernement Chirac-Raffarin et la direction du PS.

### **Pour la victoire du Non, pour un Non communiste et révolutionnaire**

D'ici au 29 mai, les militants ouvriers, les syndicalistes, les travailleurs conscients ne peuvent donc compter que sur eux-mêmes pour assurer la victoire du Non, pour convaincre les ouvriers, les employés, les travailleurs du public, les petits paysans, artisans et commerçants, les lycéens et les étudiants, d'aller voter Non. Aucune voix populaire ne doit manquer à l'appel pour infliger à l'« Union européenne », au MEDEF, au gouvernement Chirac-Raffarin et à ses clones de l'UDF et du PS la défaite électorale qu'ils méritent !

Il faut donc, plus que jamais, s'investir dans les réunions des comités pour le Non, se battre politiquement en leur sein pour que triomphe le Non de classe et continuer à lutter dans nos syndicats pour qu'ils appellent à voter Non, en combattant les bureaucrates qui veulent l'empêcher sous prétexte d'« indépendance » syndicale... alors que, ce faisant, ils couvrent en fait une fois de plus le patronat et le gouvernement.

Pour sa part, le Groupe CRI est engagé en même temps dans sa propre campagne, en alliance avec les camarades de l'ARS-Combat et des *Amis de l'égalité* de Blois, dans le cadre d'un « Comité pour un Non de classe communiste révolutionnaire à la "Constitution" européenne ». Nous couvrons les murs d'affiches

présentant au public, en grosses lettres rouges sur fond blanc, nos slogans : « *Non à la "Constitution" des patrons ! Non à Chirac-Hollande-Seillière ! Pour une Europe communiste révolutionnaire.* » Nous distribuons notre 4-pages (paru dans le dernier numéro du CRI des travailleurs), ainsi que des milliers de tracts qui présentent notre orientation. Nous organisons des réunions-débats publiques qui permettent de discuter avec des dizaines de travailleurs et de jeunes.

À l'« Union européenne » capitaliste et bureaucratique, nous opposons la perspective d'une Europe débarrassée des banquiers, des patrons, des technocrates et des politiciens : une Europe communiste et démocratique !

À ce gouvernement Chirac-Raffarin comme à son prédécesseur PS-PCF, nous opposons l'objectif d'un gouvernement des travailleurs, par les travailleurs et pour les travailleurs !

Dans ce but comme pour aider au développement de la lutte de classe

quotidienne, nous défendons l'idée qu'il faut construire un parti communiste, révolutionnaire et internationaliste des travailleurs.

Prenez contact, participez à notre campagne, soutenez-la financièrement, rejoignez le *Comité pour un Non de classe communiste révolutionnaire à la « Constitution » européenne !*

**Nina Pradier  
et Ludovic Wolfgang**

## CONTRIBUTION POUR UN BILAN POLITIQUE DU MOUVEMENT LYCÉEN

*Dans la dernière période, le Groupe CRI a consacré une bonne partie de son activité à l'intervention politique dans le mouvement lycéen, commencé début février. Nous efforçant de suivre au plus près le cours des événements et les problèmes politiques majeurs posés à chaque étape, nous avons édité une dizaine de tracts en tout. Cela fait du Groupe CRI, malgré sa faiblesse numérique, l'organisation politique qui a publié le plus de tracts tout au long du mouvement !... Nous avons ainsi été l'une des seules organisations à avoir une intervention politique aussi constante et systématique au cœur même de ce mouvement. Nous avons estimé, en effet, que, par son caractère national, par son courage et même son héroïsme, par sa détermination à en découdre avec le gouvernement, par la mobilisation violente de tout l'appareil d'État (provisaires, police, justice...) contre lui, mais aussi par les problèmes politiques auxquels il a été confronté, le mouvement lycéen revêtait une importance décisive dans la situation politique générale.*

### **Une intervention politique systématique et constructive**

Nous avons déjà reproduit dans le précédent numéro du CRI des travailleurs les tracts que nous avions diffusés lors des manifestations du 15 février et du 8 mars, c'est-à-dire au cours de la première phase du mouvement. Rappelons que celle-ci a consisté en une série de manifestations massives, mais cantonnées dans le cadre des « journées d'action » ponctuelles et sans lendemain appelées par la FIDL, l'UNL et les JC, qui demandaient en même temps à Fillon de « négocier ». Cette bonne vieille tactique bureaucratique

d'essoufflement et d'impuissance était alors cautionnée par les « coordinations » qui commençaient à se mettre en place et qu'animaient les militants d'extrême gauche, notamment les JCR (cf. notre article dans le précédent numéro).

Nous ne pouvons reproduire ici tous les tracts que nous avons édités entre le 20 mars et le 21 avril, c'est-à-dire tout au long de la deuxième phase du mouvement, qui a commencé aux lendemains de la dernière « journée d'action » massive du 15 mars (on peut prendre connaissance de ces tracts sur notre site Internet : <http://groupecri.free.fr>).

Les manifestations du 15 mars avaient, en effet, été deux fois moins nombreuses que celles de la semaine précédente, qui avaient atteint un record, avec 200 000 manifestants dans tout le pays. La raison circonstancielle principale de ce reflux était la peur de nombreux lycéens et parents d'élèves, complaisamment entretenue par les médias, après les agressions commises par un millier de voyous contre les lycéens, notamment dans les cortèges parisiens du 8 mars : par ces agressions d'une rare violence, ces voyous (jeunes laissés-pour-compte de la société capitaliste) ont réussi à détruire la manifestation, avec la complicité évidente de la police aux ordres du gouvernement (cf. notre article dans le dernier numéro). Mais, le reflux du mouvement après le 8 mars s'explique plus fondamentalement, à la fois par la tactique d'essoufflement imposée par les dirigeants FIDL, UNL et JC du mouvement et par l'isolement des lycéens, abandonnés par les dirigeants des syndicats d'enseignants et de personnels, qui ont toujours refusé de s'engager dans la voie de la grève générale de l'Éducation comme seul

moyen de vaincre Fillon. Or ces mêmes dirigeants ont saisi le prétexte du reflux relatif constaté le 15 mars (jour où il y avait tout de même eu 100 000 manifestants) pour renoncer purement et simplement à la poursuite du mouvement. Ils se sont contentés d'appeler à une nouvelle « journée d'action » pour le... 2 avril (un samedi!)... alors que la loi Fillon devait être adoptée définitivement au Parlement le 24 mars !

Cependant, les lycéens n'avaient pas dit leur dernier mot, loin de là : après que la faillite-trahison de ces dirigeants eut été constatée par des dizaines de milliers de lycéens les plus conscients, le mouvement s'est poursuivi sous la forme radicalisée de la grève et des blocages de lycées (piquets de grève), accompagnés d'une poursuite des manifestations, beaucoup moins massives que lors de la première phase, mais aussi beaucoup plus radicales. Pour sa part, le Groupe CRI a *immédiatement appelé avec enthousiasme à l'approfondissement de ce mouvement*, dirigé par les « coordinations », notamment la « Coordination nationale lycéenne », elle-même dirigée avant tout par les JCR, flanqués d'une poignée de militants anarchistes. Nous avons adopté une orientation critique, mais constructive : par nos tracts régulièrement renouvelés pour tenir compte de l'évolution de la situation et des problèmes politiques posés, nous avons systématiquement soumis aux lycéens notre analyse et nos *propositions concrètes pour construire le mouvement* ; nous nous sommes en effet adressés à la fois aux membres de la Coordination lycéenne nationale, qui se réunissaient chaque dimanche, et aux lycéens en grève, qui manifestaient à Paris selon un rythme également hebdomadaire. Les axes

principaux de notre orientation, déclinés sous différentes formes en fonction de l'actualité la plus immédiate, étaient les suivants :

- *Pour l'extension de la grève aux enseignants et personnels de l'Éducation, seule solution pour gagner contre Fillon ;*

- *Pour que les AG de chaque lycée et la Coordination nationale exigent que les syndicats enseignants appellent à la grève et les y contraignent ;*

- *Pour l'auto-organisation démocratique du mouvement sur la base de délégués élus, mandatés et révocables, seule manière de garantir la légitimité et donc le caractère massif des Coordinations.*

### **Les graves fautes politiques de la Coordination lycéenne, dirigée par les JCR et quelques anarchistes**

Nos propositions, relayées par des lycéens sympathisants au sein même de la Coordination nationale lycéenne et soumises au vote, ont régulièrement été adoptées par celle-ci. Mais les dirigeants de la Coordination, notamment les JCR, ont le plus souvent fait en sorte que ces décisions ne soient pas appliquées dans les faits, violant ainsi à plusieurs reprises le mandat qui leur était confié ! C'est ainsi que, en particulier, dans notre tract distribué aux participants à la Coordination nationale lycéenne du dimanche 27 mars, nous faisons la proposition que celle-ci « *organise une délégation massive de lycéens au siège national des syndicats enseignants, pour exiger qu'ils cessent de se contenter d'un 'soutien' purement formel à la grève lycéenne, et qu'ils appellent tous les enseignants et personnels à faire grève immédiatement, jusqu'au retrait de la loi Fillon ; les réponses reçues seront rendues publiques et, le cas échéant, dénoncées* ». Or cette proposition, relayée par un camarade lycéen sympathisant, a été votée par la Coordination... mais elle n'a pas été mise en œuvre ! — De même, la semaine suivante, le dimanche 3 avril, notre tract — tout en soulignant que la décision prise la semaine précédente n'avait pas été suivie d'effets —, proposait cette fois que la prochaine manifestation se rende au siège du SNES-FSU, pour exiger qu'il appelle enfin les enseignants à rejoindre les lycéens dans la grève ; or, là encore, cette décision, relayée par des lycéens radicalisés et certains militants des JCR eux-mêmes, a été votée à la

*majorité par la Coordination nationale, malgré les interventions et le vote contre de la plupart des militants JCR... mais elle n'a pas non plus été respectée !* Au lieu de cela, les responsables de la Coordination nationale sont allés rencontrer en tête-à-tête les dirigeants syndicaux, qui les ont évidemment menés en bateau, réussissant sans mal à désamorcer cette véritable bombe politique qu'aurait été une manifestation lycéenne exigeant directement du syndicat enseignant majoritaire qu'il appelle à la grève !

Plus généralement, nous nous sommes battus politiquement — sans jamais renoncer à notre démarche de conviction et de construction — contre l'orientation inadmissible donnée au mouvement par les dirigeants de la Coordination nationale, notamment les JCR. Leur décision de violer le mandat sur la question de l'adresse aux directions syndicales n'est évidemment pas un hasard : elle a au contraire des racines politiques très précises. Après avoir longtemps couvert sur la gauche les directions de l'UNL, de la FIDL et des JC, les dirigeants JCR et anarchistes ont refusé de mettre au centre de leur orientation l'exigence que les dirigeants des syndicats enseignants appellent à la grève. Cela doit évidemment être relié au fait que, pendant ce temps, ceux de leurs camarades dirigeants de la LCR qui sont également membres de la direction de la FSU, couvraient justement l'appareil en cautionnant son refus d'appeler à la grève sous prétexte que les enseignants et personnels n'y auraient pas été prêts !

Au lieu de construire le rapport de force capable de faire céder les directions syndicales enseignantes, les dirigeants de la Coordination nationale, notamment les JCR, se sont engagés de plus en plus dans une fuite en avant gauchiste, faite notamment d'une multiplication d'« actions » se voulant « spectaculaires » (« occupations » de nuit des lycées, invasions de rectorats par quelques poignées de militants...). Or cette tactique a contribué à épuiser les lycéens les plus mobilisés et à servir de prétexte à une aggravation de la répression policière (qui avait déjà commencé avant), tout en isolant l'avant-garde lycéenne de la masse (en dehors des journées de grève, de blocages et de manifestations, qui continuaient de mobiliser des milliers de lycéens et plus).

À Paris en particulier, les dirigeants de la Coordination n'ont rien fait pour empêcher que les fins de manifestations s'éternisent, alors que cela conduisait, pendant parfois deux heures, à une multiplication des provocations gauchistes contre les CRS et des CRS contre les lycéens. Or cette incapacité politique des dirigeants et ces vains comportements gauchistes avaient surtout comme effet d'empêcher de réunir en Assemblée générale, immédiatement après les manifestations, les centaines de lycéens présents. Cela empêchait donc que ces réunions centrales acquièrent un caractère de masse pour discuter de l'orientation et de l'organisation du mouvement. Au lieu de cela, ces AG après chaque manifestation était annoncée très discrètement (voire pas du tout) et toujours convoquée à un horaire si tardif après l'arrivée des cortèges à leur terme, que la grande majorité des lycéens présents avaient largement eu le temps de renoncer à attendre et de rentrer chez eux — non sans avoir subi bien inutilement quelques lancers de gaz lacrymogènes et autres coups de matraques...

Plus généralement, les dirigeants de la Coordination nationale ont refusé de faire de sa structuration démocratique une question centrale, l'empêchant de fait, ce qui d'ailleurs leur permettait d'en garder le contrôle. Ils ont notamment éludé de toutes leurs forces le principe des délégués élus, mandatés et contrôlés, que nous avons au contraire fait valoir de manière systématique, car c'était une condition pour que la Coordination acquière non seulement une véritable légitimité démocratique, mais encore une assise de masse.

Il faut donc condamner avec la plus grande fermeté les fautes politiques très graves commises par les dirigeants de la Coordination, notamment les JCR. Ces fautes tiennent sans doute avant tout à leur inexpérience et à leur formation politique extrêmement défailante, qui s'expliquent elles-mêmes par l'orientation générale de leur organisation (notamment par le « mouvementisme » des JCR, leur manque de bases marxistes solides et leur ligne opportuniste dans l'UNEF). De plus, la direction de la LCR, et notamment son « secteur jeune », n'ont manifestement pas fait grand-chose pour apporter l'aide politique nécessaire aux JCR, ce qui constitue une capitulation extrêmement grave.

Les dirigeants des JCR n'ont donc pas été à la hauteur des responsabilités

qui leur revenaient en tant qu'organisation se réclamant de la révolution, après la faillite notoire des traîtres de la FIDL, de l'UNL et des JC. Cependant, il faut souligner ici que les militants JCR et quelques militants anarchistes n'en ont pas moins eu le mérite d'intervenir de manière systématique dans le mouvement lycéen : ils ont largement contribué à le construire, et ils y ont fait preuve d'un dévouement et d'un courage qu'il faut saluer ici sans hésitation.

### **La désertion lamentable de LO et du PT**

Or on ne peut pas en dire autant des militants de LO et du PT, qui ont pour leur part purement et simplement déserté le terrain après la faillite-trahison de la FIDL, de l'UNL et des JC. Les militants de LO se sont contentés de discuter avec les lycéens à l'entrée des établissements devant lesquels ils militent habituellement, de manière parfaitement routinière, sans intervention politique coordonnée et sans la moindre proposition politique. Même le journal *Lutte ouvrière* n'a évoqué le mouvement lycéen que de manière assez discrète, en tout cas toujours vague. Seuls quelques militants de la Fraction publique de LO ont distribué quelques tracts, de manière beaucoup trop ponctuelle, et ont parfois participé aux réunions des coordinations, mais sans propositions, sans tract et le plus souvent sans même y intervenir oralement.

De leur côté, les militants jeunes du PT ont disparu de la circulation en même temps que les bureaucrates des la FIDL et de l'UNL. Ou plutôt, ils se sont contentés, tout seuls dans leur coin, de... faire signer une « pétition », au moment même où des milliers de lycéens poursuivaient la mobilisation réelle par la grève, les blocages et les manifestations ! Il faut cependant noter que quelques enseignants du PT ont été aperçus dans les manifestations, accompagnant leurs élèves des lycées bloqués. En fait, on peut déduire de la lecture d'*Informations ouvrières* et de son double langage (refus de soutenir clairement la grève et les blocages, mais « solidarité » affichée avec les lycéens qui les mettaient en œuvre...) qu'il y a sans doute eu des discussions internes sur la question ; mais la direction a manifestement imposé le refus de participer réellement au mouvement tel qu'il se faisait : elle lui a opposé uniquement l'idée d'une manifestation centrale à Paris pour le

retrait de la loi Fillon, refusant en fait de poser la seule perspective susceptible d'imposer la victoire : l'extension de la grève et donc l'exigence que les directions syndicales y appellent (ce qui inclut évidemment le SN-FO-LC dirigé par les lambertistes !). D'autre part, le PT a refusé de combattre au sein des coordinations et d'impulser l'auto-organisation démocratique des lycéens, enseignants et personnels.

En un mot, par leur désertion au cœur même du mouvement, *les militants de LO et du PT se sont conduits une fois de plus comme des flancs-gardes des appareils* : ils ont été incapables d'agir par eux-mêmes après la capitulation sans combat des bureaucrates ; ils ont été incapables de prendre leurs responsabilités pour construire le mouvement et y développer une orientation politique correcte. Cette lamentable faillite du PT et de LO est d'autant plus inadmissible que l'évidence de la trahison des bureaucrates aux yeux de dizaines de milliers lycéens et la radicalité du mouvement largement spontané qui s'est poursuivi malgré cela, leur auraient incontestablement permis de peser dans la situation.

### **Et maintenant ?**

En refusant d'aller à l'affrontement politique avec les directions syndicales enseignantes, en orientant le mouvement dans l'impasse des actions gauchistes isolées, en refusant de structurer les coordinations sur la base de délégués élus, mandatés et révocables, les dirigeants JCR et anarchistes de la Coordination lycéenne ont sans doute gâché les dernières chances qu'il y avait de redonner au mouvement une assise de masse, les dernières chances que la masse des lycéens, correctement éclairés sur le double langage des appareils, puissent les déborder en leur imposant l'extension de la grève.

Malgré l'approche du bac et le retard scolaire accumulé depuis presque un trimestre par des dizaines de milliers de lycéens, une reprise massive du mouvement sera-t-elle possible en mai ? À l'heure où ces lignes sont écrites, quelques jours après le retour des congés en région parisienne (l'une des plus mobilisées), nul ne peut prédire avec certitude ce qui va se passer maintenant. Cependant, le mouvement de grève et de blocages des lycéens n'a cessé de

s'affaiblir depuis son pic du 7 avril. Dans les académies qui n'étaient plus en vacances fin avril et début mai, les tentatives de « blocage » étaient désormais tout à fait résiduelles. Certes, la Coordination nationale lycéenne appelle d'ores et déjà à des journées de grève, de blocages et de manifestations pour les 12 et 16 mai. Mais, en fait, plus que jamais, la seule chance que le mouvement lycéen puisse repartir à une échelle de masse, c'est que les enseignants et personnels, ou éventuellement d'autres catégories de travailleurs, entrent à leur tour en lutte : de ce point de vue, toute la question est de savoir si le mouvement lycéen aura eu, par son caractère exemplaire, suffisamment d'influence sur la combativité du prolétariat en général pour que celle-ci se déploie bientôt pleinement, ouvrant alors les chances de féconder en retour le combat contre Fillon...

Une chose est en tout cas acquise : les lycéens ont prouvé leur capacité à combattre avec détermination, courage et enthousiasme, leur volonté de prendre en main leur propre destin, leur refus de capituler devant les mini-appareils bureaucratiques pourris de la FIDL, de l'UNL et des JC, leur capacité de s'auto-organiser et de s'ouvrir plus généralement à la réflexion politique. Toute une nouvelle génération militante est née, et elle est déjà passée par le baptême de l'affrontement direct avec l'appareil d'État bourgeois, qui a montré à cette occasion son visage hideux en faisant pour tenter de liquider le mouvement (complicité avec les voyous qui ont détruit les manifestations du 8 mars, sanctions disciplinaires contre les lycéens militants ou grévistes, matraquages policiers contre les manifestants, très nombreuses gardes à vue, avec parfois des maltraitements, multiples mises en examen, etc.).

De plus, la défaite revendicative du mouvement ne signifie nullement que les lycéens se soient battus en vain : par leur mouvement héroïque, ils ont sans aucun doute redonné du courage à de nombreux militants et travailleurs, contribuant ainsi fortement à féconder le regain de la lutte de classe que l'on constate depuis le début de l'année. De son côté, l'attitude du gouvernement, sa volonté de laisser pourrir le mouvement lycéen, son recours à la répression policière violente, parfois sous les yeux de millions de téléspectateurs..., ont contribué à accroître encore l'impopularité et la fragilisation de Chirac-Raffarin-Fillon. En ce sens, comme en témoigne

notamment la montée du « Non » dans les sondages, à quelques semaines du référendum, le gouvernement pourrait payer cher, très cher, son refus de céder au mouvement lycéen.

Pour notre part, nous faisons aux lycéens qui se sont mobilisés les propositions suivantes :

• *Il faut se battre pour que toutes les mises en examen soient annulées, développer un grand mouvement de solidarité avec nos camarades inculpés, et exiger en particulier que les organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier exigent l'annulation des poursuites ;*

• *Il faut établir ensemble un véritable bilan du mouvement, afin*

*que des leçons soient enfin tirées : c'est la seule condition pour qu'une nouvelle mobilisation de masse soit possible ;*

• *Il faut utiliser ce bilan et profiter de la faillite-trahison notoire de la FIDL et de l'UNL pour ouvrir la discussion sur la nécessité de construire un authentique syndicat lycéen de combat, indispensable pour cristalliser la nouvelle génération militante, pour transmettre l'expérience acquise et pour aborder les combats futurs de façon organisée ;*

• *Il faut enfin proposer aux lycéens qui se sont mobilisés de s'organiser politiquement, à commencer par le*

*combat pour le Non au référendum. Et il faut leur proposer de rejoindre des cercles d'études marxistes, dans le but de les gagner au programme du communisme révolutionnaire.*

**Ludovic Wolfgang,**  
pour le Groupe CRI

**Sylvain,**  
sympathisant, syndicaliste étudiant

**Anatole,**  
lycéen sympathisant,

**Herios,**  
lycéen sympathisant

## TRIBUNE LIBRE

# QUE SE CACHE-T-IL DERRIÈRE LA VOLONTÉ DE LA BOURGEOISIE D'AUGMENTER LE « TAUX D'EMPLOI » À 70 % À L'HORIZON 2010 ?

*Lors du Conseil européen de Lisbonne en mars 2000, les gouvernements européens se sont donné pour objectif général de faire de l'Europe en 2010 « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde ». Parmi les conclusions de Lisbonne, l'augmentation du « taux d'emploi » à 70 % en 2010 retiendra notre attention dans cet article car elle détermine les attaques les plus graves contre les acquis des travailleurs.*

Le « taux d'emploi » est défini comme le pourcentage de personnes qui travaillent (actifs occupés) parmi la population en âge de travailler (les 15-64 ans). On peut le décomposer comme le produit du taux d'emploi de la population active (rapport entre le nombre d'actifs occupés et la population active, occupée ou non) et du taux d'activité (rapport entre la population active et la population en âge de travailleur) :

$$TE = \frac{\text{actifs occupés}}{\text{pop. active}} \times \frac{\text{pop. active}}{\text{pop. en âge de travailler}}$$

### État des lieux

À mi-chemin de l'aboutissement du processus de Lisbonne, la Commission européenne<sup>1</sup> vient de constater que les États européens avaient pris du retard concernant

<sup>1</sup> « Les lignes directrices intégrées pour la croissance et l'emploi (2005-2008) », Commission européenne, 12 avril 2005 [http://europa.eu.int/comm/employment\\_social/news/2005/apr/com\\_2005\\_141\\_fr.pdf](http://europa.eu.int/comm/employment_social/news/2005/apr/com_2005_141_fr.pdf)

l'augmentation du taux d'emploi et qu'il fallait maintenant mettre les bouchées doubles.

En effet, alors que le taux d'emploi était pour les 25 pays qui composent l'UE aujourd'hui de 61,9 % en 1999, il n'est que de 62,9 % en 2003. En 2005, les chiffres ne sont pas encore connus, mais nul doute qu'on sera très loin de l'objectif de 67 % fixé par le Conseil européen de Stockholm en mars 2001.

Pour atteindre cet objectif de 70 %, la Commission explique que la priorité est d'augmenter le taux d'emploi des jeunes (15-24 ans) et des travailleurs âgés (55-64 ans). Et la France est particulièrement mauvaise élève, elle devra donc mettre en place des réformes particulièrement douloureuses. En effet, son taux d'emploi des travailleurs âgés est en 2003 de 36,8 % contre 40,2 % en moyenne dans l'UE des 25 (objectif en 2010 : 50 % !) et son taux d'emploi des jeunes est d'environ 24 % contre une moyenne de 44 % pour l'OCDE.

### Pourquoi les gouvernements bourgeois veulent-ils augmenter le « taux d'emploi » ?

Jusqu'en 2000, le taux d'emploi n'était pas au centre des préoccupations de la bourgeoisie. Au contraire, les politiques des gouvernements avaient pour conséquence de contracter l'« offre » de travail : mises en préretraites, radiation des chômeurs,

emprisonnement<sup>2</sup>, etc. Si bien qu'au Royaume-Uni, par exemple, la contribution de la croissance de l'emploi au recul du chômage a été nulle entre 1990 et 1997 !<sup>3</sup>

Incontestablement, le Conseil européen de Lisbonne marque une rupture en affichant la nouvelle stratégie de la bourgeoisie pour les dix années à venir. La cause principale de cette rupture tient à l'évolution démographique. Le calcul tenu est simple mais difficilement avouable : *si les taux d'activité restent inchangés, le taux de chômage risque de fondre dangereusement et donc de faire basculer le rapport de force en faveur des travailleurs. Il y aurait ainsi des pénuries (relatives) de main d'œuvre qui entraîneraient des hausses de salaires, et donc une perte de compétitivité des entreprises européennes sur le marché mondial.*

D'où la volonté de mener une politique de redressement du taux d'emploi, qui viserait à augmenter les taux d'activité, tout en laissant à peu près stable le taux d'emploi de la population active. Il s'agit donc de remettre sur le marché du travail les jeunes et les vieux, et si cela ne suffit pas pour éviter une baisse du taux de chômage, de faire appel, comme

<sup>2</sup> Ainsi, plus de 2 millions de personnes croupissent dans les geôles états-uniennes. Autant de personnes en moins sur le marché du travail.

<sup>3</sup> « Un miracle britannique en trompe-l'œil », F. Vergara, juin 1999 : <http://pageperso.aol.fr/VERGAJOFRA/Miracle+britannique.pdf>

variable d'ajustement, à la population immigrée.

Voyons maintenant comment cette politique se décline en France depuis quelques années.

### **Le gouvernement Chirac-Raffarin s'emploie à mettre sur le marché du travail les jeunes et les vieux**

Le Conseil européen de Lisbonne ayant fixé l'horizon, celui de Barcelone, en mars 2002, s'est fait plus précis quant aux moyens : les quinze gouvernements (dont celui de Chirac-Jospin) ont décidé de réfléchir aux moyens « *d'augmenter progressivement d'environ cinq ans l'âge moyen de la retraite* ». Un an plus tard, le gouvernement Chirac-Raffarin portait à 42,5 le nombre d'années de cotisations nécessaires pour pouvoir bénéficier d'une retraite à taux plein ... soit 5 ans de plus pour les fonctionnaires, et 2,5 ans de plus pour les autres (Balladur ayant déjà augmenté de 2,5 ans la durée de cotisations, cela fait 5 ans !).

Concernant les « jeunes », la déclaration de Bologne<sup>1</sup>, signée par 29 ministres européens de l'éducation en juin 1999, se donne pour objectif de créer un « *espace européen de l'enseignement supérieur* » à l'horizon 2010. L'un des objectifs est de faire du 1<sup>er</sup> diplôme universitaire (la licence) un diplôme terminal pour la majorité des étudiants. Dans un premier temps (décrets Lang d'avril 2002), les gouvernements ont eu l'habileté politique de ne pas instaurer une sélection officielle après la licence, même si beaucoup d'étudiants sont dans les faits contraints de stopper leurs études, soit parce que leur filière s'arrête au niveau licence, soit parce que leur licence est tellement allégée en cours qu'elle ne leur donne pas le niveau pour continuer. Dans un second temps, il n'est pas exclu que les gouvernements aillent plus loin et officialisent la sélection (la Conférence des présidents d'université plaide aujourd'hui en ce sens).

En diminuant la durée des études, en reculant l'âge de départ en retraite, le gouvernement s'emploie donc à corriger « *les deux exceptions françaises particulièrement préjudiciables [à la compétitivité de la*

*France]* »<sup>2</sup>, à savoir le sous-emploi des « seniors » et celui des jeunes.

### **La nouvelle conception bourgeoise du « plein-emploi »**

Dans de nombreux textes, la Commission européenne parle de « *rétablir le plein-emploi* ». Le projet de Constitution européenne inclut également l'objectif de plein-emploi (l'article I-3 indique que l'Union européenne œuvre à la mise en place d'une « *économie sociale de marché hautement compétitive qui tend au plein-emploi* »), ce que certains thuriféraires du « *oui de gauche* » font passer pour une avancée « sociale ».

Il s'agit en fait d'une mystification. Pour bien comprendre ce qu'est cette nouvelle approche du « plein-emploi », nous allons citer longuement Günther Schmid, sociologue allemand qui fait partie de la « *task force sur l'emploi* » créée lors du sommet européen de Bruxelles en mars 2003 : « *Le plein-emploi n'est possible que si nous adaptons nos institutions et la gestion du marché de l'emploi à une conception réactualisée du terme de "plein-emploi". Si nous entendons par "plein-emploi", un travail en continu et à plein temps pour chacun (...) alors le plein-emploi est impossible. Si l'on s'en tient à cette définition, le plein-emploi est un objectif non seulement utopique, mais démodé. Mais si nous abordons la question du "plein-emploi" en partant du principe que – par exemple – le temps de travail moyen sera de 30 heures par semaine au cours de la vie des hommes et des femmes et que notre temps de travail effectif pourra varier par rapport à cette norme et ce, en fonction des conditions économiques et de circonstances données à des moments précis de notre existence, alors non seulement le plein-emploi est possible, mais il peut constituer un objectif d'avenir qui correspond aux impératifs d'égalité des chances entre hommes et femmes et aux aspirations de nos jeunes générations* » (Günther Schmid, « *Le plein-emploi est-il encore possible ?* », Travail et Emploi, 4<sup>e</sup> trimestre 1995, in *Problèmes économiques*, n° 2460, 21 février 1996, p. 26.)

Le nouvel horizon « social » de l'Europe est donc le « plein-emploi »... *précaire* : l'individu sera

en perpétuelle transition, tantôt au travail, tantôt en formation pour améliorer son « employabilité », tantôt au chômage. L'individu atomisé doit être soumis à une pression constante qui le poussera à développer son « capital humain » dans une quête sans autre finalité pour lui-même que d'assurer sa survie.

C'est l'une des raisons pour lesquelles les travailleurs et leurs organisations doivent refuser et combattre cette Europe du capital et les gouvernements bourgeois de chaque pays. Et c'est l'une des raisons de voter Non à la Constitution européenne et à Chirac le 29 mai.

**Gaston Lefranc**

<sup>1</sup> <http://oxygeneffse.free.fr/reformes/bologne.htm>

<sup>2</sup> Stigmatisé par le fameux rapport Camdessus (« *Le sursaut. Vers une nouvelle croissance pour la France* » publié en octobre 2004) qui demande au gouvernement d'aller encore plus loin et de prendre des mesures plus drastiques pour augmenter le taux d'emploi.

## LE PEUPLE CONTRE LA DICTATURE EYADEMA ET LA FRANÇAIFRIQUE

### Des élections truquées

Les élections promises par Faure Eyadéma, fils du dictateur défunt Gnassingbé Eyadéma, pour donner une légitimité de façade au coup d'État militaire qui l'a installé au pouvoir en février dernier (voir Le CRI des travailleurs n° 17), ont finalement eu lieu le 24 avril. Sans surprise, ces élections se sont déroulées dans un climat de violence et de fraude massive, à tel point que le ministre de l'intérieur lui-même en avait demandé le report deux jours avant d'être démissionné. De fait, les témoignages de ces fraudes sont nombreux : manipulations sur des listes électorales, intimidations des électeurs, bourrage d'urnes, évincement des délégués de l'opposition lors du scrutin ou du dépouillement, commandos militaires embarquant ou brûlant les urnes... Un tel savoir-faire ne pouvait que mener au résultat attendu : Faure Eyadéma a été déclaré vainqueur du scrutin, avec 60 % des voix, par la commission électorale qu'il avait nommée.

### La réaction populaire

Mais les masses togolaises, après 38 ans de dictature Eyadéma, ne sont pas prêtes à laisser étouffer de manière si ouverte leur volonté de changement. Les manifestations se sont multipliées dès lors qu'il devenait évident que la clique Eyadéma allait voler ces élections. L'armée est intervenue pour « rétablir le calme », ce qui a été fait au prix de plusieurs dizaines de morts.

Dans sa colère, la population togolaise a su également dénoncer la responsabilité du gouvernement français. Le Togo, en effet, est resté pendant les longues années du règne d'Eyadéma père entièrement dépendant de l'ex-puissance coloniale. Et aujourd'hui, la mascarade électorale ne permet à Eyadéma fils de se maintenir au pouvoir qu'avec le soutien de la France. S'abritant derrière son instrument local, la CEDEAO (Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest), le gouvernement français, par la voix du ministre des affaires étrangères Michel Barnier, s'est déclaré « heureux des conditions globalement satisfaisantes dans lesquelles se sont déroulées les

*élections d'hier malgré un certain nombre d'incidents* » ! Ceux qui auraient pu croire que, dans des situations semblables (comme en Ukraine fin 2004), le gouvernement français se souciait de la « démocratie », ont ainsi pu constater que l'essentiel se situe en réalité dans la défense de ses intérêts, principalement économiques. Quant au reste de la prétendue « communauté internationale », elle ne peut en aucun cas servir de point d'appui aux masses togolaises révoltées : elle ne conteste nullement le règlement de la situation togolaise dans le sens des intérêts français ; Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU, a ainsi salué « *la manière pacifique et ordonnée dont les Togolais ont participé en nombre* » au scrutin...

### Quelles perspectives ?

Les masses togolaises, qui ont vécu durant des années la souffrance de la dictature Eyadéma, ne peuvent accepter que ce régime perdure par son fils. Beaucoup se rangent dans ce combat derrière l'opposition officielle : le candidat unique de l'opposition dite « radicale », Emmanuel Bob Akitani, dénonçant les fraudes du scrutin, s'est même déclaré vainqueur de l'élection et président de la République du Togo. Il est toutefois clair que le peuple togolais ne peut compter sur l'opposition « radicale » qui, si elle arrive au pouvoir, ne décidera pas d'une véritable rupture d'avec l'impérialisme français, condition indispensable à une amélioration de la situation économique et sociale du pays. En effet, Gilchrist Olympio (fils de l'ex-président Sylvanus Olympio, assassiné en 1963 par Eyadéma père !), principale figure de l'« opposition radicale », mais interdit de candidature pour cause d'exil en France, avait le 25 avril accepté la proposition de Faure Eyadéma pour un gouvernement d'« union nationale ». Si le soutien de la rue donne aujourd'hui à l'« opposition radicale » du poids pour faire monter les enchères, il y a malheureusement fort à parier qu'elle bradera ce soutien une fois quelques postes obtenus.

La seule solution réside dans l'organisation indépendante des

travailleurs et des masses opprimées au Togo, luttant pour leurs revendications. Seule la construction d'un parti communiste révolutionnaire dirigeant le mouvement ouvrier et les masses opprimées du Togo ouvrira la voie au combat pour un gouvernement ouvrier et paysan qui les fera sortir de la dictature et de la domination impérialiste, en étroite association avec les travailleurs et les masses opprimées de toute l'Afrique de l'Ouest, et en liaison avec les travailleurs français combattant ici leur propre impérialisme.

**Frédéric Traille**

## PAS D'ISSUE SANS DÉFAITE DE L'IMPÉRIALISME, PAS DE DÉMOCRATIE POLITIQUE SANS CONSTITUANTE LIBREMENT ÉLUE, PAS DE PROGRÈS SOCIAL SANS RÉVOLUTION SOCIALISTE

### Retour de la démocratie ?

On se rappelle comment, après les élections organisées en Irak par l'occupant impérialiste, toute la « communauté internationale », relayée par la presse bourgeoise, avait fait chorus pour chanter le « *premier vote libre* » en Irak. Joseph Biden, le n° 1 démocrate de la commission des affaires étrangères du Sénat américain, avait déclaré, la veille de sa rencontre avec Chirac : « *Je vais lui dire poliment qu'il est temps pour les Français de s'engager. Nous avons fait maintenant tout ce qu'il demandait. Il y a une réelle légitimité dans ces élections en Irak.* » Cette appréciation fut reprise par tous les chefs d'État et de gouvernement : *Le Monde* écrivait, en date du 1<sup>er</sup> février que « *la communauté internationale, unanime, a salué le courage des électeurs irakiens.* » Et le quotidien du soir, toujours prompt à cirer les bottes américaines, allait jusqu'à prétendre que « *Nadjaf respire un parfum de tranquillité* »... omettant de préciser que cette « tranquillité » dans la grande ville du sud largement détruite par l'occupant américain quelques mois auparavant, sentait fort la paix des cimetières. Enfin, de son côté, avant que son chef ne s'effondre de son siège soi-disant « saint », le Vatican avait eu la condescendance de déceler dans les élections irakiennes un « *signe de la maturité de ce peuple* »...

Trois mois après, la réalité a tranché : les discours sur le prétendu « rétablissement de la démocratie » ont fait long feu, comme il fallait s'y attendre. Certes, un nouveau gouvernement, sous la direction du Chiite Ibrahim al-Jaafari, a été mis en place le 28 avril, malgré le boycott d'un tiers des députés qui ont refusé de participer au vote. Mais, contrairement à ce que promettait Bush pour l'après-30 janvier, sont annoncés chaque jour de nouvelles actions armées de la résistance et de nouveaux tués parmi les forces d'occupation... tandis que sont tués les conditions de vie de plus en plus intolérables imposées à la population, écrasée sous le talon de fer de l'impérialisme, avec la participation

active de la bourgeoisie d'Irak, majoritairement collaboratrice, toutes composantes confondues (islamiste ou laïque, chiite, sunnite ou kurde). Chaque jour, il se vérifie ainsi que l'instauration de la paix et de la démocratie politique n'est pas possible dans un pays de 30 millions d'habitants occupé par 150 000 hommes de l'armée impérialiste la plus puissante du monde (et ses supplétifs) ; aucune « démocratie » n'est possible dans ces conditions, pas même une « démocratie » formelle, une « démocratie » bourgeoise classique, dont les premières conditions sont l'indépendance nationale et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

### Bref retour sur les conditions des élections du 30 janvier

De ce point de vue, il faut revenir ici sur la manière dont se sont déroulées les élections du 30 janvier, qui sont aux antipodes de ce que les médias bourgeois ont prétendu. D'ailleurs, dans la plupart des cas, ces médias n'étaient pas sur place (pour des raisons de sécurité), se contentant en fait de rapporter les « informations » soigneusement sélectionnées par les forces d'occupation. C'est ainsi que même la mission très officielle d'experts étrangers chargés de contrôler le bon déroulement des élections a assuré que celles-ci avaient été « conformes aux normes internationales »... alors que ces « observateurs internationaux » ont « observé » sans sortir d'Amman, en Jordanie !...

En conséquence, les données annoncées sont plus que douteuses, certaines ayant d'ailleurs été modifiées : ainsi a-t-on d'abord annoncé 72 % de taux de participation, avant de le fixer à 58 %, tandis que la réalité est sans doute autour de 50 %... Mais on apprenait dès le lendemain des élections que, notamment, dans deux provinces du nord (dont la région de Mossoul), l'inscription sur les listes électorales n'avait été faite qu'au moment même du vote... ce qui permet évidemment d'annoncer un

résultat de 100 % de participation !... (Voir *Le Monde* du 1<sup>er</sup> février 2005.)

Cependant, si les forces d'occupation et les forces bourgeoises irakiennes collaboratrices ont pu faire voter une bonne partie des gens malgré le rejet largement majoritaire de l'occupation, ce n'est pas parce que les travailleurs kurdes et irakiens nourrissaient des illusions dans cette farce électorale. En fait, ils ont bien souvent été *contraints* de voter : sans parler des cas où l'on a vu des maris mettre le bulletin dans l'urne à la place de leur femme, il faut souligner que l'enregistrement des électeurs s'est fait sur la base des cartes de rationnement établies à l'époque de l'embargo imposé par l'ONU<sup>1</sup>. Or ils ont souvent été menacés de voir les rations alimentaires supprimées s'ils ne votaient pas ; ils devaient notamment signer des fiches d'électeur pour obtenir leurs rations.

De plus, tout un climat de violence a été entretenu par les troupes d'occupation, qui ont imposé le couvre-feu et l'état d'urgence pendant toute la durée du scrutin. Une quarantaine de personnes ont été tuées pendant le scrutin lui-même, selon le ministère de l'Intérieur irakien (ce qui signifie sans doute que le chiffre a été sous-évalué). Pour des « raisons de sécurité », les noms des candidats n'ont pas été publiés par la commission électorale avant le 25 janvier, une semaine seulement avant le scrutin. Le vote a été massif surtout dans les zones chiites particulièrement bien contrôlées par les troupes d'occupation (notamment à Nadjaf et à Bassora), et dans les provinces du Kurdistan. Ailleurs, au moins une soixantaine de bureaux électoraux n'ont même pas ouvert leurs portes.

Enfin, la propagande électorale a été relayée à la fois par les troupes d'occupation et leurs collaborateurs irakiens. Les soldats en armes ont

<sup>1</sup> Rappelons que cet embargo a étranglé les peuples d'Irak entre 1991 et 2003, conduisant à la mort de 1,5 million de personnes (notamment des enfants). Rappelons aussi que son maintien a été voté chaque année par le « Conseil de Sécurité » de l'ONU, donc notamment par la France de Mitterrand, puis de Chirac.

distribué eux-mêmes les tracts électoraux et collé les affiches... Les occupants n'ont pas hésité à faire appel aux anciens du Baas (le parti de Saddam Hussein au pouvoir pendant plus de trente ans) et aux chefs de la théocratie islamiste, qui ont les uns et les autres participé activement à la mobilisation des électeurs... de gré ou de force. À Najaf, bastion chiite, les islamistes collaborateurs ont même pondu une fatwa ordonnant à tous les fidèles de se rendre aux urnes...

### **Pourquoi ces élections ont-elles été un succès relatif pour Bush ?**

On est donc loin, très loin, d'un prétendu rétablissement de la démocratie en Irak. Cependant, les élections du 30 janvier, par leur déroulement même, dans ces conditions très difficiles, n'en représentent pas moins un succès pour Bush, dans la mesure où elles donnent formellement une caution populaire partielle au processus politique qu'il a engagé pour maquiller aux couleurs de la « communauté internationale » sa brutale occupation impérialiste. En ce sens, on comprend que Bush ait pu parler d'un « succès éclatant » : quelle que soit l'outrance du propos, le fait même que ces élections aient pu se tenir avec un taux de participation conséquent, renforce indéniablement la tutelle impérialiste sur l'Irak en lui donnant une « légitimité » officielle.

Face à cette victoire politique de Bush, le résultat des élections n'est lui-même sans doute pas tout à fait conforme à ce qu'aurait voulu l'occupant américain ; mais il n'en est pas moins globalement satisfaisant, car il garantit l'essentiel : c'est une sorte de compromis entre le maintien durable de l'occupation impérialiste et l'intégration nécessaire de la bourgeoisie irakienne et d'une partie des classes moyennes dans le processus politique impulsé par Bush.

Depuis le début, l'option stratégique américaine est de s'appuyer sur les Chiïtes (60 % de la population), afin de pouvoir compter sur une bourgeoisie et une petite bourgeoisie nombreuses et bien intégrées dans la population, grâce à leurs positions dans le commerce et à leurs fortes structures islamistes. Ce choix s'est fait évidemment au détriment des Sunnites (30 % de la population), censés constituer la base de l'ancien régime dirigé par Saddam Hussein, et qui sont en tout cas aujourd'hui les plus fortement opposés à l'occupation impérialiste. C'est

pourquoi les principales forces politiques sunnites, y compris finalement la première d'entre elles, le Parti islamique irakien, avaient appelé à boycotter le scrutin. De fait, les Sunnites ne se sont guère rendus aux urnes : dans la province d'Anbar, par exemple, seuls 2 % des électeurs (3 803 personnes) sont allés voter ! Cependant, ce qui est vrai de la population sunnite en majorité ne l'est pas de la bourgeoisie sunnite : pilier du parti Baas de Saddam Hussein, donc de l'ancien appareil d'État et du secteur-clé du pétrole, celle-ci a souvent su se reconvertir sans états d'âme de serviteurs de Saddam en collaborateurs zélés de Bush. Elle a ainsi participé activement à l'organisation des élections dans les grandes villes sunnites, comme à Falloudja.

Ce sont donc les partis religieux chiïtes qui ont largement remporté les élections. Avec 48,1 % des voix, l'« Alliance unifiée irakienne », force islamiste collaboratrice dirigée par le « grand ayatollah » Ali Sistani, est arrivée en tête, atteignant même la majorité absolue en sièges (elle dispose de 140 des 275 sièges à l'Assemblée nationale transitoire). Ce succès s'explique par la puissance religieuse de cette coalition et surtout par sa revendication officielle d'un prompt départ des troupes américaines<sup>1</sup>.

En deuxième position, avec 25,7 %, il y a eu la liste kurde qui réunissait notamment le PDK (Parti démocratique du Kurdistan) de Massoud Barzani et l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) de Jalal Talabani. Ce fut donc un succès important pour ces partis qui ont commencé à collaborer avec les États-Unis bien avant la guerre de 2003, dès les années 1990, mais qui savent exploiter le sentiment national légitime du peuple kurde d'Irak, en lui promettant une « autonomie » censée mettre fin à la terrible oppression qu'il subit depuis toujours de la part de l'État central irakien.

Enfin, la liste du Premier ministre sortant, Iyad Allaoui, un chiïte laïc, n'est arrivée qu'en troisième position, avec 13,8 % : ce fut un désaveu attendu pour celui que le peuple irakien considérait à juste titre comme

<sup>1</sup> Cf. l'article de Gilbert Achcar dans *Rouge* (hebdomadaire de la LCR) du 24 mars, qui explique notamment que « le programme électoral de la CIU appelait explicitement à des négociations avec les forces d'occupation afin d'établir un calendrier précis pour leur retrait. »

un pantin au service des brigands impérialistes. Certes, Iyad Allaoui avait été mis en place par l'occupant car, homme de confiance, ancien agent de la CIA, il était l'un des seuls à pouvoir assumer ouvertement les fonctions impopulaires et risquées de marionnette américaine. Néanmoins, son échec personnel ne suffit nullement à voir dans les élections du 30 janvier un échec pour les Américains<sup>2</sup> : non seulement parce que, comme nous l'avons souligné, le déroulement même de ces élections est de toute façon une victoire politique très importante pour l'impérialisme, mais aussi parce que Allaoui n'était de toute façon pour eux qu'un fusible provisoire, destiné à accomplir le sale boulot pendant la période de transition : on savait bien que, privé de toute base sociale en Irak même, il ne pouvait passer avec succès le test du suffrage populaire. De plus, il garde encore aujourd'hui un rôle-clé dans la nouvelle Assemblée élue, car il est indispensable aux compromis entre les différentes forces en présence, notamment entre l'Alliance chiïte majoritaire, réputée proche de l'Iran, les anciens baasistes reconvertis à la collaboration, qui sont minoritaires dans l'Assemblée, mais qui conservent des positions sociales décisives, et les partis kurdes, qui restent les meilleurs alliés des Américains.

### **Et maintenant ?**

L'Assemblée nationale transitoire élue le 30 janvier a comme principale responsabilité de rédiger une nouvelle Constitution. Que faut-il en attendre ?

#### *Démocratie...ou théocratie ?*

L'Alliance islamiste chiïte, majoritaire, prétend qu'elle n'envisage pas de créer en Irak une théocratie sur le modèle iranien. Mais Ibrahim Jaafari, l'un des candidats pour le poste de premier ministre, a déclaré que la Charia devrait être l'une des sources principales de la législation. Début 2004, déjà, le Conseil de gouvernement avait tenté d'instaurer la Charia dans le code de la famille. « *Quand la Charia est appliquée de manière saine, vous verrez qu'elle est beaucoup plus juste que la démocratie elle-même* », explique Saleem Naji Hasan Al-Zubaidi, un membre du Comité juridique constitutionnel. Il

<sup>2</sup> Notre analyse des élections s'oppose donc à celle proposée par Gilbert Achcar dans *Rouge* (*loc. cit.*), quand il y voit une « véritable défaite » pour Bush.

ajoute que « *les Irakiens connaissent leur peuple mieux que les autres et ils savent où se trouvent leurs intérêts et comment appliquer la démocratie sans violer la Charia* ». Il y a donc tout lieu de craindre, en fait de « démocratie », la mise en place d'un État islamiste particulièrement réactionnaire.

### *Démocratie... ou terreur américaine ?*

Sur le plan de la sécurité intérieure, le nouveau régime ne saura mettre fin à une situation qui ne cesse d'empirer pour les forces d'occupation et leurs supplétifs irakiens : l'installation de la bourgeoisie irakienne, toutes composantes confondues (chiite, kurde et majorité des anciens Baasistes), dans la collaboration politique avec l'occupant, ne fera qu'accroître la volonté de résistance du peuple et notamment de la jeunesse. D'ores et déjà, les « forces spéciales d'Irak », recrutées parmi les membres de l'ex-police secrète de S. Hussein, commandées par le général Shahwani, ancien chef des services secrets sous Saddam, sont des bandes de tortionnaires qui font régner la terreur et qui concentrent la haine du peuple contre les collaborateurs.

Dans les fiefs de la résistance armée à l'envahisseur, à Nadjaf, à Falloudja, dans les quartiers populaires de Bagdad et dans des dizaines d'autres villes, la résistance a subi de lourdes défaites militaires<sup>1</sup>, mais celles-ci n'ont fait qu'attiser la colère toujours plus explosive de la population. À Falloudja et à Nadjaf, qui ont connu les sièges les plus sanglants, il ne resterait que ruines et décombres. Une sorte de napalm a même été employé (selon le Pentagone, il est moins dangereux que le vrai napalm utilisé au Vietnam... pour l'environnement !).

### *Reconstruction...ou misère et chaos ?*

Dans tout le pays, tandis que les grandes entreprises américaines se partagent les dizaines de milliards de dollars de la « reconstruction », la vie de la population irakienne reste ponctuée par les coupures de courant électrique ou d'alimentation en eau potable, les débordements d'égouts (là où ils n'ont pas été détruits ou bouchés par les bombardements), les files d'attente pour le retrait des rations

<sup>1</sup> Voir notre article dans Le CRI des travailleurs n° 14 de septembre-octobre 2004 : « *La résistance irakienne a perdu une bataille, elle n'a pas perdu la guerre de libération nationale.* »

alimentaires mensuelles ou encore les pénuries périodiques de kérosène, seul combustible disponible pour faire la cuisine. Des centaines de milliers d'Irakiens en sont réduits à vivre dans des villages de toile, réfugiés dans leur propre pays du fait des bombardements qui se poursuivent quotidiennement, dans le silence assourdissant des médias occidentaux.

Or ces opérations militaires ne sont pas près de finir : pour la Grande-Bretagne : l'estimation du coût des opérations militaires a augmenté de 66 % (5 milliards de livres). Pour les États-Unis, les généraux veulent faire passer le nombre d'hommes présents de 150 000 à 200 000. En effet, sous les assauts de la résistance armée, le nombre de morts et de blessés parmi les troupes d'occupation ne cesse d'augmenter : alors que, pendant les treize premiers mois de la guerre, il y avait eu 229 soldats blessés par mois, on en a dénombré 782 par mois entre juillet et décembre 2004 (+ 240 %). En ce qui concerne les militaires tués le chiffre a doublé, passant de 46 à 81 par mois. Sans compter qu'un soldat sur dix meurt de ses blessures loin du champ de bataille, donc le chiffre total exact serait plutôt de 2350 morts que de 1350<sup>2</sup>.

### **Pas de démocratie et de progrès social sans révolution socialiste !**

La bourgeoisie irakienne, en choisissant très majoritairement la voie de la collaboration avec l'occupant, fait preuve à sa façon d'une claire conscience historique : elle semble comprendre son incapacité à reconstruire par ses propres moyens un État indépendant à l'époque actuelle. La période des « révolutions nationales » dans les pays dominés, et notamment au Moyen-Orient, est révolue : contrairement aux années 1945-1975, les bourgeoisies nationales de ces pays ne peuvent plus s'appuyer sur le contexte de la guerre froide et sur leur rente pétrolière pour imposer l'indépendance nationale plus ou moins poussée de leur pays contre l'impérialisme. Mais, pour rester classes dominantes dans leur propre pays, elles sont condamnées aujourd'hui à accepter — bon gré, mal gré — la tutelle de l'impérialisme sur la rente pétrolière et sur leur État,

<sup>2</sup> C'est pour cela que, aux États-Unis mêmes, la population est de plus en plus hostile à la guerre : selon les sondages, et contrairement aux débuts de l'intervention, une majorité d'Américains s'y oppose désormais.

voire l'occupation militaire, comme c'est le cas en Irak (et dans le Kurdistan « irakien »). En ce sens, l'attitude collaborationniste de la bourgeoisie irakienne dans toutes ses composantes, notamment celle des islamistes censés haïr le Satan américain ou des anciens baasistes reconvertis, est symptomatique d'une impuissance historique plus générale des bourgeoisies dans les pays sous-développés, y compris dans ceux qui, par la rente pétrolière, avaient pu bénéficier naguère, pendant plusieurs décennies, de conditions exceptionnellement favorables pour faire valoir leurs intérêts nationaux.

En fait, l'histoire de tous les pays nous enseigne que seul le peuple est capable, par son propre soulèvement, d'imposer l'indépendance nationale, la démocratie politique et le progrès social. C'est ce qu'a montré déjà, dans une large mesure, l'histoire de toutes les révolutions bourgeoises, en Angleterre au XVIIe, aux États-Unis au XVIIIe, et bien sûr en France, avec la grande révolution de 1789-1793, puis de nouveau en 1848 et 1870... Dans tous les cas, en effet, la bourgeoisie n'a pu conquérir le pouvoir (non sans compromis avec les forces féodales de l'aristocratie et de l'Église), qu'en s'appuyant sur le peuple et en étant poussée par lui à aller plus loin qu'elle ne le voulait elle-même dans la rupture avec l'ancien régime... Or, comme l'a montré Trotsky avec sa théorie dite de la « révolution permanente », cette vérité factuelle enseignée par l'histoire devient une véritable loi lorsque le capitalisme atteint son stade impérialiste : désormais dans les pays dominés, car économiquement sous-développés, les bourgeoisies nationales sont généralement trop faibles pour établir ne serait-ce que l'indépendance nationale. C'est pourquoi aujourd'hui, même dans des pays grands producteurs de pétrole, comme l'Irak ou le Venezuela, seul le peuple, c'est-à-dire en fait le prolétariat, allié aux masses pauvres des villes et des campagnes, est capable, par sa propre mobilisation, d'imposer l'indépendance nationale réelle, la démocratie et le progrès social. En effet, seul le prolétariat allié aux masses pauvres des villes et des campagnes a tout intérêt à s'émanciper du joug de l'impérialisme, et donc aussi de la bourgeoisie nationale elle-même : celle-ci, en effet, est toujours majoritairement complice de l'impérialisme, sans lequel elle n'existerait pas, car elle l'aide à piller,

exploiter et opprimer son propre peuple. Autrement dit, l'indépendance nationale, la démocratie et le progrès social ne peuvent en fait être conquis que par une révolution prolétarienne qui, dans un seul et même mouvement, chasse les impérialistes étrangers et liquide la bourgeoisie nationale indigène. En Irak comme en Palestine et dans tout le Moyen-Orient, comme au Venezuela (quelles que soient les prétentions de Chavez à réaliser le socialisme en s'appuyant sur le peuple, mais sans liquider la bourgeoisie nationale<sup>1</sup>) l'indépendance nationale, la démocratie et le progrès social ne pourront être conquis que par une révolution prolétarienne socialiste.

C'est donc dans cette perspective historique que les communistes révolutionnaires doivent inscrire expressément leur intervention politique. En Irak en particulier, aucune illusion n'est possible envers la bourgeoisie, qui montre sa lâcheté face à l'impérialisme, en essayant de défendre ses intérêts par une collaboration éhontée avec l'impérialisme. Pour le prolétariat et les peuples irakien et kurde, la priorité est de mettre en échec l'occupation impérialiste et le nouvel État-croupion et réactionnaire que la bourgeoisie irakienne accepte de mettre en place.

À la mascarade électorale américaine du 30 janvier, il faut opposer le mot d'ordre d'élections réellement libres et démocratiques, qui supposent avant toutes choses le départ des troupes d'occupation et l'organisation du scrutin par le peuple lui-même. À la prétendue « Assemblée nationale transitoire » mise en place sous tutelle américaine pour rédiger une « Constitution » collaboratrice et réactionnaire, il faut opposer le mot d'ordre transitoire d'une véritable Assemblée nationale constituante en Irak et au Kurdistan, Assemblée nationale constituante qui ne saurait être qu'anti-impérialiste et qui rassemblerait les délégués du peuple prenant lui-même en mains son propre destin. Le droit du peuple kurde à l'indépendance nationale serait reconnu, et sa propre Assemblée constituante déciderait de la forme du type de relations qu'il souhaite nouer avec le peuple irakien (République kurde fédérée ou indépendante).

Tout en défendant ce programme politique pour la nation irakienne et le peuple kurde, les communistes révolutionnaires doivent construire leur propre parti, ainsi que des

syndicats indépendants, des coopératives, des associations de femmes, de quartiers et de défense des droits démocratiques, etc. Pour construire ces organisations et aider à la mobilisation indépendante des masses ouvrières et populaires, il faut utiliser les armes de la grève, du sabotage et, dès que les circonstances le permettent, mener des actions militaires contre les forces impérialistes et leurs supplétifs.

Au-delà de ces activités fondamentales des communistes révolutionnaires, il faut soutenir toutes les actions militaires dirigées contre les forces d'occupation politiques et militaires ou contre leurs supplétifs irakiens, *quelles que soient les forces politiques qui les mènent*. En effet, ces actions, plus ou moins efficaces selon les cas, sont toutes légitimes, car *elles participent objectivement de l'anti-impérialisme et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*. Par contre, les attentats contre la population, tels que ceux organisés par Al Qaida, et sans doute aussi parfois par les forces d'occupation elles-mêmes pour semer la terreur et justifier leur présence, doivent évidemment être condamnés avec la plus grande fermeté, parce qu'ils s'en prennent à des travailleurs innocents, divisent le peuple et aggravent inutilement la répression policière impérialiste.

C'est en ce sens que le « *front unique anti-impérialiste* » pour la défaite de l'occupation est une orientation juste, qu'il faut mettre en avant en Irak aujourd'hui, y compris à l'égard des groupes issus du parti Baas ou des forces islamistes, dès lors qu'ils combattent réellement pour la défaite de l'impérialisme. En effet, les forces prolétariennes doivent tenir compte de la réalité (la résistance est aujourd'hui dirigée par ces forces, qu'on le veuille ou non) et aider les masses qui voient en ces groupes des animateurs de la résistance nationale, à rompre avec leurs illusions. Elles montreront ainsi, *dans la pratique même du combat*, que ces groupes défendent non seulement une idéologie réactionnaire et des pratiques souvent barbares, mais qu'en outre leur « anti-impérialisme » est inconséquent (car purement nationaliste-bourgeois ou petit-bourgeois), et qu'ils ne vont donc jamais jusqu'au bout de leurs objectifs affichés (beaucoup sont prêts à capituler dès que l'occasion s'en présente).

Bien évidemment, ce « front unique anti-impérialiste » ne signifie pas le moindre *soutien politique* aux

forces de la résistance, en particulier baasistes et islamistes : tout en « frappant ensemble » dès que c'est possible, les forces prolétariennes doivent « marcher séparément », c'est-à-dire rester indépendantes politiquement et d'un point de vue organisationnel, en défendant leur propre programme ouvertement socialiste et révolutionnaire, contre l'idéologie bourgeoise et petite-bourgeoise, sous toutes ses formes et notamment contre l'islamisme réactionnaire. Et, bien évidemment, lorsque des groupes baasistes ou islamistes s'attaquent aux ouvriers, aux étudiants ou aux femmes, comme cela arrive régulièrement, ils doivent être combattus par tous les moyens, avec la plus grande énergie, sans la moindre hésitation.

Dans les pays impérialistes, et notamment aux États-Unis, c'est cette orientation qu'il faut défendre auprès du prolétariat. Il faut faire valoir que la défaite de l'impérialisme en Irak serait une victoire pour le prolétariat de tous les pays et pour tous les peuples opprimés. Dès que les circonstances objectives le permettent, il faut manifester et faire grève contre les gouvernements impérialistes, organiser des actions de sabotage contre les interventions armées (grève dans les usines qui construisent le matériel militaire et dans les transports qui l'acheminent, etc). Et il faut lutter politiquement contre les illusions onusiennes semées par les médias, mais aussi les syndicats, les PC et une bonne partie de l'extrême gauche ; il faut lutter énergiquement contre le moralisme impuissant de ceux qui combattent le front unique anti-impérialiste sous prétexte de ne pas « cautionner l'islamisme » ; il faut combattre sans hésitation le pacifisme en général : toutes ces idéologies petites-bourgeoises font en réalité le jeu de l'impérialisme, contre les intérêts du prolétariat et des peuples irakien et kurde.

Les mots d'ordre que doivent mettre en avant les communistes révolutionnaires de tous les pays sont donc les suivants :

**• Vive la résistance du prolétariat et des peuples irakien et kurde ! Pour la défaite de l'impérialisme ! Pour le front unique anti-impérialiste !**

**• Pour l'auto-organisation inconditionnelle du prolétariat et du peuple (syndicats, associations, comités d'usine et de quartiers...) ! Pour l'autodéfense armée des ouvriers, des femmes, des étudiants et des quartiers**

<sup>1</sup> Cf. Le CRI des travailleurs n° 14, septembre-octobre 2004.

populaires contre toutes les attaques (militaires, policières et islamistes réactionnaires) ! Pour l'armement du peuple et la constitution de milices ouvrières et de quartiers !

• **Combat quotidien pour les droits démocratiques et les revendications**

sociales ! Pour une véritable Assemblée nationale constituante anti-impérialiste !

• **Pour un parti défendant le programme du communisme révolutionnaire, pour les États-Unis socialistes du Moyen-Orient !**

Paul Lanvin  
et Nina Pradier

PALESTINE

## LES POLITIQUES DE SHARON ET DE ABBAS CONFIRMENT L'ÉCHEC DU PRÉTENDU « PROCESSUS DE PAIX » IMPOSÉ PAR L'IMPÉRIALISME

### Que signifie la décision israélienne de retirer les colons de Gaza ?

Pour répondre à cette question, il faut laisser la parole à Dov Weisglass, l'un des principaux conseillers d'Ariel Sharon et l'un des initiateurs du plan de désengagement de Gaza : « La signification de notre plan de désengagement, a-t-il déclaré, est le gel du processus de paix. Cela fournit le formol nécessaire pour qu'il n'y ait pas de processus politique avec les Palestiniens. » Dans cette interview accordée au quotidien israélien *Haaretz*, Dov Weisglass s'explique : « Quand vous gelez le processus, vous empêchez la création d'un État palestinien, vous évitez toute discussion sur les réfugiés, les frontières et Jérusalem (...). Effectivement, cet ensemble appelé État palestinien, avec tout ce que cela suppose, a été supprimé indéfiniment de notre calendrier. Et tout cela a été obtenu avec (...) une bénédiction présidentielle et la ratification par les deux chambres du Congrès [américain]. » De fait, George Bush et les représentants de la bourgeoisie ont apporté leur chaud soutien au plan Sharon-Weisglass de retrait de Gaza et à leur exigence que les frontières officielles d'Israël soient fixées largement au-delà de celles de 1967, contrairement à ce que prévoient les résolutions internationales, les accords d'Oslo et même la « feuille de route ».

Le retrait de Gaza — qui d'ailleurs est annoncé de longue date, mais sans cesse reporté — n'est donc rien d'autre, selon l'un de ses principaux auteurs lui-même, que le complément de la construction du fameux mur dit « de protection » en Cisjordanie : il ne s'agit en aucun cas d'avancer vers la construction d'un État palestinien, mais de réorganiser la sécurité de l'État d'Israël et de ses colons pour la rendre plus efficace, tout en donnant habilement du grain à moudre aux responsables de l'Autorité

palestinienne qui, derrière Mahmoud Abbas, font croire que le « dialogue » est possible avec le bourreau Sharon. Pour sa part, ce dernier le reconnaît publiquement : « Nous avons amorcé le désengagement (...) afin d'améliorer la capacité d'Israël à défendre ses citoyens. » Pour l'État sioniste, le désengagement de Gaza et la construction du mur permettent surtout de concentrer les tâches de protection des colons et mettent fin à des opérations coûteuses en argent et en hommes. Face à cela, la promesse de libérer 900 prisonniers palestiniens, sur 8000 qui crouissent dans des conditions infâmes au fond des geôles sionistes, ne pèse pas lourd. D'autant moins qu'il s'agirait soit de prisonniers qui ont presque fini leur condamnation, soit de prisonniers administratifs, c'est-à-dire en fait détenus arbitrairement puisqu'ils ne sont ni accusés, ni condamnés (on en compte 1200 dans ce dernier cas).

### Après l'échec avéré du « processus de paix », quelle solution ?

Le retrait des colons de la bande de Gaza n'améliorera donc pas beaucoup les conditions de vie des Palestiniens, par rapport au désastre économique et politique que constitue pour eux la construction du mur de Cisjordanie. Par contre, cette tactique du gouvernement Sharon — que soutiennent et auxquels participent les travaillistes — montre une nouvelle fois l'échec toujours plus évident du prétendu « processus de paix » initié par la conférence de Madrid en 1989 et formalisé par les accords d'Oslo en 1993. En ce sens, cette tactique a au moins le mérite de confirmer qu'aucune solution de la question palestinienne n'est possible dans le cadre de ce processus impulsé par l'impérialisme et cautionné par la direction palestinienne bourgeoise et capitulatrice de l'OLP.

En fait, la question palestinienne étant une question nationale, la seule solution légitime et donc efficace, passe par la reconnaissance du droit du peuple palestinien à disposer de lui-même, ce qui suppose tout particulièrement la reconnaissance du droit au retour pour les réfugiés parqués dans les camps au Liban, en Jordanie et ailleurs, depuis 1948 pour certains, après avoir été chassés de leur terre ancestrale par les colons israéliens, avec la complicité (ouverte ou cachée) des puissances impérialistes et de l'ONU (sans oublier l'URSS hier). La reconnaissance de ce droit au retour, première condition pour résoudre la question nationale palestinienne, n'implique en aucun cas le déni du droit des Juifs à continuer à vivre sur la terre de la Palestine historique, où ils vivent pour certains depuis des siècles, et où ils ont cru pour d'autres devoir s'installer pour se protéger des persécutions antisémites, après la Première Guerre mondiale, et du génocide hitlérien.

Par contre, la reconnaissance même de ce double droit des Arabes chassés de revenir en Palestine et des Juifs émigrés d'y rester, implique de trouver une solution politique originale, qui ne lèse aucun peuple et qui par conséquent organise la coexistence pacifique de tous en tant que citoyens, sur la base d'une égalité des droits strictement reconnue et respectée. Il n'y a pas d'autre solution à la question palestinienne, il n'y a pas d'autre alternative réaliste à la violence coloniale sioniste. C'est la seule solution aussi aux attentats de Palestiniens arabes désespérés qui y répondent.

**Pour une République laïque et démocratique sur toute le territoire de la Palestine, point de départ de la révolution socialiste !**

Cette solution passe par le démantèlement de l'État d'Israël en tant qu'État colonial raciste, et de l'« Autorité palestinienne » en tant qu'institution collaboratrice qui a abandonné la revendication du droit au retour contre la vaine promesse de mettre en place un État palestinien sur quelques bouts de terre atomisés, véritable bantoustans entourés de barbelés et de miradors israéliens. À la place de ces institutions édifiées l'une et l'autre non par les peuples, mais par l'impérialisme (respectivement en 1948 et 1993), les peuples arabe et juif de Palestine devront prendre en mains eux-mêmes leur propre destin commun, en édifiant ensemble une République laïque sur tout le territoire de la Palestine historique, avec Jérusalem comme capitale, sur la base de l'égalité des droits entre les citoyens — notamment en reléguant la religion au rang de l'affaire privée qu'elle doit être. Quelle sera la forme de cette République ? Reposera-t-elle uniquement sur les individus citoyens, comme en France, ou reconnaîtra également dans sa Constitution des communautés culturelles et linguistiques, comme en Suisse ? Sur cette question comme sur les autres, il reviendra aux peuples de décider, dans le cadre d'une Assemblée constituante qui décidera de la forme de l'État.

Par contre, le contenu de classe de cette République ne fait aucun doute : ni la bourgeoisie coloniale et raciste d'Israël, ni les États impérialistes sans lesquels elle n'existerait pas (à commencer par les États-Unis), ni la bourgeoisie palestinienne, qui est socialement faible, politiquement veule et moralement corrompue, ne voudront s'engager dans un tel processus politique. C'est pourquoi la République palestinienne laïque et démocratique, respectueuse des droits individuels et collectifs de tous les citoyens juifs et arabes, ne pourra être édiflée que par le prolétariat avec ses deux composantes arabe et juive, en alliance avec les masses populaires arabes et juives, contre les bourgeoisies arabe et juive. Elle supposera donc une véritable révolution. Par là même, l'Assemblée constituante qui la mettre en place aura nécessairement un caractère de classe : elle constituera une rupture non seulement politique et idéologique, mais aussi économique et sociale, avec la bourgeoisie coloniale sioniste et la bourgeoisie arabe collaboratrice. Elle ne pourra être élue que sur la base de délégués ouvriers et populaires élus, mandatés et révocables. Elle ne

manquera pas de mettre en avant des revendications sociales contre les patrons juifs et arabes, posant alors la question d'une alternative proprement socialiste. Il y aura ainsi nécessairement un processus de « révolution permanente », une transcendance spontanée de la révolution démocratique en révolution socialiste menée par les travailleurs juifs et arabes.

Les communistes révolutionnaires arabes et juifs de Palestine, comme ceux de tous les pays, doivent se battre pour un tel programme politique. Ils doivent aider le prolétariat juif et les masses populaires à rompre avec le sionisme en tant qu'idéologie politique : c'est la condition pour qu'ils puissent vivre en paix avec les Arabes, tout en gardant leur propre culture, leur langue et leur religion pour ceux qui le souhaitent. Les communistes révolutionnaires doivent en même temps aider le prolétariat et les masses populaires à sortir de cette impasse que constitue le refuge, par rancœur légitime à l'égard de l'OLP et de l'Autorité palestinienne, mais aussi par désespoir, dans les bras de l'islamisme politique réactionnaire, voire dans les attentats contre des travailleurs juifs : cette rupture est la condition pour qu'ils puissent vivre en paix avec les Juifs, tout en gardant leur propre culture, leur langue et leur religion pour ceux qui le souhaitent.

#### **Les tâches actuelles des communistes révolutionnaires**

En Palestine, la tâche de l'heure, pour le prolétariat et les masses populaires, ne saurait se réduire à la lutte armée contre Israël. Les actions militaires des Arabes palestiniens contre les *patrons* juifs exploités et contre les *forces d'occupation* israéliennes sont légitimes, mais peu efficaces à l'heure actuelle : elles doivent être limitées à l'autodéfense ponctuelle, car elles manquent du caractère de masse qui permettrait de les rendre systématiques. Quant aux attentats contre les *travailleurs* juifs, ils sont l'un des principaux fléaux que les travailleurs arabes doivent combattre dans leurs propres rangs, car ils aggravent la division des travailleurs juifs et arabes, et soudent les masses juives derrière le gouvernement sioniste, alors qu'il faut au contraire tout faire pour les faire rompre avec lui. C'est pourquoi, en Palestine, l'exigence du front unique ouvrier et du front unique anti-impérialiste contre l'État Israël passe

par l'exigence et la condition *sine qua non* que toutes les forces susceptibles de s'allier rejettent le colonialisme et le sionisme, ainsi que la méthode des attentats contre les travailleurs juifs, qui en est le produit désespéré. Il faut notamment exiger publiquement des syndicats israéliens et leur imposer qu'ils rompent avec le sionisme, qu'ils reconnaissent les droits nationaux du peuple palestinien et qu'ils combattent leur propre État bourgeois et raciste, qui leur fait payer très cher la note de l'occupation coloniale et du militarisme. Et il faut exiger des organisations arabes petites-bourgeoises qui ont la confiance d'une partie des masses, comme le Hamas, qu'elles renoncent à cette méthode et qu'elles rompent avec tout antisémitisme. Cette tactique permet aux communistes révolutionnaires de lever les illusions en montrant pratiquement aux masses que, en réalité, ces forces ne sont pas celles qu'il leur faut pour combattre l'État d'Israël et la colonisation, pour imposer une véritable solution politique de la question palestinienne.

Le combat du prolétariat et des masses arabes et juives de Palestine doit être organisé selon l'axe de la lutte de classe, contre le patronat exploiteur, contre la bourgeoisie juive sioniste et la bourgeoisie arabe collaboratrice. C'est avant tout sur le terrain de la lutte de classe la plus résolue, par l'exigence des droits démocratiques et sociaux identiques pour tous, par les manifestations unitaires des travailleurs juifs et arabes, par leurs grèves sociales et politiques contre les mêmes patrons, par le sabotage tous ensemble de la colonisation et des interventions militaires et policières de l'État sioniste, que l'unité de tous les travailleurs de Palestine, quelle que soit leur origine ethnique, pourra se réaliser progressivement.

Ce combat du prolétariat et des masses juives et arabes de Palestine est indissociable du combat du prolétariat et des masses du monde entier, et notamment du reste du Moyen-Orient. L'union des forces ouvrières et anti-impérialistes du Moyen-Orient est une nécessité absolue : le prolétariat et les masses de Palestine ne pourront imposer tout seuls la solution de la question palestinienne, le démantèlement de l'État d'Israël et de l'Autorité palestinienne, l'édification d'une République palestinienne laïque, démocratique et socialiste. Du point de vue des communistes révolutionnaires, l'objectif historique qu'il faut affirmer

haut et fort, notamment contre le projet de Bush d'un « grand Moyen-Orient » soumis à l'impérialisme et contre l'utopie désormais largement frelatée d'une « nation arabe » bourgeoise, est celui des États-Unis

socialistes du Moyen-Orient. Dans chacun de ces pays soumis à l'impérialisme et où les masses sont privées des droits démocratiques les plus élémentaires, les revendications politiques et sociales immédiates se

concentrent dans le mot d'ordre de l'*Assemblée nationale populaire anti-impérialiste et constituante*.

**Paul Lanvin  
et Nina Pradier**

## CHINE

### QUELLE PLACE POUR L'EMPIRE DU MILIEU... AU MILIEU DU CAPITALISME MONDIAL ?

La récente visite de Raffarin en Chine a illustré différents aspects de l'entrée de la Chine dans le capitalisme mondial et des relations entre ce pays et les puissances impérialistes. Lors de cette visite, Raffarin a parfaitement rempli la mission qu'il s'était confiée, à savoir « vendre des Airbus ». En effet, en plus de la confirmation des 20 avions acquis par les compagnies chinoises à Paris en janvier dernier, 10 nouveaux appareils ont été achetés pour une somme de plus de 500 millions de dollars. À cela s'ajoutent les nombreux contrats signés par la trentaine de patrons qui accompagnaient Raffarin, comme par exemple celui concernant la vente de 500 000 tonnes de blé à la Chine en 2005 pour un montant de 100 millions de dollars.

Le leitmotiv des dirigeants de l'impérialisme français, à savoir « aller chercher de la croissance en Chine », est partagé par les autres impérialismes, qui entendent bien donner une bonne place à leurs entreprises pour le partage du gâteau de ce qu'il est convenu d'appeler dans la bourgeoisie le « miracle chinois ». Même si une énorme majorité de la population chinoise vit dans la pauvreté et ne constitue pas un marché solvable, la faible minorité de 30 millions de Chinois (sur 1,3 milliard) qui a accès aux biens de consommation produits par les entreprises impérialistes, constituent un marché qu'il ne faut pas négliger. D'autre part, si ce marché de consommation individuelle est encore largement potentiel, les besoins d'équipement engendrés par la croissance record de la production en Chine depuis une vingtaine d'années (elle-même alimentée par de très forts investissements directs étrangers : 50 milliards de dollars en 2002, soit la moitié de ceux destinés à l'Asie) ouvrent des marchés bien réels. Ainsi, la Chine représente maintenant le sixième des livraisons annuelles d'Airbus ; c'est plus généralement le

deuxième partenaire commercial de l'Union européenne.

Dans ces conditions, les méthodes de compétition entre impérialismes pour pouvoir profiter des bienfaits du « miracle chinois » ne peuvent pas être qu'économiques, mais aussi politiques et diplomatiques. Les États-Unis ont rompu depuis longtemps maintenant avec leur politique d'isolement de la Chine « communiste », reconnaissant en 1972 une seule Chine, dont Taïwan fait partie intégrante. Mais la visite de Raffarin a également confirmé les efforts diplomatiques de l'Union européenne envers la Chine. Or celui-ci a plaidé, à l'encontre de l'administration Bush, pour la levée de l'embargo sur les armes contre la Chine<sup>1</sup>, déjà décidée par le Conseil européen, ce qui devrait contribuer à l'accès vers la Chine des marchands d'armes français et européens, mais aussi des autres entreprises. Il a aussi déclaré que la loi anti-sécession récemment adoptée par la Chine, qui fait planer la menace d'un recours à la force si le gouvernement de Taïwan rompt le statu quo sur la question de son indépendance, est « tout à fait compatible » avec la position de la France sur le sujet.

#### **La force de travail, marchandise bon marché en Chine**

Alors que Raffarin faisait son possible pour entretenir les bonnes relations franco-chinoises, des voix discordantes se sont fait entendre au sein du patronat français, particulièrement chez les capitalistes du textile. Ceux-ci, avec à leur tête Guillaume Sarkozy, frère de l'autre et vice-président du MEDEF, s'insurgent contre la fin du système des quotas dans l'industrie textile, intervenue en janvier 2005. Et ils se font menaçants : selon eux, les fortes augmentations des

importations de textile en provenance de Chine (plus 50 % en valeur depuis un an) vont provoquer nécessairement des milliers de suppressions d'emplois dans le secteur. S'appuyant sur la peur légitime des salariés face à la disparition de leur emploi, ils réclament des mesures, dites de « sauvegarde », de la part de l'Union Européenne pour freiner l'afflux de textile chinois. Ce faisant, ils ne se préoccupent bien évidemment en aucun cas des intérêts de leurs salariés : les délocalisations dans l'industrie textile ne datent pas d'hier (ni de janvier 2005). Du reste, Guillaume Sarkozy déclarait il y a quelques mois encore que l'industrie textile française ne serait pas mise en danger par la fin des quotas car « cela fait dix ans qu'elle s'y prépare ». De fait, de nombreux emplois du textile ont déjà été délocalisés dans des pays proches dits « à coût du travail intermédiaire » (Tunisie, Turquie...). Seulement voilà : le « coût du travail » incroyablement faible en Chine fait que ces « précautions » se sont révélées insuffisantes ; la si « libérale » Union Européenne, comme les États-Unis avant elle, prépare donc une enquête pour mettre en place de nouvelles mesures protectionnistes<sup>2</sup>, destinées à laisser du temps aux patrons du textile pour s'adapter une nouvelle fois à la nouvelle donne du marché mondial, c'est-à-dire pour chercher des coûts de production encore plus bas, soit par des attaques accrues contre les travailleurs, soit par de nouvelles délocalisations. Mais les directions politiques impérialistes doivent se montrer prudentes et jouer leur rôle d'arbitres : il ne faudrait surtout pas, pour les intérêts généraux de la bourgeoisie, que la sauvegarde d'une branche particulière, celle du textile, nuise aux autres branches. De plus, il

<sup>1</sup> Cet embargo a été imposé contre le gouvernement chinois suite à la répression sanglante des manifestations de la place Tiananmen en 1989.

<sup>2</sup> Le mythe de l'économie libérale vole souvent en éclats quand il s'agit de protéger les intérêts généraux des impérialistes.

ne faut surtout pas réduire à néant les efforts faits pour nouer de bonnes relations avec le régime chinois, et encore moins combattre les véritables raisons de cette « déferlante » chinoise, c'est-à-dire les conditions de vie misérables des travailleurs chinois.

En effet, l'aspect le plus intéressant du marché chinois pour les impérialistes, est sans aucun doute le marché du travail. S'il était de bon ton dans le passé de fustiger le régime policier et totalitaire chinois, pour discréditer le « communisme », la bourgeoisie impérialiste s'accommode maintenant fort bien de ce régime, avant tout parce qu'il lui offre une main d'œuvre bon marché et sans droits, particulièrement dans les « zones économiques spéciales ». De plus, l'opposition entre les intérêts de l'économie chinoise et ceux des économies américaine et européenne doit être relativisée quand on sait que 30 % de la production industrielle en Chine se fait avec des capitaux étrangers, et que les filiales étrangères contribuent pour moitié aux exportations chinoises. En effet, malgré quelques exemples spectaculaires, comme le rachat par le groupe chinois TCL (avec ses propres actions) de la division PC d'IBM, l'essentiel de la production de biens rentables (c'est-à-dire destinés à l'exportation) est le fait d'entreprises à capitaux étrangers, ou nécessite la rémunération de brevets.

### **Les masses laborieuses paient le « miracle chinois » au prix fort**

La volonté du régime chinois d'attirer les investisseurs étrangers grâce à une main d'œuvre bon marché a des conséquences dramatiques pour le prolétariat chinois. L'industrie d'État, qui ne peut pas rivaliser du point de vue de la compétitivité avec les entreprises privées car elle produit aujourd'hui le plus souvent à perte, est peu à peu délaissée. Les chiffres officiels font état de plus de 25 millions de licenciements dans le secteur d'État entre 1998 et 2001, sans compter les travailleurs qui ne sont pas encore licenciés formellement, mais qui ne touchent plus leur salaire. L'industrie d'État ne représentait plus en 2001 que 32 % de l'emploi urbain, soit 76 millions de travailleurs. Pour autant, la production industrielle en Chine repose toujours sur la classe ouvrière la plus nombreuse au monde (160 millions de personnes employées dans l'industrie ou le bâtiment en 2001) ; mais les conditions de vie des

travailleurs ont chuté à mesure que leur productivité a augmenté. Les ouvriers sont obligés de travailler de 10 à 12 heures par jour, quand ce n'est pas 14, pour des salaires qui varient selon les régions mais qui sont toujours misérables. L'État chinois s'est aussi désengagé du système de sécurité sociale, qui est en train d'être privatisé. De nombreux travailleurs paient de leur vie leur exploitation. Dans le secteur des mines, par exemple, elle fait plus de 7000 morts par an, de l'aveu même du régime ; et ces chiffres officiels sont sans doute sous-évalués : un bulletin ouvrier de Hong-Kong, *China Labor Bulletin*, évoque 20 000 morts annuels dans les mines chinoises. Cela n'est pas une fatalité, mais la conséquence tragique de la disparition des mesures de sécurité qui a accompagné les privatisations-restructurations de ces mines. Et les « accidents du travail » ne sont pas l'apanage de ce secteur.

Pour imposer de telles conditions d'exploitation, les capitalistes de Chine (qu'ils soient étrangers ou membre du... Parti Communiste !) s'appuient sur une gigantesque armée industrielle de réserve. Les disparités territoriales sont énormes : les régions côtières concentrent la majeure partie de l'activité économique industrielle, avec 90 % des importations et des exportations, et 82 % des investissements étrangers, dont une grande partie dans les fameuses zones économiques spéciales, zones de non-droit pour les travailleurs. La campagne est dévastée : le revenu agricole moyen (270 dollars annuels) est trois fois moindre que celui des villes, et les paysans se réfugient vers les villes par dizaines de millions. Tous ces migrants sont soumis à l'arbitraire policier et la surexploitation patronale, ils sont souvent entassés sur le lieu même de leur travail, où ils vivent dans des conditions d'hygiène et de promiscuité intolérables.

Au plus grand profit des capitalistes de tout poil, l'État chinois utilise toutes les armes de la répression pour maintenir ces conditions d'exploitation. Pour autant, les travailleurs chinois ne se laissent pas faire : le nombre de « conflits » annuels, qu'il s'agisse de grèves illégales, de manifestations ou d'émeutes, s'élève à plusieurs milliers, malgré les intimidations (le mot est faible) du régime : arrestation des dirigeants des mouvements, toujours menacés d'inculpation pour « subversion du pouvoir de l'État », ce

qui est passible de peine de mort ou de condamnation à perpétuité. Même si des tentatives d'organisation ouvrière indépendante existent (à Hong-Kong en particulier, dont l'histoire propre donne au mouvement ouvrier une certaine indépendance vis-à-vis du « Parti communiste »), la Loi Syndicale Chinoise continue de dénier aux ouvriers le droit de former des syndicats indépendants. Cette soumission du mouvement ouvrier à la tutelle du régime continue de marquer les consciences ; il n'est pas rare que, dans leurs conflits pour de meilleures conditions de vie, les masses fustigent les autorités locales, considérées comme corrompues et n'appliquant pas les lois de l'État central, sans clairement comprendre que cet État ne représente pas leurs intérêts.

### **Les tensions nationales avec le Japon**

Ce contrôle du régime sur les masses a encore pu être observé récemment, avec les manifestations nombreuses en avril contre les symboles de la présence japonaise en Chine. Si ces manifestations sont utiles au régime pour son rapport de force avec le Japon, il n'en reste pas moins que la réaction des masses est légitime eu égard aux souvenirs de souffrances laissés par l'occupation japonaise avant et pendant la Seconde Guerre mondiale, et à l'insupportable provocation que constitue la réédition d'un manuel d'histoire japonais minimisant les atrocités de cette occupation (des centaines de milliers de civils torturés, des massacres, des expériences bactériologiques et de vivisection ignobles menées sur les populations...). Depuis, le gouvernement japonais a même osé exiger « des excuses et des dédommagements » pour les attaques populaires contre les intérêts japonais en Chine.

Plus généralement, le contexte est à la multiplication des tensions nationales entre les deux pays. Le gouvernement japonais s'est exprimé publiquement contre la loi anti-sécession sur Taïwan, invoquant ses effets négatifs « sur la paix et la stabilité de la région ». En février, les forces japonaises s'étaient emparées d'un archipel en mer de Chine, également revendiqué par le régime chinois, qui est certes inhabité, mais qui se situe dans une riche zone de pêche où se trouvent aussi d'importants gisements d'hydrocarbures.

Dans une période de fortes contestations sociales intérieures, cette exaltation des sentiments et ressentiments nationaux doit permettre une trêve sociale à l'égard du gouvernement. Mais, plus fondamentalement, il semble qu'il s'agisse surtout, pour l'impérialisme japonais, de disputer à la Chine sa place diplomatique majeure dans la région, qui lui est conférée par son statut de puissance nucléaire et de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU. Sur ce dossier, les intérêts des impérialismes américain et japonais semblent se rejoindre : l'administration américaine a

également « regretté » la loi anti-sécession, elle soutient activement la candidature japonaise à un poste de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU et elle encourage le réarmement nippon. De son point de vue, l'heure semble être à l'endiguement diplomatique de la Chine.

En effet, même si son développement capitaliste se fait encore avant tout sous l'égide des puissances impérialistes, le potentiel démographique et militaire de la Chine peut faire craindre à terme l'émergence d'une puissance impérialiste concurrente et puissante.

Pour l'heure, la principale convergence entre le régime chinois et les puissances impérialistes se fait sur le dos du prolétariat chinois surexploité, source de profit pour tout ce beau monde. Ce sera donc à lui, malgré les obstacles posés à son organisation indépendante comme classe, qu'il reviendra de réaliser sa propre émancipation, à la fois contre le régime dictatorial du prétendu « Parti communiste » et contre les impérialistes qui l'exploitent.

Frédéric Traille

VOUS ÊTES TRAVAILLEUR, ÉTUDIANT, LYCÉEN, SYNDICALISTE, MILITANT... ?

*Vous voulez discuter des analyses et positions exprimées dans ce journal?*

**ALORS CONTACTEZ-NOUS !**

06 64 91 49 63 ou [groupecri@free.fr](mailto:groupecri@free.fr)

LEUR SOCIÉTÉ

## KAROL WOJTYLA (JEAN-PAUL II) : RÉACTIONNAIRE SUR TOUTE LA LIGNE

### Bondieuseries tous azimuts

Pendant des jours entiers, les médias ont évoqué, sans discontinuer et à longueur de colonnes et d'émissions, le pape, sa vie, ses œuvres, sa mort, son enterrement et sa prochaine béatification : des bondieuseries *ad nauseam*. Deux reliques moyenâgeuses se faisaient ainsi concurrence, Jean-Paul II et Rainier III. Que n'a-t-on pas lu et entendu, tout au long de ces journées ! Politiciens et médias y sont allés de leur goupillon pour bénir feu Wojtyla et créer une sorte d'unanimité nationale et internationale, en essayant de faire communier chacun et tous dans la glorification du défunt.

Du coup, Jean-Paul II a été transformé en pèlerin de la paix, apôtre du bonheur sur terre, bref en un véritable saint ! Et les louanges bigotes n'émanaient pas forcément de ceux dont on pouvait en attendre le plus. On est ainsi allé de déclarations édifiantes en salutations hagiographiques, la plus incroyable étant sans doute la prise de position officielle du PCF, saluant en Jean-Paul II celui qui « *a farouchement combattu les régimes qui se réclamaient du communisme et a porté, notamment, les aspirations de son peuple à la liberté et à la recherche d'autres chemins* » ! Un

comble... C'est pourtant bien Karol Wojtyla, *alias* Jean-Paul II, qui a un jour critiqué cette « liberté », précisément, en déplorant que « *dans certains courants de la pensée moderne la liberté est exaltée à l'extrême en la transformant en un absolu, en une source de valeurs* »<sup>1</sup>. Et il est bien vrai que Wojtyla a tout fait pour écraser non seulement les régimes stalinien du « bloc de l'Est » mais encore tout ce que représentaient la Révolution d'Octobre et « les bolcheviks », ses ennemis jurés. Wojtyla a dès lors tout mis en œuvre pour lutter contre le « communisme » et restaurer le capitalisme — dont il a loué « *le système libéral sous forme d'une économie d'entreprise* »<sup>2</sup> —, bien aidé en cela par l'impérialisme américain. Symbole de ce rapprochement politique et de cette complicité active, en 1984, Jean-Paul II a rétabli les relations diplomatiques entre le Vatican et Washington (elles étaient rompues depuis un siècle). Mais le tout n'était évidemment pas que symbolique : cela s'accompagnait

<sup>1</sup> Cité par Pedro Miguel Lamet, *Jean-Paul II, le pape aux deux visages*, Villeurbanne, Golias, 1998, p. 451.

<sup>2</sup> Henri Madelin, « La conception de la société dans les encycliques de Jean-Paul II », in *La société dans les encycliques de Jean-Paul II*, Paris, Cerf, 2000, p. 54.

de garanties sonnantes et trébuchantes, par une alliance de fonds secrète passée avec Ronald Reagan, *via* la NED, « Fondation nationale pour la démocratie » (*National Endowment for Democracy*), organisme privé mais alimenté à 100 % par des fonds publics<sup>3</sup>.

De prétendus « républicains » se sont associés au concert de dithyrambes au « Saint » « Père ». Ainsi, à propos de la polémique naissant en France autour des drapeaux en berne, Chevènement a déclaré le 4 avril sur France Culture qu'on était « *dans l'anecdote* » : au prétexte que « *la France reconnaît le Vatican* », tout est normal aux yeux de l'ancien ministre de la gauche plurielle ; et Chevènement de rappeler « *la condamnation [par le pape] du règne absolu de l'argent* » ! Un autre comble ! Mais dans l'éditorial de *L'Humanité* (4 avril), on a pu trouver des formules du même acabit : Jean-Paul II aurait été « *si proche des pauvres (qui le lui rendaient bien)* »... Quand on sait ce que représentent l'État-confetti du Vatican et la fortune du pape ! Ainsi, l'APSA, administration du patrimoine du siège apostolique, dispose-t-elle notamment

<sup>3</sup> Constance Colonna-Cesari, *Urbi et orbi Enquête sur la géopolitique vaticane*, Paris, La Découverte, 1992, p. 203.

d'un capital immobilier placé entre autres dans les bourses de Paris et de Londres. Celui-ci était estimé à 600 millions de dollars il y a quelques années<sup>1</sup>, mais il est difficile d'avoir des informations à ce sujet, le Vatican cultivant un certain goût du secret... Quant à l'IOR, l'Institut des œuvres religieuses, il gérait en 1989 5 000 milliards de liras (soit environ 25 milliards de francs à l'époque), des centaines et des centaines d'appartements, principalement à Rome, des titres cotés sur des marchés étrangers, ainsi que des participations actionnariales aux capitaux de quelques très grandes sociétés bancaires<sup>2</sup>. L'IOR administre entre autres le Banco Ambrosiano et ses filiales panaméennes s'éparpillant entre le Pérou, les Bahamas et le Liechtenstein. Tout cela s'émaille de temps en temps de scandales financiers. L'évêque (?) Casimir-Paul Marcinkus, grand argentier du pape, « *escroc en soutane* »<sup>3</sup>, s'est ainsi illustré par un énorme détournement d'argent, impliquant la mafia elle-même, le « *plus gros scandale financier et politique italien de l'après-guerre* »<sup>4</sup> ! Marcinkus est pourtant resté l'un des chouchous de JP II et n'a pas été inquiété, si ce n'est brièvement par la justice italienne qui a vite reculé, voyant que l'homme était toujours soutenu par le pape.

Toujours selon *L'Humanité*, Jean-Paul II aurait aussi « *relevé le drapeau du mouvement ouvrier et de la justice sociale face à l'unification mondiale du marché économique* » : on n'en croit pas ses oreilles ni ses yeux ! On relèvera encore que trois jours de deuil ont été décrétés en Italie mais aussi... à Cuba ! Et puis bien sûr, la bourgeoisie n'a pas pu s'empêcher d'utiliser la mort du pape pour nous servir le « oui » à la Constitution, comme elle a utilisé les commémorations de la libération des camps nazis (rappelons-nous Chirac et sa clique à Auschwitz) dans le même but. José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, a déclaré : « *Il s'est inlassablement battu, comme lui seul savait le faire, pour la cause d'une Union européenne toujours plus*

*étroite, au point de bien mériter le titre de père fondateur de l'Europe unie* ». Barroso n'a pas tort car Jean-Paul II et ses acolytes ont largement prêché la construction européenne bourgeoise. Saluant la signature de l'Acte unique visant à réaliser un marché européen, Jean-Paul II a béni en 1989 la progression de la « *solidarité européenne* »<sup>5</sup>. L'Église catholique, pape en tête, s'est ensuite montrée favorable au traité de Maastricht. Il y a quelques semaines, l'épiscopat européen s'est encore félicité de ce que le traité constitutionnel reconnaît « *l'héritage religieux de l'Europe ainsi que les Églises et leur contribution à la société* » ; les évêques ont invité les chrétiens à « *prendre leurs responsabilités en mettant en pratique le nouveau traité constitutionnel et en le faisant fonctionner* ».

Il est bon dès lors, pour les militants ouvriers, de prendre tout cela au sérieux, au-delà du folklore et de la bigoterie, car Jean-Paul II et son successeur Ratzinger représentent bel et bien des ennemis de la révolution.

### Jean-Paul II complice des dictatures

Politiquement, Jean-Paul II (l'homme et ce qu'il représente institutionnellement, à la tête de l'Église catholique) a soutenu les pires dictatures. Il est apparu au Chili en 1987 côte à côte avec Pinochet, après lui avoir cordialement serré la main, sur le balcon de la Moneda, lieu symbolique des massacres de septembre 1973. Lors de ses différents voyages en Amérique latine, il n'a jamais dit un mot des tortures et des disparitions en Argentine. Au Nicaragua, la politique pontificale est depuis des années purement et simplement inféodée à Washington et à ses intérêts, depuis sa lutte contre la révolution sandiniste. Jean-Paul II a aussi abandonné publiquement l'archevêque du Salvador Romero qui venait lui demander de l'aide en 1980 alors que se perpétuaient des massacres par les escadrons de la mort soutenus par les Américains ; Oscar Romero a été assassiné à son retour au pays.

L'élection de Wojtyła a, à cet égard, bel et bien représenté un retour à une extrême centralisation du pouvoir de l'Église, par exemple en matière de nomination des évêques.

Depuis, les forces les plus conservatrices se trouvent à la tête du clergé latino-américain, totalement soumises aux dictatures et autres pouvoirs mis en place par des coups d'État militaires. Alfonso Lopez Trujilla, archevêque de Medellin en Colombie, peut en outre être suspecté d'avoir passé un contrat au nom de l'Église colombienne avec le cartel mafieux des trafiquants de cocaïne : lui ne s'en est pas vanté, mais l'archevêque de Bogota, Castillon Hoyos, l'a pour sa part reconnu, estimant que « *faire servir au bien un fruit du mal* » n'était pas « *pécher* »... Et c'est ce même Hoyos qui a été placé à la direction de la CELAM, la Conférence épiscopale des évêques latino-américains.

### Jean-Paul II complice de « la sainte mafia »

Avec le soutien inconditionnel accordé par Wojtyła à l'Opus Dei, la « *sainte mafia* »<sup>6</sup>, c'est une autre allégeance aux dictatures de tous ordres qu'il a manifestée. En effet, José Maria Escriva de Balaguer, le fondateur de l'Opus Dei créé en 1928, fut le directeur de conscience de Franco et le père spirituel de Pinochet. C'est cet homme à l'ambition sans borne, véritable manipulateur s'étant même octroyé le titre de marquis, que Jean-Paul II a béatifié le 17 mai 1992 et canonisé en octobre 2002, au nom de ses « *vertus héroïques* ». Il n'a pourtant pas brillé par sa résistance au « *Caudillo* » ! Tous ses prêches s'achevaient par une « *prière pour les autorités militaires, politiques et ecclésiastiques* », le tout dans l'Espagne franquiste. Plusieurs des ministres de Franco étaient des membres de l'Opus Dei, tels Alberto Ullstares Calvo, ministre du Commerce, Mariano Navarro Rubio, ministre des Finances, Loreano Lopez Rodo, secrétaire général à la présidence ; à la fin des années 1960, sur dix-neuf ministres franquistes, sept étaient membres de l'Opus et dix en étaient sympathisants<sup>7</sup> ! En 1969, en Espagne, un scandale de corruption éclata qui éclaboussa largement l'Opus Dei : certains de ses plus éminents membres trempèrent dans une gigantesque fraude, via la société commerciale

<sup>6</sup> Voir l'enquête minutieuse menée par Yvon Le Vaillant, *La Sainte Mafia. Le dossier de l'Opus Dei*, Paris, Mercure de France, 1971.

<sup>7</sup> Luc Nefontaine, *L'Opus Dei*, Paris, Cerf, 1993, p. 89.

<sup>1</sup> Philippe Levillain, François-Charles Uginet, *Le Vatican ou les frontières de la grâce*, Paris, Calmann-Lévy, 1984, p. 119.

<sup>2</sup> Constance Colonna-Cesari, *Le pape combien de divisions ?*, Paris, Dagorno, 1994, p. 41.

<sup>3</sup> *Ibidem*, p. 39.

<sup>4</sup> Philippe Levillain, François-Charles Uginet, *Le Vatican ou les frontières de la grâce*, op. cit., p. 120.

<sup>5</sup> Christine de Montclos, « Le Saint-Siège et la construction de l'Europe », in Jean-Benoît d'Onorio (dir.), *Le Vatican et la politique européenne*, Paris, Mame, 1994, p. 95.

Matesa, détournant plus de dix milliards de pesetas de deniers publics.

Les liens de l'Opus Dei — surnommée la « garde noire du pape » — avec la haute finance sont désormais connus. Christian Torras, directeur d'un journal pourtant catholique, la revue *Gollais*, explique : les hommes de l'Opus Dei n'existent pas dans les diocèses ; « ils ne font que du lobbying théologique et économique. Ils ont mené une incroyable guerre d'appareil. Quand on voit les finances du Vatican, toujours dans le rouge, on sait qui renfloue les caisses. Pour l'Opus Dei, l'argent n'a pas d'odeur. Le don n'existe pas. Il n'est qu'un seul et unique apostolat : le business »<sup>1</sup>.

Que par ailleurs les membres de l'Opus Dei s'adonnent à des mortifications sado-masochistes du type garrots aux poignets, aux mollets, à la taille (Escriva prônait de traiter le corps en ennemi), libre à eux ! D'anciens adeptes de l'« œuvre » ont apporté des témoignages sans appel sur ses méthodes : pressions psychologiques, notamment sur des adolescents, « terrorisme spirituel », « endoctrinement » et « lavage de cerveau »<sup>2</sup>, culte de la personnalité du fondateur, enquêtes approfondies sur la vie privée des familles des membres, entretien d'un sentiment de culpabilité permanent débouchant sur de nombreuses dépressions et des suicides<sup>3</sup>... : une secte à l'esprit totalitaire, à n'en point douter.

Mais cette secte a d'immenses avantages pour la papauté : outre qu'elle inculque l'idée selon laquelle l'autorité, la primauté et l'infaillibilité du pape doivent être posées en principes absolus et indubitables, les appuis politiques et les réseaux financiers de l'Opus Dei lui permettent de contrôler un véritable empire de presse (600 journaux et magazines, 58 émissions de télévision et de radio, une trentaine d'agences de presse, des maisons de production, etc.) sans compter ses écoles, ses éditions de manuels scolaires et de bandes dessinées. Jean-Paul II était tellement attaché à cette institution réactionnaire parmi les réactionnaires qu'il lui a conféré un statut inédit dans l'histoire de l'Église : il en a fait une « prélatrice personnelle ».

### Jean-Paul II complice d'assassinats

Que penser encore, en marxistes, de la théologie de la libération et du combat acharné que Jean-Paul II a livré contre elle ? *L'Humanité* du 4 avril 2005 parlait au sujet de ce courant de pensée de « l'une des grandes espérances de la fin du XXe siècle ». L'éditorial allait jusqu'à dire que la théologie de la libération rapprochait les motivations du « Jésus des pauvres » avec le marxisme. Qu'en est-il ?

La théologie de la libération est apparue en Amérique latine au cours des années soixante, dans une situation objective de grande misère sur ce sous-continent. Sous l'influence du prêtre péruvien Gustavo Gutiérrez, en 1968, à Medellín, la majorité des évêques latino-américains adoptent « l'option préférentielle aux pauvres ». Et depuis, il est vrai que les Églises brésilienne et chilienne militent pour la restitution aux paysans des terres qui leur ont été confisquées et pour une plus juste répartition des richesses. Il s'agit de promouvoir une « évangélisation libératrice ». Certains évoquent même la distribution des biens de l'Église. Les communautés de base qui organisent les populations les plus pauvres dans le cadre de la théologie de la libération visent à établir une justice sur le fondement de la foi. Concrètement, et selon les termes de Gustavo Gutiérrez, il y a lieu de pratiquer avant toutes choses l'« engagement de charité » surtout envers les petits paysans surexploités et les populations des bidonvilles. Le but reste tout de même, avant tout, la « libération du péché et la communion

de l'homme avec Dieu »<sup>4</sup>. Il ne s'agit bien évidemment pas là de marxisme, comme certains voudraient le faire croire, pour le condamner ou l'encenser. Selon Gutiérrez, le seul point commun entre marxisme et foi chrétienne est « l'utopie »... Ce qui n'empêche pas les théologiens de la libération de lire Marx ou Gramsci. Il n'en reste pas moins que le marxisme est à leurs yeux une vision matérialiste et individualiste contraire aux principes chrétiens. En outre, ils ne prônent pas la lutte de classes ; simplement, ils la constatent ; ils souhaitent la combattre par l'avènement d'une société plus juste et conforme à l'Évangile, tout en soulignant la transcendance de leur théologie. D'ailleurs, Gutiérrez a pu faire preuve d'allégeance à sa hiérarchie et au pape en particulier : « Je ne veux pas me présenter comme un antipape, déclare-t-il en 1986. Je suis d'accord avec les mots de Jean-Paul II. »<sup>5</sup>

Pourtant, la théologie de la libération constitue naturellement aux yeux du Vatican une déviance doctrinale contre laquelle il faut lutter avec toutes les armes possibles. En 1984, le document *Libertatis nuntius* a condamné ce qu'il nomme une « hérésie marxiste ». La même année, le prêtre brésilien Leonardo Boff a été convoqué au Vatican, véritablement harcelé, il a subi de multiples mesures disciplinaires et a été finalement astreint au silence en mai 1985. En 1987, Jean-Paul II est resté sans un mot de condamnation face aux divers attentats sanglants perpétrés contre les adeptes de la théologie de la libération, par exemple celui commis contre Ignacio Ellacuría, prêtre et directeur de l'université de San Salvador, sauvagement assassiné en novembre 1989 avec d'autres collaborateurs par un commando des « escadrons de la mort ». Des centaines de meurtres ont ainsi eu lieu. Or, le Vatican et l'Église ont directement fourni des informations aux militaires, par exemple lors de la conférence de la Mar del Plata, en novembre 1987, réunie sur le thème de lutte contre le « mode de pénétration » du « mouvement communiste international » « à travers la théologie

<sup>3</sup> Témoignage d'Alberto Moncada, ancien responsable de l'Opus Dei en Espagne, cité par Luc Nefontaine, *idem*, p. 76.

<sup>4</sup> Gustavo Gutiérrez, *Théologie de la libération... Perspectives*, Limas, 1971.

<sup>5</sup> Cité par Pedro Miguel Lamet, *Jean-Paul II, le pape aux deux visages*, *op. cit.*, p. 383.

<sup>1</sup> Cité par Alain Vircondelet, *Jean-Paul II*, Paris, Julliard, 1994, p. 451.

<sup>2</sup> Témoignage par exemple de Maria Angustias Moreno, membre de la branche féminine de l'œuvre pendant quatorze ans, cité par Luc Nefontaine, *L'Opus Dei*, *op. cit.*, p. 72.

de la libération, notamment»<sup>1</sup>. Ces persécutions non seulement ont laissé le Vatican de marbre, mais encore il y a trempé en aidant objectivement les assassins. Pour lutter contre la théologie de la libération, le Vatican dispose désormais d'une des premières banques de données informatisées de l'Église : il a ainsi stocké une masse de données concernant les prêtres « rouges ». La NED fondée par Reagan vise pour sa part à financer les groupes et syndicats latino-américains luttant contre la théologie de la libération.

L'Amérique latine représente évidemment un enjeu de taille pour l'Église, avec environ 400 millions de baptisés et 50 % des catholiques du monde. Il est indéniable que les religieux et les laïcs se réclamant de la théologie de la libération ont cherché et cherchent encore, en dépit des persécutions, à aider les plus pauvres au quotidien, bousculant la hiérarchie catholique au point de l'inquiéter sérieusement. Mais les marxistes ne sauraient encenser comme une « espérance » une pensée et une action aux fondements essentiellement religieux... À l'heure où la lutte de classes se montre héroïque, en Équateur, en Argentine, en Bolivie, au Mexique, on ne saurait soutenir une idéologie qui la combat.

### Jean-Paul II complice de génocide

Enfin, on peut l'affirmer sans ambages, Jean-Paul II est l'un des responsables indirects de la propagation du sida, notamment en Afrique où l'on peut décemment parler de « génocide », puisque la maladie est en train de décimer la population. Les chiffres officiels de l'ONU-Sida<sup>2</sup> font état de plus de deux millions de morts en Afrique subsaharienne l'an passé et de 25 millions de personnes infectées. Quant aux projections sur 20 ans, ce sont soit 64 millions de morts (si la situation actuelle est maintenue, c'est-à-dire si seules 5 % des personnes contaminées reçoivent un traitement) soit 48 millions de morts (si « une politique exceptionnellenent audacieuse » était mise en œuvre, évaluée à 195 milliards de dollars sur vingt ans, c'est-à-dire moins que ce que coûte un an de guerre en Irak : 200 milliards de dollars). Or, Jean-Paul II, condamnant absolument la contraception, a laissé croire aux

populations africaines qu'il « visitait » que le préservatif ne protégeait pas du sida. Lors d'un voyage en Ouganda en 1993, il a affirmé que « la chasteté était l'unique manière sûre et vertueuse » d'y mettre fin.

De fait, pour le pape et ses sbires du Vatican et d'ailleurs, la contraception est « totalement illicite ». En 1989, les évêques de France, par leurs pressions exercées sur les pouvoirs publics, sont d'ailleurs parvenus à faire retirer du marché la pilule abortive RU 486. Plus largement, toutes les questions touchant à la sexualité et à la « morale » ont fait l'objet de la « pensée » ultra-réactionnaire de Wojtyla. JP II n'a cessé de vouer aux gémonies les « législations contraires à la vie » conduisant selon lui « à la décadence, non seulement morale, mais aussi démographique et économique »<sup>3</sup>. Pour lui, ces lois étaient « un germe de corruption de la société et de ses fondements ». Il a ainsi condamné comme « gravement contraires à la chasteté » la pornographie et la masturbation, a dénoncé l'homosexualité comme « comportement intrinsèquement désordonné » fermant « l'activité sexuelle au don de la vie », et n'a eu de cesse de condamner le divorce, la procréation artificielle et ce qu'il appelait « l'utilisation détournée » du diagnostic prénatal, la fécondation in vitro. En juin 1991, lors d'un voyage en Pologne, Jean-Paul II a assimilé l'avortement à un génocide. Il a réitéré une telle comparaison peu de temps avant sa mort, sans que les médias s'en émeuvent. Moins tragiquement, en février 1990, le pape s'est fendu d'une nouvelle « charte spirituelle » stipulant que le tabagisme et même la gourmandise étaient des « péchés à bannir »<sup>4</sup> ! Lors de l'audience générale du 8 octobre 1980, il est allé jusqu'à condamner le fait qu'un mari regarde avec désir sa propre femme<sup>5</sup>.

Le pape a constamment chassé sur ses propres terres pour lutter contre toute « déviation » morale. En juillet 1986, l'Américain Charles Curran a été privé de sa chaire d'enseignement de théologie morale à l'université catholique de Washington pour avoir suggéré une tolérance nouvelle à

l'égard des « problèmes de perversion » tels que l'homosexualité, la masturbation ou les rapports sexuels dans l'Église.

Le pape et ses disciples du Vatican ont en outre tout fait pour saboter la conférence sur la population et le développement de l'ONU de septembre 1994, afin d'éviter que ne soient légitimés au niveau international la contraception et l'avortement. Les vaticanistes ont appelé cette campagne « l'offensive de printemps ». Rencontrant la sous-secrétaire des Nations Unies pour le programme sur la population et le développement, Nafis Sadik, le pape lui a tenu ce langage : la contraception n'est licite qu'avec les « méthodes naturelles » ; pourtant, même les évêques allemands reconnaissent que la méthode ogino-knaus n'est pas adéquate ; mais le pape a fustigé son propre camp, en affirmant que ces évêques étaient influencés par « la société matérialiste allemande ». À la remarque de Sadis selon laquelle 200 000 femmes meurent chaque année des suites d'avortements, « Sa Sainteté » a daigné répondre : « Ne croyez-vous pas que ce sont les femmes les responsables des comportements irresponsables des hommes ? »<sup>6</sup> Pas précisément, l'homme qui aimait les femmes, ce Jean-Paul II ! Le 25 mars 1995, dans l'encyclique *Evangelium vitae*, il a encore stigmatisé l'avortement comme un acte tyrannique, totalitaire et antidémocratique...

En revanche, ce pape n'a jamais condamné la peine de mort, bien au contraire : elle représentait, selon lui, une forme de légitime défense, une manière de « préserver l'ordre public », d'après la mal nommée encyclique *L'évangile de la vie*. Deux poids et deux mesures donc, dans sa conception du « droit à la vie ».

Quant aux véritables massacres de populations entières, il s'est bien gardé de les condamner. Jean-Paul II est allé célébrer en grande pompe, en 1992, le 500<sup>e</sup> anniversaire de la découverte et de l'« évangélisation » du continent américain. On sait pourtant que celle-ci s'est traduite par l'extermination des populations indiennes par les conquistadores. De fait, pendant la visite du pape, ces populations indiennes protestaient contre le génocide. Un de plus qu'a couvert ce prétendu « Saint »-« Père » !

<sup>1</sup> Constance Colonna-Cesari, *Le Pape combien de divisions ?*, op. cit., p. 100.

<sup>2</sup> Cités par *Informations ouvrières* (journal du PT) du 31 mars.

<sup>3</sup> Cité par Henri Madelin, « La conception de la société dans les encycliques de Jean-Paul II », in *La Société dans les encycliques de Jean-Paul II*, op. cit., p. 52.

<sup>4</sup> C. Colonna-Cesari, *Urbi et orbi Enquête sur la géopolitique vaticane*, op. cit., p. 83.

<sup>5</sup> Pedro Miguel Lamet, *Jean-Paul II, le pape aux deux visages*, op. cit., p. 432.

<sup>6</sup> *Ibidem*.

Les militants communistes révolutionnaires ne doivent donc surtout pas sous-estimer le rôle politique majeur du Vatican dans le combat des classes dominantes pour maintenir le système capitaliste d'exploitation, d'oppression et d'aliénation contre les travailleurs et les peuples. Ils doivent au contraire dénoncer résolument et combattre constamment l'Église catholique et toutes les autres. Ils doivent exiger notamment la remise de leurs biens mobiliers et immobiliers dans les mains du peuple travailleur, à commencer par la collectivisation de l'État fantoche du Vatican, dont le territoire et les biens doivent revenir aux travailleurs italiens. Et, tout en se prononçant pour la laïcité de l'État et pour que la religion soit traitée comme une

NOTRE HISTOIRE

affaire privée, ils doivent se battre pour l'instruction du peuple et la diffusion militante du matérialisme et du marxisme.

Laura Fonteyn

**AMIS LECTEURS,**  
le Groupe CRI a besoin de vous !

• **Aidez-nous à améliorer ce journal :** envoyez vos remarques, vos critiques, vos contributions...

• **Aidez-nous à faire connaître ce journal :** parlez-en à un(e) ami(e), faites-le circuler, participez à nos diffusions...

• **Aidez-nous à financer nos activités (en particulier nos diffusions massives de tracts et nos frais de transports militants nationaux et internationaux) :** versez une contribution ponctuelle ou (c'est encore mieux !) régulière.

**POUR TOUT CONTACT :**  
**groupecri@free.fr**  
**ou 06 64 91 49 63**

## LES TROTSKYSTES EN INDOCHINE DE 1930 À 1946

Cet article se propose de retracer brièvement l'histoire des trotskystes en Indochine de 1930 à 1946. C'est une période relativement peu connue, mais importante pour le mouvement trotskyste en général car il s'agit d'une des rares occasions où des trotskystes ont joué un rôle politique de premier plan et ont eu une grande influence dans les masses populaires.

De 1930 à 1932, les premiers groupes clandestins se réclamant de l'Opposition de Gauche commencèrent à s'organiser à Saigon, en Cochinchine. De 1933 à 1937, on assista à une collaboration insolite entre trotskystes et staliniens autour du journal *La Lutte*. En 1945, les principaux dirigeants trotskystes sortirent de prison, où ils avaient été jetés au début de la Seconde Guerre Mondiale, et tentèrent de réorganiser le mouvement. Mais bientôt, ils furent assassinés et leurs organisations liquidées par le Viêt-Minh sous la conduite des staliniens.

### Contexte historique et situation sociale et économique du Viêt-Nam en 1930

#### La colonisation

Avant la colonisation française, le Viêt-Nam était gouverné par une monarchie despotique s'appuyant sur un système mandarin hiérarchisé. Son économie était très arriérée et reposait essentiellement sur l'agriculture. Cette agriculture se pratiquait de manière archaïque, sur des superficies très réduites. L'artisanat et le commerce étaient très peu développés. L'écrasante majorité de la population vivait de manière misérable.

La colonisation militaire française commença en 1859. La France fit de la Cochinchine (sud) une colonie française tandis que l'Annam (centre) et le Tonkin (nord) devinrent des « protectorats » français. L'exploitation économique du Viêt-Nam ne débuta véritablement qu'à partir de 1900. Elle se traduisait en pratique par la mise en place des plantations d'hévéas, des mines et de quelques industries de transformation (cimenterie, distillation...). Cependant, la quasi-totalité des matières premières extraites était exportée vers la métropole et ne servait pas à un développement conséquent de l'industrie locale.

Néanmoins, ce développement industriel, même embryonnaire, eut pour effet de produire une nouvelle catégorie de travailleurs. On compta ainsi en 1933, 223 000 travailleurs de l'industrie ou des plantations d'hévéas, soit 1,5 % de la population<sup>1</sup>. Ces ouvriers travaillaient dans des conditions particulièrement difficiles et gagnaient des salaires misérables.

#### Premières réactions

Le peuple vietnamien n'avait jamais cessé de se battre contre l'impérialisme français depuis le début de la colonisation. Ce combat se menait d'abord sous la direction des mandarins et des militaires insoumis. Des lettrés cherchaient ensuite l'aide des pays étrangers, notamment celle de la Chine ou du Japon, pour renverser la domination française.

<sup>1</sup> Cité par Anh Van et Jacqueline Roussel dans *Mouvements nationaux et lutte de classe au Viêt-Nam*, Publications de la IV<sup>e</sup> internationale, 1947.

#### Les partis collaborationnistes

Au sortir de la Première Guerre Mondiale, la bourgeoisie et la petite bourgeoisie indigènes s'étaient renforcées, mais encore trop faibles, elles acceptaient le rôle de *compradore* de l'impérialisme. Ainsi lit-on dans la thèse de doctorat de Huynh Xuân Canh : « *L'Indochine, qu'elle le veuille ou non, ne peut encore se passer de la tutelle de la France, et la richesse pour l'une est aussi un peu de bien-être pour l'autre.* »<sup>2</sup> Toute une frange de cette bourgeoisie se retrouvait donc dans des partis plus conciliants qu'opposés au gouvernement colonial, comme le Parti Constitutionnaliste ou le Parti Progressiste.

#### Le Kuomintang vietnamien

En 1927 se constitua au Tonkin le Viêt Nam Quốc Dân Đảng (Kuomintang vietnamien), parti nationaliste dont le but était de chasser l'impérialisme par la violence pour établir un gouvernement républicain démocratique. En février 1930, il fomenta l'insurrection des tirailleurs de la garnison de Yen-Bay, qui fut réprimée dans le sang. Le Parti fut ensuite annihilé, frappé par la répression féroce du gouvernement colonial.

#### Le Thanh Niên, puis le PCI

En 1925, Nguyễn Ai Quốc, le futur Hô Chi Minh, créa à Canton, en Chine, le Viêt Nam Cach Mang Thanh Niên Hôi (Association de la Jeunesse Révolutionnaire du Viêt-Nam). Son but

<sup>2</sup> *Ibid.*

était de recruter des jeunes Annamites sur place ou du pays, de les former politiquement et de les renvoyer ensuite construire l'organisation à l'intérieur du pays. En 1929, environ 200 militants avaient ainsi été formés, et on comptait un millier d'adhérents ou sympathisants du Thanh Niên en Indochine. En 1930, il se réorganisa en Đông Duong Công San Dang (Parti Communiste Indochinois) et adhéra officiellement à l'Internationale communiste (IC) en 1931. L'histoire du PCI en ces années, regardée parallèlement avec celle du Parti communiste chinois et celle de l'IC, est riche d'enseignements, mais son étude dépasserait le cadre de cet article.

Des mouvements de protestation de grande ampleur secouèrent le pays du Nord au Sud en 1930-1931. En effet, à la suite de mauvaises récoltes, des milliers de paysans manifestèrent à partir de mai 1930 devant les centres administratifs pour demander la diminution ou le report de l'impôt. En septembre 1930, ces manifestations prirent une tournure insurrectionnelle en Annam. Les paysans s'érigèrent en soviets, exécutèrent notables et propriétaires, prirent en main l'administration dans plusieurs provinces de l'Annam. Mais ces tentatives furent bientôt réprimées violemment par le gouvernement colonial (4000 arrestations, plus de 1700 morts). Le PCI, tenu pour responsable, fut impitoyablement traqué et quasiment décimé.

### **Naissance des organisations trotskystes au Viêt-Nam (1930-1932)**

Les organisations trotskystes au Viêt-Nam naquirent sous l'impulsion des étudiants revenus de France, où ils avaient été en contact avec des oppositionnels comme Rosmer. Penchons-nous un moment sur l'un d'eux, Ta Thu Thâu, figure importante du mouvement trotskyste au Viêt-Nam.

#### *Ta Thu Thâu*

Ta Thu Thâu (1906-1945) arriva en 1927 à Paris où il s'inscrivit à la Faculté des Sciences. Il rejoignit le Viêt Nam Dộc Lập Dang (Parti pour l'Indépendance du Viêt-Nam) dont il prit la direction en 1928. La période 1928-1929 marqua un glissement idéologique de Ta Thu Thâu et de ses camarades du nationalisme radical au marxisme. Cependant, ils étaient mécontents de la politique aussi bien de l'Internationale Communiste que de sa section française.

Ta Thu Thâu écrivit : « *Après cette constatation que la bourgeoisie indigène née artificiellement n'est capable d'aucune révolution, écoutons Doriot<sup>1</sup> professer maintenant sa théorie coloniale : "révolution bourgeoise démocratique d'abord", dit-il dernièrement [...]. Aussitôt défilent dans mon esprit avec une netteté aveuglante les horribles scènes de torture en Chine lors de l'expérience*

<sup>1</sup> Membre du CC du PCF. Il sera plus tard exclu du PCF et tournera au fascisme.

*"révolutionnaire" Tchang Kai Tchek-Staline. Doriot peut-il comprendre que, frappée d'impuissance congénitale, la bourgeoisie indigène ne fera pas sa révolution démocratique, mais se placera au côté de l'impérialisme ? »<sup>2</sup> Il fustigeait ainsi l'Internationale Communiste qui avait conduit au massacre des milliers d'ouvriers chinois par sa politique d'alliance organique avec le Kuomintang nationaliste.*

Concernant plus précisément la politique du PCF vis-à-vis de l'Indochine, Ta Thu Thâu écrivait aussi : « *Cette grave lacune [i.e. le manque de préparation idéologique et de formation théorique, NdlR] fut signalée plus d'une fois à l'Internationale Communiste et à sa section française. Qu'ont-ils fait pour la combler? Le parti français continue à entraîner les éléments d'ailleurs petits-bourgeois qu'il encadre vers une agitation stérile, sans penser à la formation des cadres. [...] Ce n'est plus entre nous et l'Internationale une question de différence tactique. C'est la vieille lutte que Lénine a toujours menée contre la spontanéité dans le mouvement révolutionnaire, contre l'empirisme révolutionnaire dégénérant en opportunisme d'autant plus hideux qu'aux yeux des masses il porte encore le manteau révolutionnaire.* »<sup>3</sup>

Ta Thu Thâu et ses camarades rejoignirent ainsi fin 1929 l'Opposition de Gauche en France, dirigée alors par Alfred Rosmer. Lorsqu'éclata la révolte de Yen-Bay en 1930, Ta Thu Thâu rédigea en avril-mai plusieurs articles pour *La Vérité*, organe de la Ligue Communiste. Le 24 mai, il organisa avec ses camarades une manifestation devant le Palais de l'Élysée dénonçant la condamnation à mort des insurgés Yen-Bay. Les manifestants furent arrêtés et expulsés au Viêt-Nam.

#### *L'Opposition à Saigon en 1932*

En 1932, il existait trois groupes de l'Opposition de Gauche à Saigon :

- *Đông Duong Công San* (Communisme Indochinois), organisé autour de Ta Thu Thâu ;

- *Thang Muoi* (Octobre) organisé autour de Đào Hưng Long et Hồ Hữu Tuông, un autre expulsé de France ;

- *Ta Dôi Lập Tùng Thu* (Éditions de l'Opposition de Gauche), animé par Huỳnh Văn Phương et Phan Văn Chanh, deux amis de Ta Thu Thâu expulsés comme lui à la suite de la manifestation des Champs-Élysées. Ce cercle d'études diffusait des traductions des classiques du marxisme en vietnamien.

Ces trois groupes clandestins étaient actifs parmi les coolies et les ouvriers de Saigon et comptaient quelque dizaines de militants. Bien que travaillant ensemble à certains moments, ils étaient divisés sur la tactique vis-à-vis des stalinien.

Cependant, ce mouvement, à peine né, fut momentanément brisé par la répression

<sup>2</sup> Ta Thu Thâu, « À la lueur de la révolte de Yen Bay », dans *La Vérité* n° 31, 11 avril 1930.

<sup>3</sup> Ta Thu Thâu, « La révolte de Yen Bay et ce qu'elle signifie », dans *La Vérité* n° 30, 4 avril 1930.

consécutive aux événements de 1930-31. En août 32, la Sûreté arrêta la plupart des militants trotskystes et les jeta en prison.

### **Le front unique trotskystes-stalinien autour de *La Lutte* (1933-1937)**

#### *Les campagnes électorales*

Il existait sous le gouvernement colonial un Conseil Municipal de Saigon, instance consultative sans pouvoir réel. Seules les personnes soumises à l'impôt personnel pouvaient voter, ce qui faisait 4332 électeurs sur une population de 300 000. Ces électeurs étaient en majorité employés, commerçants ou fonctionnaires. La représentation annamite avait été l'apanage du Parti Constitutionnaliste pendant des années. Les révolutionnaires voulaient s'en servir comme tribune légale pour diffuser plus largement leurs idées dans les masses. Ainsi sous l'autorité du nationaliste Nguyễn An Ninh, que tous considéraient comme leur aîné, se constitua un front électoral commun pour les élections de mai.

Le 21 avril, un meeting électoral se tint devant une foule nombreuse et effervescente. Une liste électorale composée d'intellectuels et d'ouvriers fut présentée. Les candidats exposèrent leurs objectifs : droit syndical, droit de grève, journée de huit heures, suffrage universel, repas gratuits pour les chômeurs, création de crèches, etc. L'auditoire se familiarisait avec des vocables inédits : « capitalistes », « syndicats », « grèves », « lutte de classe », etc. Trois jours plus tard parut le n° 1 de *La Lutte*, tiré à 10 000 exemplaires, où figuraient notamment le programme politique de la liste, une initiation au syndicalisme et une attaque contre le Parti Constitutionnaliste. Le 7 mai, et pour la première fois dans l'histoire de la colonie, deux candidats « communistes » (Nguyễn Văn Tao et Trần Văn Thach), furent élus au Conseil Municipal de Saigon. Mais leur élection fut bientôt invalidée par l'administration coloniale.

En octobre 1934, l'expérience de *La Lutte* fut tentée de nouveau, cette fois de manière plus régulière et durable. Son comité de rédaction se composait de trois nationalistes (dont Nguyễn An Ninh), de quatre stalinien (dont Nguyễn Văn Tao, qui avait fait les manifestations des Champs Élysées), et de cinq trotskystes (dont Ta Thu Thâu, Phan Văn Chanh, Huỳnh Văn Phương, Hồ Hữu Tuông). Cependant, il semble que l'influence des stalinien fut prépondérante jusqu'en 1936. La ligne éditoriale était : lutte contre le pouvoir colonial et ses alliés (Parti Constitutionnaliste) ; soutien des revendications des ouvriers et des paysans ; échos des luttes dans le monde ; histoire des mouvements révolutionnaires passés ; diffusion du tronc commun de la pensée marxiste. D'un accord mutuel, on s'abstenait cependant de critiquer l'URSS ou l'Opposition de Gauche.

En 1935 eurent lieu les élections au Conseil Colonial de Cochinchine et au Conseil Municipal de Saigon. *La Lutte*

présenta à chaque fois une liste intellectuels-ouvriers et à chaque fois elle obtint des élus. Son influence grandissait manifestement dans la petite bourgeoisie et dans le menu peuple.

#### *L'activité des trotskystes*

On a vu qu'il existait des divergences à l'intérieur même du courant trotskyste. En dehors de la collaboration au hebdomadaire *La Lutte*, les trotskystes étaient organisés dans deux groupes principalement : le groupe *La Lutte*, mené par Ta Thu Thâu, et le groupe *Octobre*, dirigé par Hô Huu Tuong. *Octobre* critiquait notamment *La Lutte* pour sa collaboration trop étroite avec les stalinien.

Ces deux tendances déployaient des efforts considérables pour organiser le mouvement syndical. En 1937, elles impulsèrent notamment la création de la Fédération Syndicale de Cochinchine. Cette Fédération était implantée dans au moins 39 entreprises de Saïgon et influente dans certaines d'entre elles, dont l'Arsenal, les chemins de fer, le tramway ou encore chez les dockers. Ainsi les militants trotskystes jouèrent-ils un rôle prépondérant dans l'organisation des grèves de 1936-1937 au Sud.

Cependant malgré leur influence, l'une et l'autre tendances gardaient une structure de groupe, sans arriver à construire un parti solidement organisé et de masse, contrairement au PCI. En effet, ce dernier s'était réorganisé après sa quasi-liquidation en 1930-1931. Il avait prit un essor incontestable et possédait une structure solide, ramifiée à l'échelle nationale. Comment expliquer ce contraste ? Selon l'historien Daniel Héméry, Ta Thu Thâu « était avant tout un tribun, par tempérament personnel peut-être »<sup>1</sup>. Nous pouvons raisonnablement faire l'hypothèse que le PCI bénéficiait d'un soutien important de l'URSS et de la Chine (logistique, théorique — formation des cadres en Chine —, financier...), soutien sur lequel ne pouvaient évidemment pas compter les trotskystes vietnamiens.

#### **La rupture du front unique et les événements qui s'ensuivirent (1936-1939)**

##### *L'élection du Front Populaire en France et l'effervescence en Indochine*

En 1936, le Front Populaire fut porté au pouvoir en France. Cela provoqua un immense espoir en Indochine. Parallèlement aux occupations d'usines en France, des vagues de grèves monstres secouèrent l'Indochine du Nord 1936 à février 1937. En même temps, *La Lutte* lança la formation des Comités d'Action, destinés à recueillir les plaintes des ouvriers et paysans, en vue d'un Congrès Indochinois. Ce Congrès devait accueillir la commission d'enquête parlementaire

<sup>1</sup> Daniel Héméry, *Révolutionnaires vietnamiens et pouvoir colonial en Indochine*, Editions Maspero, 1975.

venue de métropole. À peine lancés, ces CA eurent un succès fulgurants : en 2 mois, quelques 600 CA furent créés. L'effervescence populaire était telle que l'administration coloniale, inquiète du dynamisme du mouvement, y mit un coup d'arrêt. Elle interdit en effet les réunions publiques, jeta momentanément en prison plusieurs militants dont Ta Thu Thâu et Nguyễn An Ninh. Des entreprises licencierent les ouvriers participant aux CA.

Néanmoins, l'importance des grèves et l'essor des CA obligèrent la métropole à des concessions. Ainsi le décret Blum-Moutet de décembre 1936 « réglementa le travail libre [...], interdit l'emploi des enfants de moins de 12 ans... ». Il y eut aussi quelques augmentations de salaires. Cependant, ni droit syndical, ni droit de grève, ni droits aux délégués ne furent accordés...

#### *Divergences entre les trotskystes et les stalinien*

Le PCI adopta en 1936 la ligne définie par l'Internationale Communiste et déjà adoptée par le PCF, consistant en la constitution d'un Front Populaire Indochinois antifasciste avec des forces « de gauche ». Il devait également soutenir le Gouvernement de Front Populaire en métropole, et ne pouvait donc critiquer librement l'administration coloniale. Les trotskystes en revanche étaient résolument attachés à un Front Unique anti-impérialiste, et refusèrent tout soutien ou toute neutralité à l'égard du Front Populaire (français).

D'autres éléments contribuèrent à la rupture : le début des procès de Moscou, l'intensification des diffamations anti-trotskyistes par le régime stalinien... De plus, aussi bien les organisations trotskystes clandestines que le PCI s'étaient développés durant les années précédentes et pouvaient donc se passer d'une collaboration de plus en plus insoutenable. À l'été 1937, les stalinien quittèrent *La Lutte*.

#### **Après la rupture**

au Sud de juin *La Lutte* était désormais sous le contrôle des trotskystes. Les stalinien constituèrent avec le Parti Constitutionnaliste un Front Démocratique. En juillet 1938, ils soutinrent l'emprunt de 33 millions de piastres « pour la défense de l'Indochine » et le recrutement de 20 000 indigènes par le gouvernement de Dalladier. Les trotskystes, désormais membres de la IV<sup>e</sup> Internationale fondée en septembre 1938, défendaient le défaitisme révolutionnaire consistant à « dégager le caractère impérialiste de toute guerre en ce pays entre l'impérialisme français et un autre impérialisme envahisseur et à expliquer aux masses qu'en cas de guerre, elles n'auront personne pour les défendre »<sup>2</sup>. À

<sup>2</sup> Cité par Ngô Van, *Viêt-Nam 1920-1945, Révolution et contre-révolution sous la domination coloniale*, Nautilus Editions, 2000,

cause de ce combat contre l'impérialisme français, ils se virent traités d'« agents du fascisme » par les stalinien.

Mais leur propagande eut des effets spectaculaires. Aux élections municipales de 1939, ils obtinrent 80 % des voix, loin devant le Parti Constitutionnaliste et les stalinien. Cependant, dès le début de la guerre, tous les leaders trotskystes furent arrêtés par la Sûreté, et le mouvement trotskyste, ainsi décapité, resta silencieux presque jusqu'à la fin de la guerre.

#### **La liquidation des trotskystes par le Viêt-Minh (1945-1946)**

##### *La conquête du pouvoir par le Viêt-Minh*

Pendant la guerre, Nguyễn Ai Quốc avait ressuscité le Viêt Nam Dộc Lập Đông Minh Hội (Front pour l'Indépendance du Viêt-Nam, Viêt-Minh en abrégé), qui se donnait pour but la libération du Viêt-Nam et l'instauration d'une république démocratique. Il ne fait d'ailleurs pas de référence au communisme afin de se donner la possibilité de regrouper en son sein des partis nationalistes bourgeois. Sa propagande était alors particulièrement nationaliste, en témoigne un exemple tiré du poème *Lich su nuoc ta (L'histoire de notre pays)* diffusé en 1942 : « *L'histoire du Viêt-Nam le montre / Notre peuple fut glorieusement héroïque / Il combattit plus d'une fois le Nord, il pacifia l'Est / Invincibles sont les fils de Dragons et petits-fils d'Immortels.* »<sup>3</sup>

À partir de 1944, des guerilleros Viêt-Minh s'infiltrèrent au Nord du Viêt-Nam à partir de la Chine. En mars 1945, le coup de force japonais renversa le pouvoir français qui avait dominé le Viêt-Nam pendant 80 ans. L'empereur Bao Dai proclama l'indépendance, mais déclara que le Viêt-Nam « suivrait les directives du Manifeste commun de la Grande Asie orientale », autrement dit qu'il deviendrait un protectorat japonais. En août 1945, le Japon capitula sous les bombes. Les Alliés décidèrent que le Nord serait occupé par les troupes de Tchang Kai Tchék et le sud par celles de Mountbatten. Ces armées avaient pour but de désarmer les troupes japonaises et de « restaurer l'ordre public ».

Cependant, profitant du vide politique entre la capitulation japonaise et l'arrivée des Alliés, le Viêt-Minh déclencha le soulèvement armé. Le 19 août, les guerilleros de l'armée de libération prirent Hanoi, les Japonais laissant faire. Le 2 septembre, Hô Chi Minh proclama la République Démocratique du Viêt-Nam devant une foule en liesse.

##### *La réorganisation des groupes trotskystes*

Rappelons que la plupart des leaders trotskystes avaient été jetés en prison au commencement de la guerre, et leurs organisations avaient été quasiment détruites. En 1943-1944, à l'expiration de leur peine, ils tentèrent de réorganiser le

p. 258.

<sup>3</sup> Cité par Ngô Van, *ibid.*, p. 298.

mouvement. En août 1944, le groupe Octobre (sans Hồ Huu Tuong, qui avait abandonné le marxisme en prison) se réorganisa en Ligue Communiste Internationaliste, avec des effectifs réduits (quelques dizaines de militants, dont Ngô Văn). En mai 1945, des anciens du groupe La Lutte, dont Ta Thu Thâu et Phan Van Chanh, fondèrent le Dang Tho Thuyên Cach Mang (Parti Ouvrier Révolutionnaire) et tentèrent de reprendre le contact avec des groupes trotskystes du Nord. Ces derniers avaient pu continuer leurs activités durant la guerre et jouissaient d'une influence grandissante. Ils diffusaient notamment la feuille *Tranh Dâu* (La Lutte) au lendemain de la guerre.

#### *Les événements d'août-septembre 1945 dans le Sud*

Le Viêt-Minh prit le pouvoir dans le Sud le 25 août. Le groupe La Lutte aurait participé au Comité Exécutif Provisoire pendant cette courte période précédant la reconquête française aidée par l'armée britannique.

Pendant le même temps, la LCI et La Lutte mettaient en avant dans les manifestations les mots d'ordre : « Armement du peuple ! » et « Pour un Gouvernement ouvrier et paysan ! ». La LCI tentait de faire revivre les Comités Populaires, d'organiser des milices ouvrières, et refusait tout compromis avec le Viêt-Minh. Cependant, la LCI et La Lutte furent toutes deux bientôt liquidées par les stalinien.

Ta Thu Thâu qui avait été envoyé au Nord pour rétablir le contact avec les

trotskystes du Nord fut arrêté et jugé plusieurs fois par des tribunaux populaires du Viêt-Minh à son retour dans le Sud. À chaque fois, il fut acquitté, mais finalement, il fut mystérieusement exécuté en février 1946. Trần Văn Chanh, Trần Văn Thach (anciens du front La Lutte et du Conseil Municipal de Saigon) et un grand nombre de leurs camarades furent tour à tour assassinés ou exécutés sous l'ordre des cadres connus du PCI fin 1945-1946. Comment expliquer cette politique meurtrière vis-à-vis des militants aussi dévoués à la cause de la Révolution ?

Dès 1939, dans trois lettres envoyées de Chine au PCI — et publiées dans la version officielle de ses *Œuvres complètes* — Hồ Chí Minh avait déjà accusé les trotskystes d'être des agents du fascisme et ne lésinait sur aucun procédé diffamatoire. Dans un rapport à l'Internationale Communiste écrit par Hồ Chí Minh, on peut lire : « *Vis-à-vis des trotskistes, il ne doit y avoir aucun compromis, aucune concession. Il faut utiliser tous les moyens pour les démasquer comme agents du fascisme, il faut les exterminer politiquement.* » (Cf. « Trois lettres de Hồ Chí Minh inédites en France », dans *Chroniques Vietnamiennes* n° 1, 1986 ; revue éditée par le Groupe Trotskyste Vietnamien.)

En octobre 1945, l'organe du Comité Central du PCI, *Có Giai Phong*, appelait à « *abattre immédiatement les bandes de trotskistes* », ce qu'il justifiait ainsi : « *Au Nam Bô [Cochinchine], ils [les trotskystes] réclament l'armement du peuple, ce qui épouvante la mission anglaise, et l'accomplissement intégral des tâches de la révolution bourgeoise démocratique dans le but de diviser le*

*Front National et de provoquer l'opposition des propriétaires fonciers à la révolution.* » (Cité dans *Tap Chi Công San*, février 1983, p. 50, cité par Ngô Văn, *op. cit.*, p. 359.)

On voit ainsi clairement la volonté du Viêt-Minh d'encadrer la population, de se présenter comme un gouvernement d'union nationale capable de maintenir l'ordre public afin de négocier dans les meilleurs termes avec les Alliés. Cela était en contradiction manifeste avec les mots d'ordre des trotskystes d'« armement du peuple » et de « gouvernement ouvrier et paysan ».

En 1946, un militant français, Daniel Guérin, eut une entrevue avec Hồ Chí Minh lors de sa venue en France dans le cadre des négociations avec le gouvernement français. Interrogé sur la mort de Ta Thu Thâu, Hồ Chí Minh répondit ainsi : « *Ce fut un patriote et nous le pleurons* », avant d'ajouter : « *Mais tous ceux qui ne suivront pas la ligne tracée par moi seront brisés.* » Interrogé à deux autres reprises sur ce sujet, il ne fournit jamais de réponse précise ou éluda tout simplement la question.

Ainsi, la plupart des militants révolutionnaires trotskystes furent abattus. Quelques-uns survécurent et furent contraints à l'exil. Ils continuèrent leurs activités militantes principalement en France, au sein de différents groupes comme le Groupe Trotskyste Vietnamien (cf. le dernier numéro du CRI des travailleurs).

**Pham Quốc Tê,**  
sympathisant du Groupe CRI

## NOTRE HISTOIRE, NOTRE PROGRAMME

# EN DÉFENSE DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE... ET DE LA « DICTATURE DU PROLÉTARIAT »

*La critique la plus courante pour essayer de disqualifier les bolcheviks consiste à les présenter comme des ennemis de « la démocratie », ce dont la dissolution de la Constituante par le pouvoir soviétique en janvier 1918 apporterait une preuve éclatante. Plus généralement, on leur reproche d'avoir porté atteinte à la liberté de la presse, au droit de réunion et au pluralisme politique. Lieu commun des manuels d'histoire officiels, cette critique est aussi reprise par des groupes ou partis qui opposent à un socialisme dit « autoritaire » des bolcheviks une voie « démocratique » vers le socialisme. Tous se rejoignent pour affirmer ou suggérer un amalgame, implicite ou explicite, entre bolchevisme et stalinisme.*

*On comprend dès lors que l'étude et la réflexion sur la révolution d'Octobre et la politique des*

*bolcheviks ne constituent pas un exercice académique, mais intéressent profondément tous les travailleurs et les opprimés qui veulent en finir avec l'ordre bourgeois. La dissolution de la Constituante par le gouvernement soviétique était-elle légitime ? La République soviétique, second État ouvrier de l'histoire après la Commune de Paris, est-elle d'une façon générale moins démocratique, ou plus démocratique, que la plus démocratique des républiques bourgeoises ordinaires ? Y a-t-il deux voies possibles vers le socialisme, l'une autoritaire, et l'autre « démocratique » ?*

### **De la révolution d'Octobre à la convocation de la Constituante**

Un subterfuge banal de la bourgeoisie et de ses chiens de garde

pour poser « le problème de la Constituante » consiste à le poser de façon abstraite et isolée, hors du temps et de l'espace, c'est-à-dire hors du développement réel de la lutte entre les classes sociales pendant la révolution russe. Il leur est ainsi possible d'opposer une « bonne » bourgeoisie « démocratique » et de « bons » socialistes « démocratiques » (les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires de droite), aux « méchants » socialistes anti-démocratiques, les bolcheviks. À l'inverse, on suivra ici le déroulement réel de la lutte des classes, dans lequel s'exprime les positions réelles de chaque classe à travers son parti.

### *Que faire face à la contre-révolution ?*

La révolution victorieuse est généreuse : des représentants de la

bourgeoisie, notamment des officiers et élèves-officiers, faits prisonniers au moment de l'insurrection, sont libérés sur parole par le pouvoir soviétique. En échange, ils s'engagent à ne pas essayer de renverser le pouvoir soviétique. Mais la plupart, à peine libérés, trahissant leur parole, préparent, organisent ou essaient d'organiser des soulèvements armés, comme à Moscou. La bourgeoisie par l'intermédiaire de son parti, le parti cadet, et de ses relais dans l'armée et le vieil appareil d'État, s'efforce de rétablir son pouvoir par la violence.

Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires (SR) de droite, quant à eux, s'opposent au pouvoir issu de la révolution : après avoir quitté le II<sup>e</sup> Congrès des Soviets, où ils étaient en minorité, ils refusent d'envoyer leurs délégués au Comité exécutif central des soviets de Russie en proportion de leur représentation à ce congrès. Et ils prétendent substituer au gouvernement élu par ce dernier (conseil des commissaires du peuple) un gouvernement de coalition comprenant des bolcheviks, des mencheviks, des SR et des socialistes populistes (ces derniers étant dirigés par Kerensky, lequel, chef du gouvernement provisoire d'avant Octobre, avait multiplié les actes de répression contre les travailleurs et les soldats, ouvrant la voie à la préparation du coup d'État militaire de Kornilov<sup>1</sup>). Le Comité exécutif du syndicat des cheminots, dirigé par les mencheviks, menace de bloquer le ravitaillement de la capitale si le gouvernement soviétique ne cède pas.

Des pourparlers sont engagés entre les représentants du gouvernement soviétique, des différents partis se revendiquant du socialisme et le Comité exécutif du syndicat des cheminots. Le gouvernement demande au syndicat des cheminots d'envoyer des troupes pour mater l'insurrection contre-révolutionnaire des élèves-officiers de Moscou. Ce dernier, en affirmant sa « neutralité », démasque devant le peuple tout entier le sens réel de sa politique. Le pouvoir soviétique rompt alors les pourparlers, dont la fonction (quelles que soient les bonnes intentions de certains socialistes-révolutionnaires ou mencheviks) se révélait être *objectivement* celle d'un

<sup>1</sup> Rappelons que ce coup d'État avait finalement été défait par la mobilisation des ouvriers révolutionnaires dirigés par les bolcheviks dans le cadre d'un front unique avec les SR et les mencheviks. Cf. l'article de Frédéric Traille dans *Le CRI des travailleurs* n° 16, janvier-février 2005.

soutien politique à la lutte contre la révolution d'Octobre, c'est-à-dire contre le décret sur la paix, le décret sur la terre, le contrôle ouvrier sur l'industrie et plus généralement le pouvoir des ouvriers et des paysans<sup>2</sup>.

D'un côté, le gouvernement soviétique dirigé par les bolcheviks s'efforce de réduire par la négociation tous les soulèvements contre le pouvoir, même armés : les soldats fidèles aux soviets reçoivent ordre de ne pas tirer les premiers. Les bolcheviks entendent ainsi démontrer à tous qu'ils ne veulent pas la guerre civile. Mais, de l'autre, le gouvernement réagit sans faiblesse aux menées de la contre-révolution : il triomphe militairement des troupes qui ne se rendent pas et décide de mettre en état d'arrestation les dirigeants du parti cadet, cerveaux de la contre-révolution, de placer ce parti sous surveillance et d'interdire sa presse.

#### *La question de la liberté de la presse*

Les mencheviks et les SR de droite se scandalisent : comment oser porter atteinte à la sacro-sainte liberté de la presse ? Comment oser *interdire la presse bourgeoise* ? Les mencheviks, les SR de droite et les socialistes-populistes n'avaient pas fait preuve d'autant de réticences à « porter atteinte à la liberté de la presse » et à recourir à la violence lorsque, aux lendemains des journées de juillet, ils avaient décidé d'*interdire la presse du Parti bolchevik*, d'envoyer l'armée fermer ses imprimeries, détruire ou confisquer son matériel et arrêter ses principaux dirigeants, qui passèrent les mois de juillet et août dans les prisons du gouvernement des mencheviks, des SR et des socialistes-populistes...

Dès lors, s'ils se scandalisent de la mesure d'interdiction de la presse bourgeoise au moment où celle-ci répand toutes sortes de fausses nouvelles et de calomnies contre le pouvoir soviétique dans l'objectif de son renversement, ce n'est pas qu'ils soient attachés à la « liberté de la presse » pour elle-même, mais plutôt qu'ils sont aussi déterminés à rétablir le pouvoir bourgeois qu'ils l'ont été à étouffer par tous les moyens la révolution prolétarienne. Pour eux, la presse est « libre » lorsque la presse est dans les mains de quelques grands hommes d'affaires et présente la réalité à leur avantage, calomniant les révolutionnaires (comme les

<sup>2</sup> Sur les premières mesures du gouvernement soviétique, cf. notre article dans le précédent numéro.

bolcheviks, accusés sans fondement en juillet d'être financés par l'État-major allemand), tandis que l'immense majorité n'a tout simplement pas les moyens matériels de disposer de ses propres médias. À l'opposé, la politique des bolcheviks consista, dans l'esprit du projet de décret sur la presse, d'une part, à imposer à tous les journaux l'obligation de rendre publics leurs comptes, afin que le peuple puisse connaître le ou les commanditaire(s) du journal et, d'autre part, à collectiviser les imprimeries et à les mettre à la disposition de tout groupe significatif d'ouvriers ou de paysans désirant éditer un journal ou une revue (Lénine suggérait d'accorder ce droit à tout groupe d'au moins 10 000 ouvriers ou paysans)<sup>3</sup>. En donnant ainsi *réellement* la possibilité aux exploités et aux opprimés de faire leur propre presse, ces mesures constituaient un pas vers la liberté *réelle* de la presse.

#### *Lutte politique et lutte militaire sont indissociables*

Les rumeurs répandues par la presse bourgeoise ne peuvent être séparées des préparatifs militaires de coup d'État. En ce sens, faire preuve de la moindre faiblesse face à la contre-révolution, même avec les meilleures intentions du monde, c'est trahir la révolution. Tous les hésitants (comme les SR de gauche et le groupe Zinoviev-Kamenev dans le parti bolchévik) semblent avoir oublié les leçons de la Commune de Paris. La bourgeoisie française n'avait continué à discuter avec les communards que le temps de réunir, en accord avec Bismarck (représentant les intérêts de la bourgeoisie allemande), les forces nécessaires pour écraser la révolution prolétarienne commençante. La lutte politique et médiatique de la bourgeoisie contre le gouvernement révolutionnaire et son recours à la

<sup>3</sup> Nous avons tous les jours l'occasion de constater ce que la « liberté de la presse » signifie concrètement dans le régime bourgeois : le droit pour les capitalistes et leurs représentants (le gouvernement, l'ensemble des partis bourgeois, les grosses entreprises comme Bouygues, Vivendi, Hachette, Dassault...) de déverser sans discontinuer leur propagande, découpant, tronquant et falsifiant l'information et s'efforçant d'abrutir le peuple pour préserver leurs intérêts (cf. à ce sujet l'article de Laura Fonteyn dans *Le CRI des travailleurs* n° 16). L'actuelle campagne pour le référendum du 29 mai en est une nouvelle illustration (cf. ci-dessus l'article de Nina Pradier et Ludovic Wolfgang).

force militaire ne sont pas deux politiques opposées, mais les deux moments d'une même politique, dont le résultat ne peut être rien d'autre que le rétablissement du pouvoir de la bourgeoisie sur la base du massacre des ouvriers révolutionnaires.

#### *Le comportement du gouvernement soviétique à l'égard des paysans*

On reproche aussi aux bolcheviks d'avoir accordé aux ouvriers une sur-représentation dans les soviets, devenus organes de l'État, par rapport à la paysannerie, qui était largement majoritaire en Russie. Pour les « démocrates » bourgeois et petits-bourgeois, cela représente une violation inadmissible de « la » démocratie, incarnée selon eux dans le principe : un homme, une voix. Pourtant, ce principe formel ignore que, sous le capitalisme, c'est la ville qui commande à la campagne. Dès lors, la question politique principale qui se pose, en ce qui concerne la paysannerie, est de savoir quelle classe la dirigera : la bourgeoisie ou le prolétariat ? En régime de « démocratie » bourgeoise, c'est la bourgeoisie — les banquiers, les propriétaires fonciers qui en général sont eux-mêmes des bourgeois, les gros fermiers capitalistes, les patrons qui produisent les machines agricoles, les patrons des supermarchés qui imposent des prix au rabais, etc. — , qui commande à la paysannerie, comme à toutes les autres classes. C'est cette bourgeoisie qui domine la terre, surexploite les salariés agricoles, pille les petits paysans et souvent les exproprie en les conduisant à la ruine.

Le gouvernement soviétique, au contraire, s'est efforcé d'aider les travailleurs salariés et les paysans pauvres à lutter contre les bourgeois et les paysans riches, tout en essayant d'obtenir la bienveillante neutralité du paysan moyen (celui qui peut vivre de sa terre sans employer de salarié). Dans les premiers jours qui suivent la révolution d'Octobre, la grande majorité du prolétariat est déjà ouvertement du côté du pouvoir soviétique, mais la position de la paysannerie est encore incertaine. Pour la gagner à la révolution prolétarienne, le gouvernement soviétique fait connaître dans les campagnes ses premières mesures et convoque un congrès extraordinaire des soviets de délégués paysans de Russie. Parmi les délégués, on compte 197 SR de gauche, 65 SR de droite et 37 bolcheviks. Au terme d'une âpre lutte

politique, les délégués de ce congrès, tout en reprenant la revendication menchevik et SR de la formation d'un gouvernement de coalition incluant, en plus des bolcheviks et des SR de gauche, des mencheviks, des SR de droite et des socialistes-populistes, affirme que ce gouvernement devra appliquer le programme adopté par le IIe Congrès des soviets de Russie, réuni en Octobre. Il démontre ainsi que le développement de la lutte entre les classes au cours de la révolution, modelé par un combat politique acharné entre les partis qui les représentent, a fini par placer, malgré ses oscillations constantes, la majorité de la paysannerie du côté du pouvoir soviétique. Car seul ce pouvoir s'est révélé capable d'apporter à une réponse positive aux revendications paysannes, en décidant l'expropriation des propriétaires fonciers et la répartition égalitaire de la terre entre les paysans. La conquête du pouvoir par le prolétariat permet ainsi de grouper autour de lui tous les opprimés, ce qui est une condition pour la victoire finale. C'est dans ce contexte que l'Assemblée constituante est appelée à se réunir.

#### **Constituante et Soviets**

##### *Opportunisme sans principe... ou réalisme révolutionnaire ?*

La bourgeoisie accuse souvent les bolcheviks de n'être que des conspirateurs sans scrupules, ne reculant devant aucun coup tordu pour parvenir à leurs fins. Dans le cas de la dissolution de l'Assemblée Constituante, on présente souvent les choses comme si les bolcheviks avaient été des partisans *inconditionnels* de la Constituante jusqu'au moment où, s'y retrouvant en minorité, ils auraient choisi de s'en débarrasser... Qu'en est-il en vérité ?

Entre avril et juillet, les bolcheviks ont maintes fois exigé la convocation de la Constituante, *tout en ne cessant de souligner que*, si une république bourgeoise avec Constituante était préférable à une telle république sans Constituante, car plus démocratique, une république ouvrière, c'est-à-dire soviétique, était encore mille fois plus préférable à la république bourgeoise avec Constituante, car mille fois plus démocratique. Durant ces mois, la bourgeoisie et ses valets mencheviks et SR ont refusé de convoquer la Constituante, sous prétexte qu'il aurait été impossible d'organiser des élections libres en pleine guerre

(mensonge démasqué par l'organisation des élections en octobre 1917, alors que la guerre impérialiste se poursuivait). En réalité, la bourgeoisie et son parti, les cadets, soucieux de préserver au maximum l'ancien état des choses, ne voulaient pas de Constituante, car il ne faisait aucun doute que les partis se revendiquant du socialisme (mencheviks, bolcheviks et SR) y remporteraient la majorité absolue. Mais les mencheviks et les SR n'en voulaient pas non plus, car cela les aurait empêchés de continuer à se cacher derrière la prétendue force de la bourgeoisie pour refuser d'assumer le pouvoir que leur avaient remis les ouvriers par leur insurrection de février contre le tsar.

En fait, les cadets, les mencheviks et les SR, qui avaient délibérément refusé de convoquer la Constituante pendant cinq mois (d'avril à juillet), ne sont devenus d'ardents partisans de cette dernière qu'à partir du moment les bolcheviks ont commencé à gagner la majorité dans un soviet après l'autre à partir d'août, suite à la politique bourgeoise menée par les mencheviks et les SR avec le gouvernement provisoire (poursuite de la guerre impérialiste, refus de donner la terre aux paysans, refus de combattre le sabotage des capitalistes, etc., avec des conséquences désastreuses pour les masses). Ce sont donc eux, et non les bolcheviks, qui ont fait preuve de « principes » à géométrie variable. Pour les révolutionnaires, ces événements constituent une bonne leçon de dialectique historique, car ils montrent clairement qu'un *même* mot d'ordre peut se charger d'un contenu de classe entièrement *différent* selon le développement de la situation politique.

##### *L'Assemblée Constituante élue en octobre ne représente plus la volonté du peuple en janvier*

Mais, bien évidemment, on reproche surtout aux bolcheviks le simple fait d'avoir dissout la Constituante. Ce faisant, ils auraient fait violence à la volonté populaire. Qu'en est-il ? L'Assemblée Constituante avait été élue en octobre 1917, c'est-à-dire *avant* la révolution du 25-26 octobre 1917, donc avant que ne soient prises les premières mesures du gouvernement soviétique, répondant aux besoins élémentaires des exploités et des opprimés. À cette époque, le parti SR était encore uni : il ne s'est divisé entre deux fractions

opposées qu'après la révolution Octobre, l'une la soutenant et participant au conseil des commissaires du peuple (les « SR de gauche »), l'autre la combattant (les « SR de droite »). Les électeurs avaient ainsi voté en octobre indistinctement pour les uns ou les autres, puisqu'ils s'étaient présentés sur les listes uniques, celles du parti SR encore uni. Or, moins représentés dans les sphères dirigeantes du parti que les SR de droite, les SR de gauche ne disposaient que d'une minorité des députés élus sur cette liste. C'est pourquoi les bolcheviks et les SR de gauche ne formaient ensemble qu'une forte minorité à l'Assemblée Constituante.

Or, les élections au congrès pan-russe des *soviets* réuni en janvier 1918 donnent lieu à l'écrasement des SR de droite, qui n'obtiennent que 7 délégués, soit moins de 1 %, tandis que les SR de gauche raflent plus de 30 % des sièges. Ainsi les SR de droite, qui forment le groupe le plus nombreux à l'Assemblée Constituante élue sur la base des listes faites avant la révolution d'Octobre, ne représentent en réalité plus qu'une infime minorité des travailleurs en janvier. Il est donc clair que, lors de sa première réunion en janvier 1918, *l'Assemblée Constituante ne représente pas du tout la volonté réelle du peuple et n'est donc pas légitime*. Par contre, le système soviétique, celui des conseils ouvriers et paysans, reposant sur des élections régulières et *fréquentes* (octobre 1917, janvier 1918, mars 1918, juin 1918) et incluant la possibilité de *révoquer* ses représentants, démontre concrètement son immense supériorité démocratique sur le parlementarisme bourgeois.

*Lors de la réunion de la Constituante, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires de droite prouvent une nouvelle fois à qu'ils ne sont que des valets de la bourgeoisie*

Mais, dira-t-on, pourquoi les bolcheviks ont-ils laissé la Constituante se réunir, alors qu'ils savaient d'avance qu'ils la dissoudraient de toute façon ? Cette décision a précisément pour but de *permettre le développement le moins douloureux possible de la révolution*. En effet, les élections à la Constituante ont donné 21 millions aux socialistes-révolutionnaires, 9 millions de voix aux bolcheviks, 4,5 millions aux partis officiels de la bourgeoisie (les cadets et leurs alliés) et 1,7 million aux

mencheviks<sup>1</sup>. Les partis se revendiquant du socialisme, à savoir les socialistes-révolutionnaires, les bolcheviks et les mencheviks, disposent donc à eux tous d'une écrasante majorité, avec 87 % des sièges. En laissant la Constituante se réunir, les bolcheviks offrent ainsi *une nouvelle fois* aux mencheviks et aux SR la possibilité de rompre avec la bourgeoisie et de prouver qu'ils sont des socialistes. Pour cela, il leur suffit de reconnaître la légitimité des conquêtes de la révolution d'Octobre et le pouvoir des soviets, ouvrant la voie à un gouvernement *soviétique* unitaire des socialistes *authentiques*. Et ce dénouement est assurément celui qui aurait été le plus favorable au renforcement de la révolution. Or, les mencheviks et les SR de droite présentèrent au contraire *une motion qui propose d'abolir toutes les mesures prises par le pouvoir soviétique* depuis octobre, c'est-à-dire en particulier le décret sur la terre, l'adresse internationale pour mettre fin à la guerre, le décret sur le contrôle ouvrier ! Ils proposent aussi que soit instituée la suprématie de la Constituante sur les Soviets. Dans ces conditions, il était juste de dissoudre cette Constituante contre-révolutionnaire qui se camouflait sous des phrases démocratiques et socialistes. De fait, ni le prolétariat, ni les paysans ne protestèrent contre cette décision, qui correspondait à leurs intérêts, comme le confirment les résultats des élections aux *soviets* en janvier.

#### *Forme et contenu de classe*

Par delà les formes institutionnelles, l'enjeu de la lutte entre les Soviets et la Constituante n'était rien d'autre que la lutte entre la révolution prolétarienne et la contre-révolution bourgeoise. Après l'échec de la voie putschiste pour en finir avec la révolution (échec du coup d'État de Kornilov fin août 1917), la bourgeoisie a cherché une autre façon de mettre un terme à la révolution, qui signifiait son expropriation et sa perte du pouvoir politique. Entre septembre 1917 et janvier 1918, elle a concentré son offensive sur la question de la

<sup>1</sup> Si l'on exclut leurs 800 000 voix de Transcaucasie, les mencheviks réunissent en tout moins de 700 000 voix. Dans les centres industriels, ils sont tout simplement inexistantes. À Petrograd et Moscou, les bolcheviks obtiennent au total 840 000 voix, contre 515 000 aux cadets, 218 000 aux SR et un nombre insignifiant aux mencheviks.

Constituante en arguant du caractère sacré de la « démocratie ». En fait, elle cherchait à utiliser les formes de la démocratie bourgeoise, en apparence « neutres », pour tordre le cou à la révolution prolétarienne. Dès avant l'échec de cette manœuvre, mais surtout après, la bourgeoisie russe passait à l'option militaire : elle déclenchait la guerre civile, avec l'appui des tous les pays capitalistes réunis dans une grande offensive contre la République des soviets (Japon, France, Angleterre, Roumanie, Allemagne, etc). Nous y reviendrons dans notre prochain numéro ; mais nous terminerons le présent article en montrant l'actualité de la « dictature du prolétariat », telle que les soviets dirigés par les bolcheviks l'ont mise en place, refusant de céder aux exigences et aux illusions des « démocrates » bourgeois et petits-bourgeois de tout poil.

#### **Quelques leçons politiques pour le présent et l'avenir...**

Le congrès de la LCR tenu en 2003 a décidé de rayer de son programme la lutte pour la « dictature du prolétariat », remplaçant cette formule précise par celle d'un « *pouvoir des travailleurs* ». Il ne s'agit pas ici d'un mot d'ordre transitoire ou d'une formulation populaire de l'objectif que signifie le concept de « dictature du prolétariat » : il s'agit d'un renoncement programmatique. Pendant deux ans, ce renoncement a notamment eu comme contenu concret l'acceptation pure et simple, par la direction de la LCR et par le « Secrétariat Unifié » dit de la « IVE Internationale » (organisation internationale dont la LCR est la section française), de la honteuse participation de leur section brésilienne (Démocratie Socialiste) au gouvernement bourgeois de Lula (avec notamment le ministre de la réforme agraire, Miguel Rossetto)<sup>2</sup> ! Sous

<sup>2</sup> Sur ce point, cf. Le CRI des travailleurs n°1 (février 2003), 3 (avril 2003), 8 (octobre 2003) et 9 (novembre-décembre 2003). Ce n'est que tout récemment qu'une résolution du Comité Exécutif International de cette soi-disant « IVE Internationale » a condamné pour la première fois la participation de Démocratie socialiste au gouvernement Lula. Pourtant, le soutien à cette participation jusqu'à présent a en même temps été justifié dans cette même résolution par le prétexte de ne pas aborder la réalité à partir de « *formules dogmatiques* ». De plus, comme cela ressort nettement du récit fait par Jean-

couvert de refuser le « dogmatisme », il s'agit en fait d'une révision des bases mêmes du marxisme, et d'une capitulation face à l'opinion publique démocratiste petite-bourgeoise<sup>1</sup>. Et que dire du PT, par exemple, dont le courant CCI a eu le culot de critiquer en paroles ce renoncement de la LCR... mais qui renonce tout autant au programme du communisme révolutionnaire et défend aujourd'hui la « République une et indivisible », c'est-à-dire... la dictature de la bourgeoisie ?<sup>2</sup>

#### *Défense de la dictature du prolétariat*

Pour les marxistes, tous les États, quelle que soit la société qui est leur base et quelle que soit leur forme, sont fondamentalement des organismes par lesquels la classe dominante assure sa

Philippe Divès dans *Avanti!* n° 24, ce changement d'attitude n'est pas tant le produit d'une nouvelle orientation de la direction internationale qu'une timide réaction, contrainte et forcée, face à la politique de rupture politique avec le « Secrétariat Unifié » dont la direction de DS a pris l'initiative, excluant la tendance minoritaire (dont Heloïsa Helena, membre de la direction internationale du SU, était la principale dirigeante) et affichant publiquement son mépris total pour cette même direction internationale et ses « conseils ». Enfin, le Comité Exécutif International continue de se prononcer pour le « maintien des relations avec toutes les parties de la section brésilienne de la IV<sup>e</sup> Internationale – qui sont tous membres de la IV<sup>e</sup> Internationale de plein droit » (résolution du CI du SU du 28 février 2005). — Au demeurant, Olivier Besancenot est lui-même plus qu'ambigu sur la nature du gouvernement auquel la LCR pourrait participer. Lire sur ce point le bon article de Sylvestre Jaffard dans *Avanti* n° 16, « Rupture, avec quoi ? » (cf. [www.avanti-lcr.org](http://www.avanti-lcr.org)).

<sup>1</sup> Il en découle que les nombreux militants de la LCR critiques ou très critiques à l'égard leur direction devraient, s'ils étaient conséquents, s'organiser authentiquement en tendance, voire en fraction, permanente, pour mener un combat pied à pied contre la direction révisionniste de la LCR, et non se borner à de simples groupements d'idées, comme c'est le cas actuellement pour certains.

<sup>2</sup> Quant à LO, si elle réaffirme correctement la lutte pour la dictature du prolétariat dans sa revue à diffusion restreinte *Lutte de classes* (n° 77, décembre 2003-janvier 2004, article « Les fondements programmatiques de notre politique »), elle n'en a pas soufflé mot dans son journal hebdomadaire, diffusé à 15 000 exemplaires, où elle s'est bornée, pour toute leçon du XV<sup>e</sup> congrès de la LCR (novembre 2003), à se féliciter de l'accord électoral LO-LCR pour les régionales et européennes ! (*Lutte ouvrière* n° 1840 du 7 novembre 2003.)

domination sur les classes dominées : « L'État, écrit Engels, n'est rien d'autre chose qu'une machine pour l'oppression d'une classe par une autre, et cela, tout autant dans la république démocratique que dans la monarchie » (Préface à *La Guerre civile en France* de Marx). Or il en va de même de l'État prolétarien qui naît de la révolution, et qui est nécessaire pour organiser la violence de la classe ouvrière contre la bourgeoisie contre-révolutionnaire, à l'échelle nationale et internationale. Engels écrit ainsi : « L'État n'étant qu'une institution temporaire dont on est obligé de se servir dans la lutte, dans la révolution, pour réprimer par la force ses adversaires, il est parfaitement absurde de parler d'un État populaire libre : tant que le prolétariat a encore besoin d'un État, ce n'est point pour la liberté, mais pour réprimer ses adversaires. Et le jour où il devient possible de parler de liberté, l'État cesse d'exister comme tel » (Lettre à Bebel, 28 mars 1875).

La formule de « dictature du prolétariat » n'a évidemment pas été inventée par Lénine et les bolcheviks, mais par Marx. Dans la *Critique du programme de Gotha* (programme du parti social-démocrate d'Allemagne en 1875), Marx écrit textuellement : « Entre la société capitaliste et la société communiste se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique, où l'État ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat ». Cette phrase elle-même n'est que la synthèse des nombreuses indications de Marx et d'Engels sur l'État prolétarien, faites entre les révolutions de 1848 et la Commune de Paris. Certains objectent que Marx et Engels n'excluaient pas une victoire pacifique du prolétariat, du moins dans certains pays. Cela est exact : à une époque où la machine d'État, armée et police, était fort peu développée aux États-Unis et en Angleterre, ils avaient émis l'hypothèse que *peut-être* il serait, dans ces cas-là, possible de l'emporter sans recours direct à la violence. Mais cette époque est révolue depuis bien longtemps : dans tous les États modernes, la bourgeoisie a depuis développé un très important appareil de répression.

De plus, Marx et Engels, tirant les leçons de la Commune de Paris (qu'ils considèrent comme le premier exemple historique de la « dictature du prolétariat »), ont précisément

reproché aux communards d'avoir été trop pacifistes, trop naïfs à l'égard des phrases démocratiques, en un mot : pas assez « dictatoriaux »<sup>3</sup>. Selon eux, cette faiblesse politique a contribué à mener la révolution à la défaite, avec le massacre par les troupes de Thiers de 30 000 ouvriers révolutionnaires et plus de 10 000 déportations au bagne. Or c'est cette leçon politique que les bolcheviks ont su tirer de l'histoire (même s'il leur est arrivé à eux aussi, comme nous l'avons signalé à eux aussi d'être trop généreux et naïfs, comme lorsqu'ils ont laissés libres les élèves-officiers de Petrograd, en échange de leur seule parole). Ils ont suivi notamment ce que disait Engels : « Ont-ils jamais vu une révolution, ces messieurs [les anti-autoritaires] ? Une révolution est à coup sûr la chose la plus autoritaire qui soit, un acte par lequel une partie de la population impose à l'autre partie sa volonté à coups de fusils, de baïonnettes et de canons, moyens autoritaires s'il en fut. Force est au parti vainqueur de maintenir sa domination par la crainte que ses armes inspirent aux réactionnaires. Est-ce que la Commune de Paris aurait pu se maintenir plus d'un jour si elle ne s'était servie de l'autorité d'un peuple en armes contre la bourgeoisie ? Ne pouvons-nous pas, au contraire, la blâmer de ce qu'elle ait fait trop peu usage de cette autorité ? »<sup>4</sup>

<sup>3</sup> Il faut d'ailleurs préciser que l'argument fort répandu selon laquelle la Commune aurait été plus démocratique que la révolution russe parce qu'elle aurait conservé le suffrage universel est erroné : les élections de La Commune ont eu lieu après le départ de Paris des bourgeois et de leurs amis pour Versailles ; en ce sens, le maintien formel du suffrage universel n'a pas empêché que, de fait, seuls les prolétaires et les exploités ont pu voter. Et surtout, il faut rappeler à tous les professeurs de « démocratie pure » que le gouvernement de la Commune est bien sûr le produit d'une insurrection parfaitement illégale du prolétariat de Paris contre le gouvernement bourgeois légal.

<sup>4</sup> Fr. Engels, *À propos de l'autorité*. — Faut-il rappeler que tous les exemples historiques après Octobre 1917 ont confirmé cette vérité (malheureusement pour les travailleurs, toujours par la négative, c'est-à-dire toujours par l'écrasement du prolétariat s'engageant sur la voie de la révolution) ? On peut en donner quelques-uns : écrasement des conseils ouvriers en Allemagne en 1919 par le gouvernement SPD dirigé par Ebert avec l'appui des troupes d'élite de l'armée ; liquidation du mouvement ouvrier italien par les fascistes dès 1922 ; écrasement préventif du puissant

## *Défense de la "révolution permanente"*

Mais alors, n'y a-t-il aucune différence entre l'État prolétarien qui naît de la révolution et tous les États qui ont existé dans l'histoire jusqu'à présent ? La différence est en réalité fondamentale : c'est que l'État prolétarien est entre les mains de la majorité (les soviets du prolétariat et de la paysannerie) et réalisent les intérêts de la majorité en servant d'instrument pour la construction du socialisme, alors que les États précédents étaient dans les mains de minorités et servaient les intérêts minoritaires. En ce sens, comme l'écrit Lénine dans *L'État et la révolution*, l'État prolétarien n'est déjà plus qu'un « demi-État ».

Pourtant, objectent les partisans de la voie « démocratique » vers le socialisme, comment comprendre qu'un État représentant la majorité de la population puisse encore avoir besoin de faire usage de la violence ? S'il représente réellement la majorité, n'est-il pas évident qu'il n'aura pas besoin d'y recourir ? S'il y a recours n'est-ce pas un indice clair que cet État, loin de représenter l'ensemble du prolétariat et des opprimés, ne représente qu'une minorité ? En réalité, il est évident que la bourgeoisie renversée politiquement et expropriée ne cesse pas pour autant d'exister socialement et de garder un rôle et une influence dans le pays. De plus, le renversement de la bourgeoisie dans un pays n'empêche pas qu'elle continue d'exister dans tous les autres pays. Il est donc irréaliste de raisonner comme si, après la prise du pouvoir par le prolétariat dans un pays, la bourgeoisie ne devait plus être éliminée comme classe, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Il est indéniable que la prise du pouvoir par les travailleurs dans un pays rencontre une immense sympathie parmi les prolétaires et les opprimés de tous les

mouvement ouvrier chinois par le Kuomintang en 1927 ; liquidation du mouvement ouvrier par le national-socialisme à partir de 1933 ; écrasement des conseils par l'armée de la bureaucratie « soviétique » en 1956 en Hongrie et en 1968 en Tchécoslovaquie ; liquidation du mouvement ouvrier au Chili par un coup d'État militaire appuyé par la CIA en 1973 après que Allende, arrivé au pouvoir par les élections, eut engagé des mesures commençant à s'attaquer à la propriété capitaliste et eut refusé d'armer les ouvriers et les paysans au nom de la « démocratie » formelle...

pays et accélère de façon formidable la lutte de classe à l'échelle internationale. Mais, tant que la révolution ne triomphe pas dans les autres pays, le premier État prolétarien reste inévitablement isolé, attaqué de l'intérieur par les forces bourgeoises qui lui résistent et essaient de se reconstituer, et entouré d'un ensemble d'États bourgeois hostiles, qui s'efforcent de le déstabiliser par tous les moyens pour le détruire. En ce sens, longtemps après avoir pris le pouvoir dans un pays, le prolétariat allié aux classes populaires est donc dans l'obligation de recourir à la violence pour maintenir son pouvoir et s'en servir pour développer la révolution à l'échelle du monde.

C'est ce qu'enseigne l'histoire de la révolution russe et de son isolement tragique, cause principale de sa dégénérescence stalinienne ultérieure de l'État prolétarien. C'est ce qu'enseigne aussi la théorie de la « révolution permanente » de Trotsky : la révolution prolétarienne socialiste ne pourra avoir lieu qu'en s'approfondissant constamment à l'intérieur de chaque pays et en s'étendant à l'échelle internationale ; elle ne cessera donc ni dans le temps, ni dans l'espace, jusqu'à la réalisation du communisme achevé.

Antoni Mivani

### AU SOMMAIRE

#### FRANCE :

**- Deux ans après la défaite de 2003, prenons notre revanche : pour un « mai-juin » de victoires contre Chirac-Seillière-Hollande, par la grève, la rue et les urnes ! (p. 3 à 9)**

• *La lutte de classe reprend... mais les bureaucrates syndicaux protègent le patronat et le gouvernement ! (p. 3)*

• *Référendum du 29 mai : voter Non pour infliger une défaite à l'Union européenne et à Chirac-Seillière-Hollande (p. 6)*

**- Contribution pour un bilan politique du mouvement lycéen (pp. 9 à 12)**

**ÉCONOMIE : Que se cache-t-il derrière la volonté de la bourgeoisie d'augmenter le « taux d'emploi » à 70 % d'ici à 2010 ? (pp. 12 à 14)**

**TOGO : Le peuple contre la dictature Eyadéma et la**

#### Françafrique (pp. 14-15)

**IRAK : Pas d'issue sans défaite de l'impérialisme, pas de démocratie politique sans Constituante librement élue, pas de progrès social sans révolution socialiste ! (pp. 15 à 19)**

**PALESTINE : Les politiques de Sharon et Abbas confirment l'échec du prétendu « processus de paix » imposé par l'impérialisme (pp. 19 à 21)**

**CHINE : Quelle place pour l'Empire du milieu... au milieu du capitalisme mondial ? (pp. 21 à 23)**

**LEUR SOCIÉTÉ : Karol Wojtyła (Jean-Paul II) : réactionnaire sur toute la ligne (pp. 24 à 27)**

**NOTRE HISTOIRE : Les trotskystes en Indochine de 1930 à 1946 (pp. 28 à 31)**

**NOTRE HISTOIRE, NOTRE PROGRAMME : En défense de la révolution d'Octobre... et de la « dictature du prolétariat » (pp. 31 à 36)**

